

Les Intendants de la Généralité de Berry

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} juin 1922 à 2 heures

PAR

J. NÉRAUD

Président : M. CHENON, professeur
Suffragants { *MM. MEYNIAL, professeur*
OLIVIER-MARTIN, chargé de Cours

PARIS (VI^e)
VIE UNIVERSITAIRE
13, QUAI DE CONTI, 13

1922



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551423_0045

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

Les Intendants de la Généralité de Berry

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} juin 1922 à 2 heures

PAR

J. NÉRAUD



Président : M. CHENON, professeur
Suffragants { *MM. MEYNIAL, professeur*
OLIVIER-MARTIN, chargé de Cours

PARIS (VI^e)
VIE UNIVERSITAIRE
13, QUAI DE CONTI, 13

1922

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

Ce qu'étaient les Intendants de Justice, Police et Finances sous l'Ancien Régime.

I

On sait que l'origine de l'institution des intendants remonte aux chevauchées des maîtres des requêtes ; Au xvi^e siècle, des magistrats voyageurs parcouraient les provinces, munis d'une commission passagère et embrassant tout le royaume, chargés d'un contrôle permanent sur les fonctionnaires royaux : c'étaient les maîtres des requêtes de l'hôtel qui assuraient ce service d'inspection, avec la mission de regarder, écouter et raconter à la Cour¹ ce qu'ils avaient observé.

Le roi envoyait parfois des commissaires extraordinaires, avec pleins pouvoirs pour opérer des ré-

1. Gabriel Hanotaux : *Origines de l'Institution des Intendants des provinces.*

formes difficiles ou pour rétablir l'ordre dans les provinces troublées par la guerre civile. Leurs attributions furent d'abord civiles et militaires.

Bientôt, quelques-uns furent établis à poste fixe, devinrent des inspecteurs permanents et résidents, qualifiés « commissaires départis dans les généralités du royaume pour l'exécution des ordres du Roy ». Colbert décida que la durée de leur séjour, fixée à trois ans, deviendrait illimitée.

Presque tous les maîtres des requêtes étaient employés aux chevauchées; en 1555, vingt sur vingt-quatre allaient en tournée et le titre du rôle de cette année-là mérite d'être cité¹ : « C'est le département des chevauchées que MM. les maîtres des requêtes de l'hôtel ont à faire en cette présente année, que nous avons départis par les recettes générales, afin qu'ils puissent plus facilement servir et entendre à la justice et aux finances ainsi que le roi le veut et entend qu'ils fassent. »

On a dit souvent que l'édit de 1635 avait créé les intendants, mais cet édit n'est pas un édit de création des intendants et avant 1635, il en existait déjà².

Les chevauchées furent populaires au début; en 1588, les Etats Généraux leur étaient favorables, mais dès 1614, un revirement se produisit, et en 1617, les notables voulurent que les commissions des mai-

1. Sainte-Beuve : *Notice précédant les Mémoires de Saint-Simon*, t. III, notes, p. 442

2. Gabriel Hanotaux : *Origines de l'institution des intendants des provinces*, préliminaires.

tres des requêtes en tournée fussent vérifiées et enregistrées par le Parlement dans le ressort duquel ils feraient leur inspection¹. Les parlements firent retentir des plaintes nombreuses, et en 1626, ils disaient au roi : « Reçoivent vos parlements grand préjudice d'un nouvel usage d'intendants de justice qui sont envoyés ès ressort et étendue des dits parlements près MM. les Gouverneurs et lieutenants-généraux de Votre Majesté en ces provinces, ou qui, sur autres sujets, résident en icelles plusieurs années, fonctions qu'ils veulent tenir à vie; ce qui est, sans édit, tenir un chef et officier supernuméraire de justice créé sans payer finance; exauctorant (abaissant) les chefs des Compagnies subalternes, surchargeant vos finances d'appointements, formant une espèce de justice, faisant appeler les parties en vertu de leurs mandements et tenant greffiers, dont surviennent divers inconvénients, et, entre autres, de soustraire de la juridiction, censure et vigilance de vos parlements, les officiers des sénéchaussées, bailliages, prévôtés et autres juges subalternes. Ils prennent encore connoissance de divers faits, dont ils attirent à votre conseil les appellations au préjudice de la juridiction ordinaire de vos parlements. C'est pourquoi Votre Majesté est très humblement suppliée de les révoquer, et que telles fonctions ne soient désormais faites sous prétexte d'intendance ou autrement, sauf et sans préjudice du pouvoir attribué par les

1. Picot, *Histoire des Etats généraux*, IV, 24.

ordonnances aux maîtres des requêtes de votre hôtel faisant leurs chevauchées dans les provinces, tant que pour icelles leur séjour le requerra¹. »

Ces intendants, qui s'étaient introduits en parasites dans l'organisme administratif², n'appartenaient pas à des familles puissantes, ils pouvaient être révoqués à volonté par le pouvoir central qui les avait nommés pour exécuter servilement ses ordres. Leur mission de contrôle presque universel excita la haine des grands et des parlements qui obtinrent leur suppression en 1648 dans la plupart des généralités. La Cour, « blessée à la prunelle de l'œil », selon l'expression du Cardinal de Retz, les rétablit progressivement dès 1650, et en 1789, il y avait trente-deux intendances.

Les commissions du roi, qui leur étaient expédiées du grand sceau, fixaient leurs pouvoirs en ces termes exprès : « Voulons et entendons que vous puissiez pourvoir à tout ce qui regarde le bien de notre service, l'observation de nos ordonnances touchant la justice, police et finances, et le bien et le devoir de nos sujets dans toute l'étendue de la généralité³. »

On ne pouvait faire appel de leurs ordonnances et de leurs jugements qu'au Conseil du roi, exception faite pour les ordonnances relatives à la répartition

1. Manuscrit Bibliothèque Université, H, I, 8, fol. 205.

2. D'Avenel : *Richelieu et la monarchie absolue*, 2^e édition, tome IV, chapitre 5.

3. D'Aube : *Mémoire concernant les intendants*, p. 3, n. 3.

de la taille dont l'appel était porté devant les Cours des Aides¹.

Les parlements qui avaient eu un moment à enregistrer leurs commissions, ne conservèrent pas ce privilège.

II

Les attributions des intendants, extrêmement étendues, étaient relatives à l'armée, à la justice, à la police et aux finances d'où leur nom « d'intendants du militaire², de justice, police et finances » ou de « commissaires départis pour l'exécution des ordres du Roy. » Ils représentaient le pouvoir central dans la province ou généralité.

Comme intendants de police, ils s'occupaient de l'administration en général; rien ne se faisait sans « le bon plaisir de Mgr l'Intendant. » Ce haut fonctionnaire avait la surveillance des municipalités et des communautés d'habitants : c'était la tutelle administrative — le mot n'est pas nouveau. L'intendant réglementait le commerce et l'agriculture, s'occupait de la levée et de l'organisation des milices³, de la corvée royale imposée aux taillables des campagnes, sous forme de journées de travail, pour la construction et l'entretien des routes³. Leur autorité devint

1. Esmein : *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 13^e édition, chap. V, p. 664.

2. Certains intendants d'armée étaient restés dans les provinces après la pacification, ce qui explique qu'ils aient conservé plusieurs de leurs anciennes attributions.

3. Esmein : *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, chap. V, p. 664.

sans cesse grandissante, tellement ils se sentaient soutenus par l'autorité royale, qui les désavouait rarement; ils étaient presque assurés que leurs demandes se transformeraient en arrêts du Conseil.

En ce qui concerne la justice, leurs pouvoirs n'étaient pas moins considérables. Ces justiciers du roi avaient l'inspection et la surveillance de tous les prétoires de province¹ « pour connoître, ainsi que leurs commissions le portaient, de toutes injustices, foules et oppressions que les sujets du Roy pourroient souffrir des officiers et ministres de la justice, par corruption, négligence, ignorance ou autrement, en quelque sorte et manière que ce soit, et de toutes contraventions aux ordonnances de nos Rois, et il est enjoint aux substituts des procureurs généraux de leur déclarer les contraventions et abus, qui auroient été commis dans l'étendue de leur ressort, mesme de leur justifier des réquisitions et diligences qu'ils auront faites pour la réformation des abus et contraventions² ».

Si leurs attributions ordinaires étaient surtout administratives, les intendants exerçaient cependant des fonctions judiciaires, un droit de juridiction leur étant donné dans beaucoup d'affaires civiles et criminelles par une commission émanant du roi³. Ils

1. D'Avenel : *Richelieu et la Monarchie absolue*, 2^e édition, tome IV chap. V, p. 204.

2. D'Aube : *Mémoire concernant les intendants*, p. 3, n° 3.

3. Sainte-Beuve : Notice précédant les *Mémoires de Saint-Simon*, tome III, notes, p. 442.

pouvaient entrer dans les cours et tribunaux, présider les séances, sauf dans les Parlements; l'administration de la justice était ainsi sous leur contrôle.

Chargés de veiller à la bonne répartition des impositions, les intendants avaient parmi leurs fonctions le département des tailles. Dans les pays d'élection comme la généralité de Berry, des agents appelés élus, parce qu'ils étaient électifs à l'origine, répartissaient la taille entre les paroisses de l'élection. Le roi en son conseil imposait la généralité, et le bureau des finances divisait la somme entre les élections de la généralité. Les opérations des élus étaient dirigées et surveillées par les représentants de l'intendant, appelés subdélégués¹. L'intervention du commissaire départi était donc fréquente en cette matière. Les litiges soulevés étaient alors jugés par l'intendant en première instance, mais l'appel, comme nous l'avons dit, était porté en principe à la Cour des Aides, et non au Conseil du Roi².

Ce représentant du pouvoir central était nommé par le roi, sur la présentation du contrôleur général. En droit, créature du ministre, il était en fait très indépendant³. Il devait tenir son chef au courant de tout ce qui se passait dans la province, correspondait avec lui de façon continuelle, répondait à ses

1. Tocqueville : *Histoire philosophique du règne de Louis XV*, tome I, chapitre 6, p. 76.

2. Esmein : *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 13^e édition chap. V, p. 664.

3. Ardascheff : *Les intendants de province sous Louis XVI*, tome I, préface.

demandes, lui adressait de fréquents rapports sur l'état des élections et lui faisait part de ses initiatives.

Il était de règle qu'il fit tous les ans deux tournées dans l'étendue de son ressort, l'une en automne pour le département des impositions, et l'autre au printemps¹.

L'intendant ne pouvait évidemment accomplir seul une pareille besogne, aussi avait-il des représentants aux chefs-lieux des élections et même dans les villes principales. C'étaient, nous l'avons dit déjà, les subdélégués, ainsi qualifiés parce qu'ils étaient les mandataires de l'intendant, lui-même délégué du roi². Ces auxiliaires, nommés par le commissaire départi, changés et révoqués par lui, étaient choisis parmi les notables du pays, les « gens de probité, de crédit et d'expérience³. » Beaucoup étaient recrutés parmi les officiers des justices subalternes, les « gens de loy » et les avocats. Ils n'étaient pas payés; pourtant la besogne ne leur manquait pas et ceux qui étaient consciencieux avaient peu de loisirs. Ainsi, M. du Bois-Baillet, subdélégué de l'intendant Dupré de Saint-Maur, à la fin du règne de Louis XV, fut trois ans en Berry, avant de pouvoir prendre quinze jours de congé⁴.

Ces subdélégués ne correspondaient directement

1. D'Aube : *Mémoire concernant les Intendants*, p. 34, n° 20.

2. Esmein : *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 13^e édition, chap. V, II, p. 658.

3. D'Avenel : *Richelieu et la Monarchie absolue*, 2^e édition, tome IV.

4. Godard : *Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV*, chap. I, V, p. 32.

qu'avec l'intendant, auquel ils ne pouvaient adresser que des rapports, leurs ordonnances étant plutôt des avis. Quand l'intendant se trouvait hors d'état de vaquer à ses fonctions, il arrivait qu'on nommât un subdélégué général qui rendait de véritables ordonnances, dont appel était reçu au Conseil du roi : c'était un semi-intendant.

Personnages considérables, les intendants tenaient la première place dans la province, où ils avaient supplanté les gouverneurs.

III

Nous n'avons pas eu la prétention, dans ce court aperçu, d'exposer dans le détail les attributions multiples des intendants. Les ouvrages abondent sur ce sujet, et nous aurons l'occasion de faire, dans cette étude d'histoire locale de notre droit public, de fréquents emprunts à nombre d'entre eux, mais avant d'essayer de rappeler l'œuvre des principaux intendants du Berry, il importait, à notre avis, d'indiquer les traits caractéristiques d'un fonctionnaire, qui fut réellement la cheville ouvrière de l'administration provinciale sous la monarchie, et y apporta unité et centralisation ¹.

Il convient d'ajouter que cette institution fut surtout florissante sous le règne de Louis XIV, à l'apo-

1. Esmein : *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 13^e édition, chap. V, II, p. 658.

gée de la monarchie absolue : elle donna alors au pays tout ce que pouvait procurer un gouvernement ordonné et despotique¹. La décadence accompagna celle du régime et le relâchement se fit sentir là aussi. Les intendants ne se crurent même plus obligés de résider dans leurs provinces ; la Cour les attirait, à tel point que Necker dut interdire aux commissaires départis de s'absenter plus de trois mois de leurs départements. Qu'était-ce donc auparavant ? Et pourtant, le rôle des intendants était tel, qu'il est bon de rappeler à ce propos, ces paroles du financier Law : « Jamais, disait-il au marquis d'Argenson, je n'aurais cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances. Saché que ce royaume de France est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni Parlements ni Etats, ni gouverneurs. Ce sont trente maîtres des requêtes, commis aux provinces, de qui dépendent le malheur ou le bonheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité². »

1. D'Avenel : *Richelieu et la monarchie absolue*, 2^e édition, tome IV.

2. Tocqueville : *L'ancien régime et la Révolution*, liv. II, ch. II. Œuvres complètes, t. IV, p. 54.

CHAPITRE PREMIER

Les premiers Intendants de Bourges. — Pinon et Barrin de la Galissonnière

I

On sait que la province de Berry était située au centre du Royaume de France, entre l'Orléanais au Nord, le Limousin et la Marche au Sud, l'Auxerrois et le Nivernais à l'Est, le Poitou et la Touraine à l'Ouest. Elle mesurait environ vingt-cinq lieues du Nord au Midi, et cinquante du levant au couchant.

On avait attribué le nom de généralité aux anciennes recettes générales et l'intendance ou département avait à peu près la même circonscription que la généralité. Celle de Bourges comprenait sept élections et sept cent vingt-deux paroisses. Elle était donc bien plus étendue que le duché de Berry, fort exigü, puisqu'il n'était composé que des six bailliages de Bourges, Issoudun, Mehun, Vierzon, Dun-le-Roy et Concressault. En somme, la généralité de Bourges en-

globait presque entièrement le territoire actuel des départements du Cher et de l'Indre, une partie de l'Allier, de la Creuse et du Nivernais et quelques paroisses qui font actuellement partie du Loiret et du Loir-et-Cher.

Au milieu du XVIII^e siècle, (24 mars 1749)¹ l'intendance de Berry était divisée en une vingtaine de subdélégations. Un subdélégué était en effet installé dans les villes suivantes : Bourges, La Charité, Sancerre, Sancoins, Selles, Aubigny, Dun-le-Roy, Mehun, Vierzon, Saint-Amand, La Châtre, Châteauneuf et Lignières, Issoudun, Châteauroux, Levroux, Châtillon, Le Blanc, Argenton et Saint-Benoît.

II

Il n'est pas très aisé d'établir avec certitude la liste exacte des premiers intendants de Bourges, en raison des nombreuses lacunes que présente le fonds de l'intendance aux archives du Cher. En 1791, l'administration départementale s'installa dans l'hôtel de l'intendance qu'elle avait acquis et y fit transporter une partie des anciennes pièces administratives, en particulier celles de l'intendance et des subdélégations. Ces vieux papiers furent trouvés fort encombrants, et un des premiers préfets du Cher, eut l'idée d'en faire vendre une importante portion, sous

1. Archives du Cher : C. 138.

le prétexte de l'insuffisance des locaux disponibles. Presque tous les titres des subdélégations de la généralité de Bourges disparurent ainsi.

En outre, dans la nuit du 13 avril 1859, éclata un incendie qui causa d'énormes ravages. Des archives importantes purent être sauvées, mais celles de l'intendance eurent beaucoup à souffrir du sinistre.

Pour toutes ces raisons, il nous a été difficile de trouver des traces du passage à Bourges des premiers intendants et nous nous excusons par avance des lacunes de notre exposé. Qu'ont fait à Bourges les premiers commissaires départis? Quelles furent la durée exacte de leurs séjours, leurs missions précises? Ces dernières furent temporaires en tout cas et très particulières, comme dans la plupart des provinces. Ces missions remplies, les commissaires repartaient, pour être envoyés ailleurs ou même pour revenir dans la même province, munis d'une commission différente, ou portant sur un point plus spécialement déterminé.

D'après La Thaumassière¹ et Catherinot², le plus ancien intendant de la généralité de Berry serait *Jean Belot* ou *de Belot* vicomte de Pruniers, maître des requêtes en 1569-1570. Il présida quelquefois aux élections des maire et échevins de Bourges et destitua même ces officiers en 1569. Ces élections ne se passaient d'ailleurs pas toujours sans incidents. Les

1. *Histoire de Berry*, livre I, chap. 55, p. 60.

2. Opuscules, n° 18, les illustres de Berry.

questions de préséance avaient, sous l'ancien régime, une grosse importance, et le 29 juin 1570, alors que Belot présidait l'assemblée, accompagné de Gabriel Gassot, lieutenant particulier au bailliage, et faisait des remontrances à la Compagnie au sujet de l'élection, le bailli de Berry, Louis de Chazercat, entra, réclama la présidence aux lieu et place de Belot qui seulement, disait-il, lui devait assistance. On se sépara alors, sans procéder à l'élection, mais le jour même, l'intendant convoqua maire et échevins à son hôtel, à une heure, et là leur prescrivit une nouvelle assemblée pour le 4 juillet suivant. A cette date, il leur ordonna de conserver leurs charges, sans plus.

Caumartin fut en Berry en 1596. C'était un commissaire « apureur de comptes » et « régleur de tailles » ; à cette époque les intendants deviennent rares et seuls les commissaires subsistent¹.

De la Grange-Courtin est cité en 1599 par Cathérinot.

Nous trouvons, en 1623, *Jacques Turgot*, sieur de Saint-Clair, maître des requêtes, conseiller du roi en ses conseils. Raynal, dans son histoire du Berry, le cite même comme étant le premier intendant de la Généralité². Il correspondit avec Mazarin auquel il se montra dévoué, ce qui lui valut plusieurs fois des lettres de remerciements du ministre.

Vinrent ensuite en Berry *René de Voyer d'Argenson*

1. G. Hanotaux : *Origines de l'institution des intendants des provinces*, livre II, III.

2. Tome I, livre XI, chap. 1^{er}, p. 287.

en 1632, *Mangot d'Orgere*, puis *Mangol, sieur de Villarceau*, ce dernier en 1635.

Denis de Hère, seigneur de Vaudois, reçu maître des requêtes en 1636, conseiller du roi en ses conseils, aurait été à Bourges en 1638, mais cette date, indiquée par la *Thaumassière*, nous semble douteuse, d'autant plus que l'intendant *Pinon* arriva à Bourges pour la première fois en 1637 et qu'après de Hère, dont les archives du Cher ne semblent avoir conservé aucune trace, *Catherinot* cite de *Bezon*. Mais *Catherinot*, de même que *La Thaumassière*, omet le premier passage de *Pinon* et ne nomme ce dernier qu'en 1655, alors qu'il revenait en Berry pour la seconde fois. En outre, *Le Large*, parlant dans son journal¹, le 8 septembre 1638, de la célébration à Bourges de la naissance du Dauphin, fils de Louis XIII, raconte que cet événement heureux n'empêcha pas la venue dans la province d'un commissaire nommé *Dechaire*, maître de requêtes, chargé de lever, en plus des tailles, des impositions en blé, avoine et foin, pour la subsistance des gens de guerre pendant leur quartier d'hiver. Le sieur *Dechaire* demeura dans le pays jusqu'à la fin de juin 1639. Son séjour ne fut pas une aubaine pour la population, car l'entretien des troupes coûta fort cher et le commissaire taxa lourdement les habitants des villes et gros bourgs. L'intendant de Hère est connu, *Dechaire* ne l'est pas du tout, et comme nous

1. *Chroniques berrichonnes du XVII^e siècle*, journal des *Le Large* publié par *Jongleux*, p. 26.

avons pu relever dans le journal des *Le Large*, plusieurs inexactitudes dans l'orthographe des noms propres, nous ne serions pas éloignés de croire que de Hère et Dechaire n'ont été qu'un seul et même personnage.

III

Charles Pinon, sieur de Quincy et de Boisbouzon, maître des requêtes, arriva à Bourges le 28 mai 1637¹, comme intendant de justice, finance et police. La situation dans la ville était particulièrement troublée. Le roi, pressé d'argent par la guerre de Trente ans, avait ordonné, par déclaration du 18 décembre 1636, que « des sommes seraient départies sur les villes par forme de prêt et d'emprunt, pour être employées à la solde et subsistance des gens de guerre et à l'entretien des maisons royales ». La ville de Bourges avait été taxée par le Conseil à 100.000 livres. Pinon venait avec la commission de faire payer cet emprunt. Le samedi 13 juin 1637 qui suivit son arrivée, il fit enregistrer son titre en la Chambre du Conseil de l'hôtel de ville. Il promit d'ailleurs de s'employer au soulagement et à la décharge de la ville², mais nous verrons qu'il n'y réussit guère.

Le 29 juin suivant, il présida à l'élection des maire et échevins de Bourges. Sa présence empêcha même une

1. *Journal des Le Large*, p. 22.

2. *Le Large*, p. 22.

dispute entre le lieutenant criminel et le lieutenant particulier qui, en l'absence du lieutenant général, voulaient tous deux présider l'assemblée.

En 1640, éclatèrent à Bourges des troubles assez sérieux, à l'occasion de la levée de taxes par les maltôtiers. Intendant, maire et échevins furent poursuivis à coups de pierres; un dizainier, qui les accompagnait, tua un des mutins. Dure fut la répression; sur le rapport du lieutenant criminel et de l'intendant, le présidial rendit une sentence condamnant plusieurs des séditeux à être pendus et étranglés.

La ville de Bourges ne s'acquittait toujours pas de ses taxes; le mercredi 17 avril 1641, l'intendant Pinon se rendit à la Chambre de ville et présenta un édit du roi portant établissement du sol pour livre sur toutes sortes de marchandises. Dès le lendemain jeudi, le maire et les échevins allèrent l'établir aux entrées de la ville, malgré les plaintes de la population. Le mécontentement devint bientôt général, et des difficultés surgirent. Au mois d'août, à la porte Saint-Privé, à propos d'une dispute entre commis qui voulaient s'installer dans un bureau de leurs collègues chargés de lever une imposition différente, l'intendant intervint et rendit un jugement condamnant maire, échevins et habitants à payer au fermier Chaverlonge une somme de 8.000 livres¹.

1. *Le Large*, p. 37.

IV

Peu après, un nouvel intendant arriva à Bourges. *Jacques Barrin*, sieur de Rézé et de la Galissonnière, maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du roi, séjourna en Berry de 1642 à 1648. Il fut dans la suite avocat général au Grand Conseil, intendant d'Orléans (1661-1665), de Rouen (1666-1672), puis Conseiller d'État, et mourut le 5 octobre 1683 à l'âge de 70 ans ¹. « A de l'esprit, scavant, un peu intéressé, de la cabale dévote », telle est l'appréciation portée sur lui dans le « portrait des maîtres des requêtes » ².

Il semble avoir eu la main un peu dure, dans l'administration de la province de Berry; on s'en rendra compte par le récit des événements dans lesquels il eut à jouer un rôle personnel.

Le 29 juin 1642, il présida à l'élection de l'échevin du quartier Saint-Privé, à Bourges; entre ses mains, le sieur Hodeau prêta serment à l'hôtel de ville ³.

On reprochait à Barrin de favoriser de façon inique les maltôtiers et les commis chargés de lever les impositions. Ainsi, le vendredi 25 juillet 1642, le sieur Regeot, de Lusson, élu, se rendait à la foire de Rians, lorsqu'il fut attaqué en chemin par huit individus, « gens de néant, maltôtiers », sous prétexte qu'il

1. Clément, *Lettres de Colbert*, tome II, p. 73, n° 21, à la note.

2. *Portrait des maîtres des requestes, et tableau du parlement de Paris*, Manuscrit de la Bibliothèque nationale. S. F. n° 525.

3. *Mémoires de Rob. Hodeau*, par Riffé, in *Antiquaires du Centre*, 8^e volume, p. 219.

avait à payer une imposition à laquelle les élus étaient taxés solidairement. Ils le blessèrent d'un coup de pistolet dans les reins. On n'arrêta que deux des assassins, qu'on mit en prison, mais dont le « procès fut fort mal poursuivi par l'intelligence de l'intendant de justice M. Barrin de Rézé, soustien de tels gens¹ ». Heureusement Regeot ne mourut pas de sa blessure.

Les pauvres élus étaient d'ailleurs poursuivis sans relâche ; à propos d'une taxe analogue, en août de la même année, l'élu Laureau fut emmené prisonnier à Paris.

Le 29 septembre 1642, les fermes de la ville de Bourges furent « criées et bâillées » à un plus haut prix que l'année précédente. Les pâtissiers, hôteliers et taverniers s'assemblèrent, et adressèrent une requête à M. Barrin, afin d'obtenir la suppression de l'augmentation du « treizain² ». Le maire et les échevins, convoqués par l'intendant, protestèrent, soutenant qu'ils étaient les juges naturels des hôteliers et pâtissiers, que, pour être entendus, ils ne devaient pas être mis sur un pied d'égalité avec leurs administrés, et demandant au commissaire départi de repousser la requête en question, mais, à leur grand mécontentement, La Galissonnière ne leur donna pas raison³.

La province était épuisée par les impositions de toutes sortes, à tel point que pour tirer quelque argent des malheureuses populations, on avait re-

1. Le Large, p. 44.

2. Impôt du treizième sur le vin.

3. Le Large, p. 47.

cours à la force armée. C'est ainsi qu'en 1644, l'intendant Barrin, pour procéder à la levée des tailles, établit une compagnie de fusiliers qui allait de paroisse en paroisse, logeait chez les habitants, les ru-doyait, et leur faisait subir des vexations multiples. A Morogues, les paysans et leur seigneur ne voulurent pas se laisser faire; ils sonnèrent le toscin et chassèrent les fusiliers. Mal leur en prit, car la répression ne se fit pas attendre. La Galissonnière les fit poursuivre et ordonna d'instruire leur procès sur-le-champ. Un jugement du présidial fut rendu: plusieurs habitants furent condamnés, les uns aux galères, les autres à faire amende honorable. Le seigneur de Morogues fut suspendu de la justice pendant six mois, et pour parfaire le châtiment, les cloches furent « despendues » du clocher et fouettées. Ce frappant exemple suffit à montrer le régime de terreur auquel étaient soumises les campagnes berrichonnes. Aussi, après cela, il n'y eut plus une paroisse qui songeât à résister, et partout les fusiliers furent reçus « sans contredict¹ ».

En 1645, Barrin fit dresser un état de toutes les localités où le droit de vingt sols pour muid de vin imposé l'année précédente devait être levé dans la province de Berry. La ville de Bourges n'y fut pas comprise, étant privilégiée et exempte des droits d'aide. L'imposition n'ayant pu être perçue, l'intendant, le 30 avril 1646, fit établir un procès-verbal indiquant les sommes dues par les villes et bourgs au

1. Le Large, p. 62.

fermier des aides. Les localités imposées prièrent M. de la Galissonnière de les décharger et de rejeter le montant du droit sur tous les cabaretiers de la province. L'intendant voulut bien les satisfaire, et, le 10 décembre 1647, tout en déclarant que leur requête serait portée à la connaissance du roi, il rendit une ordonnance exécutoire par provision, prescrivant « qu'à concurrence du 1^{er} octobre dernier, tous les cabaretiers, hosteliers, et autres vendant vin en destail soit à pot et assiette de quelque qualité et condition qu'ils soient ou puissent estre, soit qu'il soit de leur creu ou qu'ils le fassent venir d'ailleurs, paieront le droit de vingt sols par muid et autres vaisseaux à proportion, tant dans les villes, faulx-bourgs, bourgades qu'autres lieux particuliers en l'estendue de la dite généralité de Berry¹ ». Le roi confirma purement et simplement cette ordonnance provisoire le 18 janvier 1648.

On voit, par ce qui précède, l'importance du rôle que commencent à tenir les intendants dans les provinces à cette époque. Ils rendent des ordonnances, prononcent des jugements, les font exécuter, ne craignant pas pour cela de recourir à la force. Ils surveillent les nobles, les punissent au besoin, comme le seigneur de Morogues. Le gouvernement leur recommande ses protégés. Ainsi, le 14 décembre 1645, Mazarin confie aux soins de la Galissonnière le marquis

1. Archives de la ville de Bourges.

de Castelnau qui possède des terres en Berry et s'est distingué à la bataille de Nordlingen¹.

Les populations, accablées d'impôts, ne sont pas heureuses. Dans les villes cependant on ne manque pas de célébrer, par des fêtes officielles, les succès des armées du Roi. A Bourges, en octobre 1646, à la nouvelle de la prise de Dunkerque par le duc d'Enghien, on organise des réjouissances. Un *Te Deum* est chanté le 18 à la cathédrale; les autorités y assistent, l'intendant Barrin est présent et conduit « MM. de la Justice ». On se transporte ensuite sur le boulevard de la Porte de Bourbonnoux, où on allume un feu de joie. Le mardi 30 octobre, les fêtes continuent; cérémonie à l'église des Carmes, à laquelle on fait prier le commissaire départi, mais, grande stupéfaction ! ce dernier refuse. Il ne se rend pas non plus au festin organisé à la fin de la cérémonie pour « boire à la santé du Roy ». C'est qu'il veut avoir sa fête à lui. En effet, le 14 novembre, il donne un feu d'artifice et fait tirer cent coups de canon « par lesquels les oreilles de tous les assistans, dames et damoiselles avoyent esté tellement estonnées et les yeux sy fort esblouys qu'à peine ils purent se mettre le lendemain en estat pour la grande collation préparée et donnée par M. l'intendant, dans sa maison, et entendre les violons du bal qui fust faict ensuite et donné par M. l'Intendant, lequel estoit beaucoup plus beau que la collation n'estoyt grande, la quantité du monde convié estant considérable. L'on

1. *Lettres de Mazarin*, publiées par Chéruel, tome II, p. 700.

se mocqua de ceste collation. Il y avoyt grand monde et tous les premiers et principaux de la ville furent mal pansez¹ ».

Ces lignes donnent à croire que l'intendant Barrin de la Galissonnière n'était pas aimé à Bourges. Il ne l'était sans doute guère plus dans le « plat pays » qu'il terrorisait par ses fusiliers. On ne peut donc s'étonner que la ville et la province aient été remplies d'allégresse par le départ de M. Barrin et de sa famille qui quittèrent Bourges en lourd carrosse, par suite de la déclaration du roi de 1648, portant révocation des intendants de justice et remise du reliquat des tailles, jusques et y compris l'année 1646 et un demi-quartier de 1648 et 1649², révocation faite « par l'ordre de Messieurs du Parlement qui se sont remuez pour le bien du peuple³ ».

1. Le Large, p. 77.

2. Archives départementales du Cher, C. 1030.

3. Le Large, p. 85.

CHAPITRE II

Les Intendants de Bourges sous Louis XIV. — Fortia, Pomereu, Lambert d'Herbigny, Tubeuf, Poncet.

I

Les parlements avaient profité des embarras de la Régence pour obtenir d'Anne d'Autriche, en 1648, la suppression des intendants. Leur victoire ne fut pas de longue durée, car l'autorité royale ne tarda pas à se ressaisir et la Fronde se termina par le retour triomphal de Mazarin.

En septembre 1651, Condé établit *Vineuil* comme intendant du Berry et du Bourbonnais, mais le séjour de ce fonctionnaire fut extrêmement court.

Dès octobre 1651, nous trouvons un représentant du pouvoir royal, *M. de Balthazard*¹, maître des requêtes et intendant de l'armée du Roi. Le mercredi 21 octobre, ce personnage convoque une assemblée qu'il préside, fait lire un ordre du roi nommant qua-

1. Cité au 11 octobre 1651 par l'*Annuaire du Cher pour 1845*, page 63.

tre échevins, un avocat, un procureur de ville, un receveur et trente-deux conseillers de ville et capitaines. Il invite les nouveaux élus à prêter le serment de fidélité et demande à l'assemblée « de vivre constamment dans le service du Roy¹. »

En juin 1652, nomination des maire et échevins de Bourges, présidée par un nouveau personnage, le sieur *Tillier*, intendant des finances.

L'intendant *Pinon* est mentionné pour la deuxième fois à Bourges en 1655, par Catherinot, la Thaumasière, Raynal, mais cette date est discutée².

Jacques-Michel-André *Jubert*, sieur de Bouville, chevalier, marquis de Bizy, maître des requêtes, passe à l'Intendance de Bourges, en 1656, après avoir été à celle de Limoges. Il est envoyé ensuite à Orléans, devient conseiller d'Etat et meurt en 1720.

Galiot Gallard, sieur de Poinville, est intendant de la généralité de Berry en 1658.

II

François-Bernard *de Fortia*, sieur du Plessis et de Clereau, maître des requêtes, arriva en Berry en 1659, avec le titre de commissaire départi, et il y resta jusqu'en décembre 1663. A partir de 1661, il eut en même temps l'intendance d'Orléans qui fut à cette époque réunie pendant quelques années à celle de

1. Le Large, p. 141.

2. *Institutions sous l'ancien régime*, par G. Vallois, in *Antiq. du Centre*, 16^e volume, p. 216.

Bourges. Il avait été auparavant en Poitou en 1653, et fut envoyé en Auvergne en 1664, où il resta jusqu'en 1669. Il avait épousé, le 8 juillet 1649, Marguerite Lemairat, veuve de Michel Le Faultray, et était ainsi le beau-frère d'une dame Mazel, proche parente de Colbert. Il mourut le 20 octobre 1694, à l'âge de soixante-dix ans¹. Les Fortia, plus tard comtes de Piles et marquis d'Urban, étaient, paraît-il, d'origine israélite².

Comme ses prédécesseurs, de Fortia présida aux élections des maire et échevins de Bourges, notamment en 1661. Le 29 juin 1663, à la suite d'une brigue, le sieur Hodeau fut élu maire, en remplacement d'un nommé Petit, conseiller au siège présidial, mais ce dernier se démena tant et si bien, que le 9 juillet suivant, il obtint un arrêt du Conseil cassant l'élection et le rétablissant dans ses fonctions. Hodeau fut envoyé à Perpignan et il lui fut interdit pendant dix ans, d'entrer dans les charges publiques, ce qui ne l'empêcha d'ailleurs pas de devenir maire dans la suite. Il fit opposition à cet arrêt, mais l'intendant, créature du Maréchal de Clérambault³, gouverneur de la province, passa outre et rétablit⁴ Petit comme maire le 23 juillet.

De Fortia plaça à Vierzon en 1660 un régiment de

1. Clément : *Lettres de Colbert*, tome II, p. 867 à la note.

2. D'Avenel : *Richelieu et la Monarchie absolue*, tome IV, p. 433 à la note.

3. *Mémoires de Robert Hodeau*, ancien maire de Bourges, par Riffé, in *Antiq. du Centre*, 8^e volume, p. 236.

4. Le Large, p. 187.

cavalerie au complet, charge énorme pour la ville¹. En septembre 1662, Colbert le chargea de faire des recherches dans sa province, afin de trouver de beaux hommes pour la formation d'une compagnie.

Nous avons vu, à propos de l'intendant Barrin², que la ville de Bourges jouissait d'un privilège qui l'exemptait des droits d'aide. Or, c'était aux impositions sur le vin que la ville avait toujours eu recours, pour se procurer des ressources. Les habitants, qui, presque tous, possédaient des vignes, défendaient leur privilège avec énergie. Comme les fermiers voulaient lever les droits, on leur fit des procès fréquents; il y eut même des émeutes graves.

Une déclaration du roi Louis XIV du 28 novembre 1661 prescrivit que la première moitié des octrois, dons, concessions et deniers des villes et communautés de France serait levée à perpétuité et jointe au bail général de la ferme des aides, pour être régie par les fermiers adjudicataires³. Cette déclaration fut confirmée par un arrêt du Conseil en date du 20 avril 1662.

Gabriel de Villards, adjudicataire général des aides de France, voulut, en conséquence, lever dans la ville et l'élection de Bourges, cette première moitié des droits d'octroi. Les officiers de l'élection cherchèrent à l'en empêcher. Par une sentence du 15 janvier

1. *Vierzon et ses environs*, par Tausserat, in Société historique du Cher, 12^e vol. p. 172.

2. V. supra, p. 26.

3. *Aides royales et impositions municipales dans la ville de Bourges*, par Toubreau de Maisonneuve, in *Antiq. du Centre*, 6^e volume, p. 212.

1663, ils prétendirent obliger le sieur de Villards à leur présenter les titres lui donnant le droit d'exercer son bail général, c'est-à-dire l'arrêt de vérification de la Cour des Aides et l'arrêt des Trésoriers de France; c'était en somme un refus d'enregistrement et les habitants de Bourges s'en prévalurent sur-le-champ pour s'opposer à la levée des droits. Un arrêt du Conseil du 8 février 1663 vint alors interdire aux officiers de l'élection la connaissance des droits en question, et prescrivit en outre à l'intendant de Fortia d'informer au sujet des rébellions et des voies de fait commises contre les commis de de Villards. Malgré cet arrêt, le 17 mars, les officiers de l'élection confirmèrent leur première sentence par une seconde. Le fermier se pourvut au Conseil du roi et obtint, le 19 mars, un arrêt rendu sur le rapport du sieur Marin, conseiller au Conseil d'Etat et intendant des finances. Il était spécifié qu'à la place de la première moitié des octrois, de Villards jouirait, à partir du 1^{er} avril, du droit du treizième sur le vin vendu à pot et à assiette dans la ville, et qu'en échange les maires, échevins et habitants de Bourges seraient déchargés de tout retranchement de leurs octrois anciens et nouveaux, à l'exception de ce qui s'en trouverait dû au 1^{er} avril, comme aussi de la subsistance, tant pour le passé que pour l'avenir. Cette décharge de la subvention serait confirmée par lettres-patentes enregistrées en la Cour des Aides. En outre, pour que les habitants soient en mesure de trouver les fonds nécessaires au paiement des arrérages des rentes et charges dues par la

ville, le roi les autorisait à imposer par augmentation par eux arbitrée, toutes les denrées consommées dans la ville et les faubourgs, sur toutes les personnes privilégiées et non privilégiées.

L'intendant de Fortia fut chargé d'examiner l'état des recettes et dépenses de la ville, et de délibérer avec les habitants assemblés, pour constater le manque de fonds et examiner les moyens de parer au déficit. Le commissaire départi procéderait à la liquidation des dettes; dans ce but, il interdirait au préalable aux créanciers de la ville de faire exécuter contre leur débitrice aucune contrainte avant une année, sans quoi ils se verraient menacés de perdre leur créance¹. Cet arrêt du 19 mars 1663 mettait la ville dans une situation désastreuse, en la privant de la plupart de ses revenus; c'était pour elle la faillite.

De Villards prétendit alors opérer ses levées, mais il n'y put parvenir, toujours faute d'enregistrement de sa procuration, et il dut s'adresser à l'intendant. Par ordonnance rendue le 29 avril 1663, de Fortia prescrivit formellement aux officiers de l'élection de Bourges de recevoir les commis du fermier adjudicataire

L'agitation dans la ville fut portée à son comble, on poussa même des cris séditieux, et comme cela arrive souvent en pareil cas, de fausses rumeurs

1. *Le droit du treizième sur le vin vendu en détail à Bourges*, par Toubeau de Maisonneuve, in *Antiq. du Centre*, 4^e vol. p. 232.

furent propagées. On alla jusqu'à dire que le roi ne se contenterait pas de faire lever la première moitié des octrois. Pour couper court à tous ces bruits, l'intendant, par une ordonnance du 30 avril, fit savoir que l'intention de Sa Majesté n'était bien que de lever la première moitié des octrois, que les bruits contraires étaient dénués de fondement. Comme les officiers de la ville étaient soupçonnés, à tort ou à raison, d'être les auteurs de ces rumeurs alarmantes, assignation leur était donnée au bas de l'ordonnance.

Au nom des maire et échevins, le fermier des octrois de la ville, un sieur Ravot, répondit le 1^{er} mai à cette assignation, par la signification d'un acte d'opposition, portant qu'avant de lever ses droits, de Villards serait assigné. Ce dernier s'adressa aussitôt à l'intendant, qui, par ordonnance du 2 mai prescrivit de passer outre à l'opposition des maire et échevins, et autorisa la levée des octrois. Par une autre ordonnance du 5 mai, il défendit expressément aux officiers de ville et à leurs fermiers de faire obstacle, de quelque façon que ce soit, à la perception des droits, sinon ils seraient punis d'une amende de cinq cents livres. Les maire et échevins en référèrent alors aux trésoriers de France qui, le 4 mai, invitèrent de Villards à faire enregistrer en leur bureau sa procuration, ainsi que les arrêts du Conseil relatifs à la levée des octrois.

Dès ce moment, les troubles recommencèrent et les commis furent inquiétés à un point tel qu'ils furent obligés de quitter la ville. De Villards porta

l'affaire au Conseil du roi, qui, par arrêt du 19 mai 1663, décida de lever et percevoir le droit du treizième sur le vin, malgré l'opposition des maire et échevins, « le dit droit de treizième devant être levé et perçu en la mesme forme et manière qu'il a esté cy-devant levé au proffit des dicts maire et échevins. » L'intendant de Fortia était en outre chargé d'informer au sujet des rébellions et voies de fait commises par les habitants, et de prendre les sanctions nécessaires, quitte à en référer ultérieurement au Conseil. Le commissaire départi s'acquitta ponctuellement de sa mission. Par ordonnance du 13 juillet 1663, il fit publier et rendit exécutoire la décision du Conseil.

La cause était entendue, mais la ruine de la ville était consommée et le 16 juillet, de Villards fit signifier au sieur Ravot, fermier du droit du treizième, ainsi qu'aux associés de ce dernier, une sommation d'avoir à lui abandonner entièrement tous les droits d'aides. Il voulut même aller plus loin et prétendit bientôt établir un droit d'aide de quarante-deux sols pour muid de vin vendu. Plusieurs habitants refusèrent de payer et l'insatiable fermier les appela devant l'intendant, qui cette fois ne lui donna pas raison. De Fortia se rendit en effet aux doléances des contribuables récalcitrants, ceux-ci lui ayant exposé que le nouveau droit était contraire aux privilèges et franchises de la ville de Bourges. En 1645, en effet, du temps de M. Barrin, on avait exempté les berruyers du paiement du droit de vingt sols par muid de vin vendu, parce qu'on craignait qu'un pareil prélè-

vement n'obligeât les vigneronns à abandonner leurs vignes, les profits n'étant pas suffisants pour leur permettre de subvenir aux frais de la culture. L'intendant rendit alors, le 4 septembre 1663, l'ordonnance suivante : « Veu la dicte requeste et le dict arrest du Conseil du 29 avril 1645... tout considéré, nous avons ordonné que sur la dicte opposition les suppliants se retireront par devant le Roy et Nosseigneurs de son Conseil pour leur estre pourveu soubz le bon plaisir de Sa Majesté, et cependant sera le dict droict de treizième et augmentation levé et perceu en la manière accoustumée sans que ledict de Villards ou ses commis puissent lever lesdicts nouveaux droicts jusqu'à ce que sur la dite oposition Sa Majesté en ayt autrement ordonné et seront tenus les cabarestiers et austres vendans vins de souffrir l'invenstaire estre faict en leurs caves et seliers. »

De Villards n'alla pas au Conseil, mais, Rouvelin, son successeur, reprit ses prétentions et se heurta aux mêmes difficultés. Le 24 avril 1664, il obtint du Conseil du roi un arrêt provisoire qui lui était favorable. Cette décision, signifiée le 13 mai aux maire et échevins de Bourges, les assignait à comparaître dans le mois. Le jour même, des troubles éclatèrent dans la ville et se renouvelèrent le 18 avec plus de violence. Le lendemain, le conseil de ville s'assembla et décida de déléguer une députation au roi et au Maréchal de Clérembault, gouverneur du Berry. L'envoyé fut adressé à Colbert qui ne le reçut pas très doucement et le congédia en lui faisant savoir

qu'on donnerait commission à l'intendant de la justice pour informer sur les émeutes¹.

III

Sur ces entrefaites, le nouvel intendant, M. de Pomereu, arriva à Bourges en remplacement de M. de Fortia. *Auguste, Robert de Pomereu*, sieur de la Bretesche, était fils de François de Pomereu, conseiller d'Etat, ancien intendant en Picardie, président au grand Conseil, qui avait épousé en secondes noces la fille de l'intendant des finances Bordeaux et était mort en 1661². Robert de Pomereu avait été reçu maître des requêtes le 31 juillet 1656. A cette époque, il dut être quelque peu surveillé en haut lieu ; car, le 9 septembre 1656, Mazarin, écrivant à J. B. Colbert, lui disait : « Il faut tascher de descouvrir les menées qui se font dans Paris, et je voudrais bien qu'on observast quelque jour les personnes qui vont voir M. de Pomereu, et en particulier la nuit... »².

Quoi qu'il en soit, il fut intendant d'Auvergne, vint administrer les généralités de Bourges et de Moulins, devint président au Grand Conseil, fut prévôt des marchands de 1676 à 1682 et intendant de Bretagne en 1689. En 1697, il fit partie du Conseil des finances et eut l'intendance de Champagne en 1701.

1. *Aides royales et impositions municipales dans la ville de Bourges*, par Toubreau de Maisonneuve, in *Antiq. du Centre*, 6^e volume, p. 212.

2. D'Avenel, *Lettres de Mazarin*, tome 7, p. 346 à la note.

Il mourut le 7 octobre de l'année suivante, à l'âge de 72 ans.

Si l'on en croit le « portrait des maîtres des requêtes », il avait « l'esprit vif, adroit et des dispositions à pousser sa fortune », était « civil, bienfaisant et bon juge ». En 1686, il avait aspiré à la fonction de chancelier, en remplacement de Le Tellier. Mais il y avait plusieurs concurrents pour cette haute fonction, et Louis XIV nomma le conseiller Boucherat, qui était doyen du Conseil d'Etat¹. Madame de Sévigné jugeait de Pomereu le plus honnête homme et le plus bel esprit de la robe, qui, en Bretagne, gêna le cruel duc de Chaulnes par sa présence et sut punir les soldats coupables de désordres². Saint-Simon, dans ses *Mémoires*, rappelle que ce fut le premier intendant « qu'on ait hasardé d'envoyer en Bretagne, et qui trouva moyen d'appivoiser la province³ ». — « C'étoit, dit-il, un aigle qui brilloit d'esprit et de capacité, qui avoit été le premier intendant de Bretagne, qui avoit eu de grandes et importantes commissions, et qui avoit recueilli partout une grande réputation, mais il étoit fantasque, qui avoit même quelques temps courts dans l'année ou sa tête n'étoit pas bien libre et où on ne le voyoit point. D'ailleurs c'étoit un homme ferme, transcendant, qui avoit et qui méritoit des amis. Il l'étoit fort de mon père et il étoit demeuré le mien⁴ ».

1. Clément : *Le gouvernement de Louis XIV ou la Cour*, p. 160 et 340.

2. Godard, *Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV*, chap. II, V, p. 416.

3. Tome III, notes, p. 442.

4. *Mémoires de Saint-Simon*, 1699, tome II, chap. 18, p. 299.

Dès le 25 mai 1664, de Pomereu écrivait à Colbert qu'il allait se rendre à Bourges pour rétablir l'autorité du roi méconnue par le peuple. Il y arriva effectivement le 6 juin, et enquêta aussitôt sur les événements du 18 mai. Il ne voulut point juger les émeutiers, mais manda les membres du Présidial, leur reprocha d'avoir attendu trois semaines, avant d'informer contre les auteurs du désordre et leur prescrivit de commencer immédiatement le procès des séditieux. Le lundi suivant, deux mutins furent arrêtés : on les jugea séance tenante ; l'un condamné à être pendu et étranglé fut exécuté devant la prison, l'autre envoyé aux galères. Ce double exemple inspira aux autres émeutiers une frayeur telle, que plusieurs s'enfuirent de la ville, dans la crainte d'être poursuivis ¹. Le 18 juin, l'intendant pouvait informer Colbert des mesures prises, et il ajoutait : « Il règne en ce pays une misère bien plus grande que celle des autres provinces. La mortalité de leurs bestiaux, le peu de commerce de ceux qui restent et la stérilité des dernières années doivent entrer en considération pour ne pas accabler le peu de vin qui reste. Bref, le menu peuple est à l'aumône ² ».

Le maire et les échevins de Bourges résolurent de se pourvoir devant le Roi pour obtenir la décharge des nouveaux droits d'aides. Au préalable, ils prièrent l'intendant de permettre qu'il fût sursis pendant six

1. Le Large, p. 193.

2. Clément : *Histoire de Colbert et de son administration*, tome 1^{er} chap, XI. p. 249.

mois à la levée des impositions en question. A cet effet, le 14 juillet 1664, de Pomereu rendit l'ordonnance suivante : « Veu la présente requeste et ouy par devant nous le dit Paul Guichard commis des dits droits d'aydes quy en a eu communication. Nous avons renvoyé les suppliants au Conseil de Sa Majesté pour leur estre pourveu sur la descharge par eux requise ainsy qu'il appartiendra. Et cependant attendu l'entière sousmission desdits habitans aux volontés de Sa Majesté et les propositions par eux faites dans le Conseil de Ville pour l'establisement des manufactures de ladite ville, nous ordonnons par provision et sous le bon plaisir de Sadite Majesté qu'au lieu de la somme de quatre livres deux solz prindu par lesdits commis des aydes sur chacun tonneau de vin, il ne sera levé doresnavant sur les bourgeois et habitans de la ville de Bourges vendans vin à pot que la somme de dix-sept solz par poinsson de vin ou de 34 solz par tonneau outre le Treisain. Et qu'à l'esgard des hostes et cabaretiers de ladite ville ils seront tenus de payer le total de l'augmentation desdits nouveaux droits conformément aux articles du bail et arrests du Conseil sans diminution quand à présent. Enjoignons en conséquence tant aux dits cabaretiers, hostes, bourgeois et habitans de ladite ville de quelque qualité ou condition qu'ils soient, de souffrir la marque de leur vin, et pour cet effet de laisser la visite de leurs caves, selliers et autres lieux libres aux commis préposés audit recouvrement à peine d'estre procédé contre les contrevenants extraordinairement, et sera nostre

présente ordonnance exécutée nonobstant opposition ou appellations quelconques signifiée et publiée partout où besoin sera, et mesme enregistrée au greffe de l'eslection de Bourges à ce que les Esleus ayant à y tenir la main et rendre tous jugements conformément à icelle ». L'affaire vint ensuite devant le Conseil du Roi et sur le rapport de Colbert, l'ordonnance provisoire de Pomereu fut confirmée¹.

Ainsi l'intendant avait su régler les choses avec promptitude; deux punitions exemplaires avaient suffi à mettre fin aux émeutes, mais le commissaire départi, se rendant compte du poids excessif des impositions dont on accablait la province, s'efforça d'obtenir des décharges. C'était le moment où Colbert poursuivait le développement du commerce et de l'industrie dans le royaume. Le ministre, pour être renseigné, consultait les intendants, envoyait des commissaires discuter avec les fabricants et les marchands, dans le but d'élaborer avec ces derniers les bases de statuts à donner aux travailleurs²; Colbert correspondait directement avec les communautés. C'est ainsi que le 9 août 1664, la Ville de Bourges le mettait au courant des efforts entrepris pour ramener le labeur dans le pays devenu si misérable, qu'il avait désappris à travailler : « Monseigneur, y disait-on... Il y a plusieurs autres articles que nous avons com-

1. *Aides royales et impositions municipales dans la ville de Bourges*, par Toubreau de Maisonneuve, in *Antiq. du C.*, 6^e vol., p. 239.

2. *Histoire de l'industrie et du commerce à Bourges*, par M. Boyer, in Société historique du Cher, 1^{er} volume, p. 220.

muniquez à M. de Pomereu, nostre intendant, pour les présenter à Sa Majesté qui se réduisent principalement à ces trois ou quatre points : de permettre aux nobles de commercer en gros sans déroger à noblesse, d'exempter les ouvriers qui viendront s'establir à Bourges de la suite des dix années, de révoquer l'édit de la vente de partye de bestiaux pour les tailles et gabelles, et enfin de nous remettre les octroys dont il a plu'au Roy se mettre en possession depuis un an et demy ¹...

En 1665, de Pomereu écrivait à Colbert : « Je n'espère pas beaucoup des habitants de ce pays-ci pour le travail, les cognoissant d'une fainéantise sans pareille ». L'intendant exprimait ainsi le découragement extrême qui s'était emparé des malheureuses populations berrichonnes ruinées. Leur misère, nous le verrons, n'était pas près de prendre fin, mais elle frappa le pouvoir royal, qui, pour y remédier, fit de nombreux efforts, dont les derniers furent marqués par l'établissement d'une assemblée provinciale en 1778.

De Pomereu eut naturellement à s'occuper des élections des maires et échevins de Bourges, notamment de celle du grand jurisconsulte et historien du Berry, Gaspard Thaumas de la Thaumassière. Ce dernier n'eut cependant pas sur ses compatriotes l'influence suffisante pour que ceux-ci consentissent à l'élire. Le roi lui-même écrivit à Pomereu, le 12 juin 1665, pour le prier de s'occuper de faire nommer La Thaumassière comme échevin de Bourges.

1. Depping, *Correspondance administrative sous Louis XIV*, tome III, p. 685.

IV

En cette année 1665, il y eut de nombreuses mutations d'intendants, et le 12 décembre, M. d'Herbigny fut envoyé de Champagne en Berry et Bourbonnais. *Henry Lambert*, chevalier, sieur d'Herbigny et de la Rivière, Conseiller du Roi, était fils de François d'Herbigny et de Jeanne de Mesmes, sœur de Claude de Mesmes, Comte d'Avaux¹. C'est lui qui en 1646 vint annoncer que les plénipotentiaires des puissances se rendaient à Osnabrück. Il fut reçu maître des requêtes en 1660, envoyé comme intendant en Champagne en 1665, puis à Moulins et à Bourges, où il resta jusqu'en 1668. En 1669, Colbert songea à lui pour son Code maritime et en 1671 il le chargea de s'occuper de la réformation des justices des Amiraautés. Il fut ambassadeur en Suisse, intendant à Grenoble en 1679 et finalement révoqué en 1683.

Dès son arrivée à Bourges, d'Herbigny, poussé par Colbert, reprit les tentatives de son prédécesseur pour assurer le développement du commerce et de l'industrie. Il ne tarda pas à se rendre compte du dénuement des populations et de leur découragement.

« Si les gens de ce païs cy estoient un peu plus laborieux qu'ils ne sont pas, écrivait-il au ministre le 28 avril 1666², l'on pourroit establir facilement dans

1. Le comte d'Avaux fut un des représentants de la France au traité de Munster en 1648.

2. Depping : *Correspondance administrative sous Louis XIV*, tome III, p. 765.

cette province un commerce considérable, soit pour les manufactures de bas d'estame, soit pour les draps et les serges; et le plus considérable seroit des chavres pour faire des toiles, des chables pour les navires, et généralement tous ces ouvrages y réussissent mieux, à ce que j'apprends, que ceux des autres provinces. Mais le fainéantisme règne si fort en ce païs, que je n'ose me rien promettre de pas un de ces gens-cy quoique je les assure de vostre protection, et que vous leur envoie des ouvriers pour les instruire. Les privilèges de l'eschevinage de cette ville ont causé une partie de ce désordre, parce que dès qu'un marchand a amassé un peu de bien, il ne songe plus qu'à estre eschevin, et puis il ne veut plus se mesler d'aucun commerce; et, en effet, je ne pense pas qu'en toute la ville, hors un marchand qu'on dit avoir 25.000 escus de bien, il y en ait deux qui aient chacun 10.000 escus vaillant. Cela fait que tous les artisans demeurent inutiles et que la campagne demeure misérable. J'ay parlé aux officiers de ville, pour chercher des bourgeois qui veuillent entreprendre ce commerce : ils demeurent d'accord de l'avantage qu'ils en retireroient; mais il n'y en a pas un qui veuille s'y engager. Cela m'a obligé, pour commencer à faire quelque chose, de m'adresser aux directeurs du grand Hospital, afin de les obliger à commencer la manufacture des bas d'estame. Ils ont reçu fort agréablement la proposition que je leur ai faite, et font faire quelques essais pour voir si leur travail pourra réussir; et en cas qu'ils voient jour à quelque succès favorable, j'espère qu'il y en

aura beaucoup d'entre eux qui entreront avec l'Hôpital en part de ce commerce, et mesmes qu'ils pourront attirer quelqu'uns des meilleurs bourgeois de leur Société pour continuer ce commerce... »

Le 12 juin de la même année 1666, d'Herbigny écrivait encore à Colbert que la paresse et l'abus de l'échevinage empêchaient les Berrichons de tirer parti de leur excellent chanvre pour les fabriques, et il ajoutait qu'on avait enfin introduit à l'hôpital de Bourges la fabrication des bas d'étame et du tricot. « La fainéantise, disait-il, est si grande dans la ville et dans le plat pays (la campagne), que j'avoue que je ne puis revenir de l'estonnement où m'a mis leur paresse, et ce ne sera pas une petite affaire de réduire ces gens-cy à travailler de la bonne manière¹ ».

En tout cas, les administrateurs de l'Hôpital de Bourges ne semblent pas avoir été trop réfractaires aux propositions de l'intendant, car ils accueillirent son initiative. On tricota des bas d'étame, et dès le mois de juin 1666, des échantillons étaient envoyés au ministre. En janvier 1668, la ville affirmait à M. d'Herbigny, que grâce à ses soins, on pouvait constater que, depuis trente ans, la qualité des draps fabriqués à Bourges n'avait jamais été aussi bonne².

Ainsi les efforts de Colbert n'étaient pas vains : transmis dans les provinces par les commissaires

1. Depping : *Correspondance administrative sous Louis XIV*, tome III, p. 768 à la note.

2. *Histoire de l'industrie et du commerce à Bourges*, par M. Boyer, in *Société historique du Cher*, 1^{er} volume, p. 225.

départis, ils tentaient de vivifier toutes les parties du royaume, même les plus déshéritées, les plus appauvries. Il ne semble pas que d'Herbigny ait fait preuve d'une initiative personnelle dans ces essais. Il se borna à renseigner le ministre, à transmettre ses ordres ; comme nous l'avons pu voir, lui-même ne croyait guère au réveil de la population. En tout cas, ce n'était pas une raison, pour ne pas s'efforcer, par des mesures appropriées, de faire sortir les gens de leur torpeur. Il eût fallu une politique de paix, persévérante et stable. Or le règne de Louis XIV fut brillant à l'extérieur, mais les guerres ruinèrent la France, et à l'intérieur, l'état des populations resta lamentable.

Les habitants se méfiaient de l'intendant qui représentait le pouvoir central et avait pour principale mission de seconder l'accomplissement des réformes préconisées par le secrétaire d'Etat, ce qu'il faisait souvent sans s'inquiéter beaucoup du maire et des échevins. La Thaumassière, échevin de Bourges, par prudence et précaution, ne manqua pas de recommander à ses compatriotes de ménager l'intendant, et d'avoir pour lui beaucoup d'égards et de prévenances. « Il est bon, leur écrivait-il, d'entretenir tousiours M. l'Intendant deccainte que nous l'eussions contraire¹... » Dans une autre lettre, il disait au maire, M. Gougnon, conseiller et avocat du Roy : «... Il faut que vous vous teniez clos et couvert, et témoigniez mesme à M. l'Intendant beaucoup d'es-

1. Archives de la ville de Bourges, lettre du 12 avril 1667, section A. liasse 22.

pérance dans la justice du Roy¹.» Utiles recommandations, quand on songe aux pouvoirs étendus des commissaires départis. Il était de bonne politique d'avoir de son côté ces hauts personnages, mais on les détestait dans le fond. «... M. d'Aligre a dit à M. de Bonneuil, écrivait encore La Thaumassière, qu'il y avoit en province des gens qui faisoient comme le valet du diable, plus que l'on ne demandait d'eux. » Cette qualification concernait notre intendant, M. d'Herbigny, qui avait mécontenté plusieurs personnes.

C'est en effet en 1666, qu'on fit dans la province, sous son administration, la recherche des usurpateurs des titres de noblesse. M. d'Herbigny, dans ce but, avait subdélégué le sieur Perrotin, écuyer, seigneur de Barmont, ancien conseiller du roi, lieutenant particulier au bailliage de Berry et siège présidial de Bourges. Ce personnage était assisté du procureur du Roi, d'un greffier et d'une commission. En cette même année 1666, une déclaration du roi révoqua les privilèges de noblesse des maire et échevins de Bourges, et ordonna que ceux qui avaient passé par les charges et leurs descendants paieraient un droit pour la confirmation de leur noblesse. La ville envoya une députation au roi, et un arrêt du Conseil d'Etat du 7 mai 1667 rendit la noblesse aux maire et échevins, moyennant le paiement d'une taxe de 20.000 livres par an. « Pour de l'argent, disaient les Le Large,

1. Archives de la ville de Bourges, lettre du 19 mars 1667, section A liasse 22.

on obtient du Conseil tout ce que l'on demande. »

En 1667, d'Herbigny eut à régler à Bourges une affaire dont le bruit dépassa l'importance; à propos de l'arrestation du concierge de l'hôtel de ville, les maire et échevins faillirent se laisser aller à des violences. Le 23 juillet 1667, l'intendant conta la chose à Colbert : « J'ay bien du desplaisir, écrivait-il au ministre, que l'emportement de MM. les maire et eschevins de Bourges les ait fait manquer au respect et à l'obéissance qu'ils doibvent aux ordres du Roy. Un appelé Gegry, qui est concierge de l'hostel de ville et receveur des deniers communs de la ville, ayant esté taxé à 1.500 livres par les rooles de la Chambre de justice, faute de paiement, fut arrêté mercredi dernier, et conduit dans les prisons royales de Bourges. Les maire et eschevins, indignés qu'on eust arrêté leur concierge, firent enlever le geolier des prisons, le retinrent près de cinq heures prisonnier dans l'hostel de ville, et enfin prirent prétexte de le reconduire à sa geole et estant arrivés à la porte, prirent de force les clefs des mains des guichetiers et sortirent leur concierge, un d'entre eux le tenant par les mains. Les procès-verbaux que je vous envoie, Monsieur, vous apprendront tout le détail de cette affaire; mais vous n'y trouverez pas que pendant la détention violente du geolier, dans l'appréhension qu'ils eurent que les intéressés au recouvrement des taxes ne fissent transférer leur concierge dans les prisons de quelque ville voisine, ils firent fermer les portes de la ville. Je pars ce soir pour me rendre in-

cessamment à Bourges¹; cependant, Monsieur, j'ay faict arrester prisonnier le fils du concierge de l'hôtel de ville de Bourges, qui vint icy hier; m'apporter une requeste de son père, avec un rapport d'un médecin et d'un chirurgien, des prétendus excès faicts à son père par les huissiers porteurs des contraintes, qui l'avoient arrêté, parce que luy avoit arrêté le geolier des prisons avec quatre clerks de ville. J'ay décrété prise de corps contre son père et sa mère et enjoint au prévost des mareschaux de les constituer prisonniers, à peine d'interdiction de leurs charges et de radiation de leurs gages. Le sieur de Barmont, mon subdélégué, a ordre de répéter tous les huissiers et le geolier sur leurs procès-verbaux, et d'informer du fait; et parce que MM. les maire et eschevins vouloient porter leur violence jusques contre les huissiers, il a fait deffenses au concierge de se pourvoir ailleurs que par devant luy, et à tous huissiers, sergents et archers, d'exécuter aucun décret de prise de corps contre eux à peine de 300 livres d'amende. Ils ont fait informer sous le nom de Gegry contre les huissiers des prétendus excès commis en sa personne, par devant le prévost royal de la ville, et l'on prétend mesme qu'ils avoient faict décréter contre eux. Cependant le maire est advocat du Roy au présidial et par le debvoir de sa charge debvroit estre attaché particulièrement à faire exécuter les ordres du Roy. Je vais instruire cette affaire sans perte de

¹ 1. D'Herbigny écrivait de Moulins.

temps, en attendant qu'il vous plaise, Monsieur, de m'honorer de vos ordres sur la conduite qu'il vous plaira que je tienne... Je ne puis vous celer, Monsieur, que je ne sois fort mortifié que cette action soit arrivée dans mon département; mais assurement je feray mon devoir de manière que j'espère que vous en serés content¹. »

Peu après, les officiers municipaux se rendirent à la Cour, afin de solliciter le pardon du Roi. L'archevêque de Bourges intercéda pour eux auprès de Colbert, et le 27 septembre 1667, l'intendant écrivait au ministre: « Les maire et eschevins de Bourges sont partis pour aller vous trouver, et tâcher de justifier leur action, ou du moins de vous faire connoistre et à MM. du Conseil qu'il y a eu beaucoup d'innocence dans leur conduite et nul esprit de rébellion. Je n'ay appris leur voïage qu'au moment que je pensois qu'ils deussent comparoistre à l'assignation personnelle que je leur avois fait donner, et que leur procureur est comparu, et m'a demandé un délai pour eux, à cause du voïage qu'ils estoient allés faire à Paris. Je n'ay pas cru, puisqu'ils estoient allé se jeter aux piedz du Roy, que je pusse convertir l'adjournement personnel en décret de pris de corps, que je n'eusse auparavant reçu vos ordres, et affin que vous fussiés instruit pleinement du mérite de l'affaire, j'ay dressé un mémoire ce matin, où j'ay exposé le

1. Depping : *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, tome I, p. 763, n° 67.

fait le plus nettement et en moins de parolles que j'ay peu, et expliqué les raisons de part et d'autre autant que ma foiblesse me l'a pu permettre. Et pour dire, Monsieur, toutes choses comme je les pense, je crois qu'il y a eu plus de légèreté et d'inconsidération dans leur faute que de malice, et je suis persuadé, s'ils ont l'honneur de vous veoir, que vous en jugerés ainsy et à leur manière d'agir et à la foiblesse de leur raisonnement; ce que je dis, Monsieur, non pas pour diminuer rien de leur action, mais bien quelque chose de la peine qu'ils auroient méritée, si Dieu leur avoit donné plus de lumière. Je n'ay dit à personne, Monsieur, que j'eusse receu l'arrest pour juger souverainement affin que si les raisons que j'ay expliquées dans le mémoire cy-joint faisoient quelque impression sur vostre esprit, vous soiés en liberté, Monsieur, d'en user comme vous le jugerez à propos, l'arrest n'estant point conneu dans la province; et attendrai les ordres qu'il vous plaira m'envoyer sur la conduite que vous voudrés que je tienne pour la suite de la procédure que j'exécuteray avec toute l'exactitude que je pourray...¹ ». Nous ne pouvons pas dire quelles furent les suites de cette affaire.

V

L'intendant Tubeuf remplaça d'Herbigny et vint prendre l'administration des provinces de Bourges

1. Depping : *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV* tome I, p. 764.

et de Moulins en 1668. *Charles Tubeuf*, baron de Vert et de Blanzat, avait été envoyé comme intendant de justice en Languedoc en mai 1665. Il avait obtenu cet emploi par l'entremise de son cousin germain M. de Bouville, et Colbert ne se gênait pas pour dire que sans cela il ne l'aurait pas eu¹. On parla peu après de lui donner la première présidence de Rouen². Il resta quatre ans en Berry et Bourbonnais, fut nommé à Tours et mourut en fonctions dans cette dernière généralité en 1679³. Il était le gendre de M. de Novion, président à mortier. Le chanoine Perrot, dans son journal⁴, raconte que ce personnage vint à Bourges à la fin d'octobre 1672 et que les autorités de la ville allèrent le saluer à son arrivée dans le pays.

Dès le début, Tubeuf s'enquit à Bourges de l'état des manufactures. Colbert lui avait fait à ce sujet, de pressantes recommandations et le nouvel intendant avait à continuer les tentatives de ses prédécesseurs. Il était indispensable de stimuler les gens du pays qui seraient vite retombés dans leur apathie habituelle. Tubeuf manda près de lui les industriels, les jurés, les commerçants et les principaux marchands drapiers; il convoqua aussi le maire et les échevins. On examina ce qui avait été fait, on vit où on en était et on chercha ce qu'il convenait de

1. *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, publié par Chéruei, tome II p. 359.

2. Chéruei : *Histoire de l'administration monarchique en France*, tome II, p. 146.

3. Clément : *Lettres de Colbert*, tome II, p. 75 à la note.

4. *Journ. de Perrot*, publié par H. Ponroy, in *Antiq. du C.*, 20^e vol. p. 98.

faire. On constata en fin de compte que les règlements concernant la fabrication de la draperie n'avaient pas été observés et le 4 septembre 1668, l'intendant rendit une ordonnance pour inviter les marchands et les ouvriers à se conformer à la lettre du règlement ¹. Dès le mois d'avril de l'année suivante, Tubeuf pouvait écrire au ministre que l'industrie du tricot, loin de périlcliter, se maintenait au contraire à Bourges, que la draperie était en bonne voie de progrès et promettait davantage, malgré des concurrences peu loyales, telles que celle de Romorantin, qui, au mépris des règlements, avait obtenu l'autorisation de fabriquer au petit large ².

Colbert avait essayé d'introduire en Berry une industrie nouvelle, celle des dentelles et passementeries de fil, mais l'intendant ajoutait à la fin de la lettre précédente, que les points de France ne réussissaient pas également.

Il y avait fort à faire dans ce pauvre pays, pressuré partout à la fois. En octobre 1670, le ministre n'était-il pas obligé d'écrire à l'intendant de surveiller et réprimer les abus commis par les individus chargés de recouvrer la taille ³? Colbert voulait tirer des provinces le plus possible, mais sans surcharger odieusement les populations, et il prétendait d'abord

1. *Histoire de l'industrie et du commerce à Bourges*, par M. Boyer, in Société historique du Cher, 1^{er} volume, p. 225.

2. Depping : *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, tome III, p. 769 à la note.

3. Archives de la marine. *Dépêches concernant le Commerce*, 1670, tome II, fol. 553.

augmenter leurs ressources et les enrichir en relevant le commerce et l'industrie. Ainsi, en novembre 1670, il invitait Tubeuf à prendre même des chanvres en paiement des tailles¹.

Dans les campagnes, la sécurité était très médiocre. A la fin d'août 1672, l'intendant envoyant un rapport au ministre, lui exposait les méfaits commis par une bande de gentilshommes pillards qui opéraient comme de véritables brigands sur les confins des généralités de Bourges, de Limoges et de Poitiers. Au nombre de dix-huit à vingt, ces malfaiteurs se livraient à des déprédations de toutes sortes, s'attroupaient en armes, assiégeaient les châteaux, assassinaient les curés et détroussaient les passants². L'intendant donna ordre au prévôt et à la maréchaussée de mettre fin à ces actes de brigandage, mais nous n'avons malheureusement pas pu savoir comment ils furent réprimés³.

En ville, on organisait des réjouissances, des fêtes officielles. Le 26 juin de cette même année 1672, on chanta à Bourges un *Te Deum* pour les victoires du roi sur les Hollandais et M. Tubeuf y assista en robe rouge, à la tête du présidial⁴. Quatre jours après, le 30 juin, autre *Te Deum* et feu de joie en l'honneur de la naissance du duc d'Anjou. M. Tubeuf

1. Clément : *Lettres de Colbert*, tome II, p. 578.

2. Clément, *Histoire de Colbert et de son administration*, tome II, chap. 29, p. 333.

3. Voir pièces justificatives, p. 264.

4. *Journal de Perrot*, publié par H. Pouroy, in *Antiq. du C.*, 20^e vol., p. 94.

« ordonna que les boutiques fussent fermées, feus de joye allumez par toutes les rues, et chandelles ardentes à toutes les fenestres des maisons, ce qui fust exécuté¹. » Malheureusement, le pauvre duc d'Anjou mourut au mois de novembre suivant.

Pendant son séjour en Berry, l'intendant Tubeuf eut, comme son prédécesseur, à s'occuper de la recherche et vérification des titres de noblesse et du paiement de la taxe afférente. L'ancien maire de Bourges, Robert Hodeau, dans ses mémoires, raconte que le Conseil du Roi fit établir un rôle des taxes pour la confirmation du droit de noblesse. Chargé de faire exécuter ce rôle, l'intendant ne put y parvenir. L'arrêt du Conseil d'État de mai 1667 ayant rendu la noblesse aux maires et échevins de Bourges, le maire, Hodeau, obtint de l'intendant le 26 août 1669, un jugement lui permettant de jouir des privilèges de noblesse attachés à sa fonction².

Ce maire de Bourges semblait vivre en fort bonne intelligence avec l'intendant. Par contre, il ne pouvait s'entendre avec M. Biet, lieutenant général; les difficultés relatives à l'administration municipale étaient fréquentes, et le maire ne manquait pas de recourir à l'intendant. En décembre 1668, Hodeau avait rendu une ordonnance frappant les habitants de Bourges d'une imposition de 1200 livres pour subvenir aux frais de balayage des rues. M. Biet empêcha

1. *Le Large*, p. 208.

2. *Mémoires de Rob. Hodeau, ancien maire de Bourges*, p. Riffé, in *Antiq. du C.*, 8^e vol., p. 244.

l'exécution de cette ordonnance, et le maire ne put arriver à ses fins qu'en obtenant une ordonnance de l'intendant qui, publiée le 15 novembre 1670, permit le recouvrement de la taxe de nettoitement ¹.

En 1669, le maire avait fait condamner au carcan trois filles débauchées, mais par suite de l'opposition du lieutenant criminel, on dut faire appel à l'intendant qui autorisa l'exécution de la peine. ²

A la fin de juin 1671, nouvelles difficultés pour l'élection des maire et échevins de Bourges. Le lieutenant général prétendit faire nommer des créatures à lui, bien que ne remplissant pas les conditions exigées par les privilèges et coutumes. Hodeau en référa à Colbert, obtint deux arrêts qui lui donnèrent satisfaction et dont M. Tubeuf fut chargé d'assurer l'exécution.

L'intendant lui-même s'ingérait dans les questions municipales, et parfois il allait trop loin. Le 5 décembre 1671, il fit signifier à l'hôtel de ville de Bourges une ordonnance invitant les maire et échevins à lever sur la ville une somme de 1.200 livres pour la dépense des étapes, portant qu'on nommerait des collecteurs, pour lesquels on retiendrait six deniers pour livre, et enjoignant de comprendre sur le rôle les officiers du présidial, ceux de l'élection et tous les gens qui avaient été maires ou échevins de Bourges depuis l'année 1600. Grand émoi parmi les officiers mu-

1. *Mémoires de Rob. Hodeau, ancien maire de Bourges*, p. Riffé, in *Antiq. du C.* 8^e vol., p. 246.

2. *Mémoires de Rob. Hodeau*, p. Riffé, in *Antiq. du C.* 8^e vol., p. 242.

nicipaux qui s'assemblèrent et députèrent à Colbert, leur maire, le sieur Hodeau. Ce dernier fut accueilli et obtint le 4 janvier 1672 un arrêt du Conseil qui déchargea la ville de Bourges de la somme de 1.200 livres¹.

VI

L'intendant Tubeuf resta en Berry et Bourbonnais jusqu'en mars 1674, date à laquelle il fut remplacé par M. de Maslon. *Anne-Louis-Jules de Maslon*, sieur de Bercy, seigneur de Conflans, était fils d'un président au Grand Conseil, ancien intendant en Languedoc, que le « Portrait des maistres des requestes » jugeait comme étant « le meilleur esprit, le plus éclairé, mais le plus meschant de toute la Compagnie ». Il avait fait commencer le village de Bercy. Jules de Maslon fut conseiller au parlement de Metz, puis à celui de Paris; il épousa une fille du président Bretonvilliers. Maître des requêtes en 1674, il ne resta que quelques mois à Bourges et en repartit en août de la même année. Il fut intendant en Auvergne en 1683 et à Lyon en 1684. Il n'eut pas le temps de laisser de souvenirs en Berry, où Poncet le remplaça.

VII

Mathias Poncet, sieur de la Rivière, chevalier, comte d'Ablys, resta neuf ans à Bourges, de 1674 à 1682. De

1. *Mémoires de Rob. Hodeau*, par Riffé, in *Antiq. du Centre*, 8^e volume p. 251.

1679 à 1680, il administra en même temps la généralité de Tours. Il était d'une famille de Normandie, fils d'un maître des requêtes, Pierre Poncet de la Rivière, ce dernier né en 1600, conseiller d'Etat, nommé membre du Conseil royal des finances en 1673 et mort en 1681. Son oncle, Michel Poncet, fut évêque de Sisteron en 1667, archevêque de Bourges en 1674 et mourut dans cette ville le 21 février 1677. Il avait un frère abbé, dont Mazarin avait accepté en 1660 la dédicace des thèses et qui fut nommé plus tard à l'évêché d'Uzès.

Mathias Poncet fut reçu maître des requêtes en mai 1665. Olivier Lefèvre d'Ormesson, dans son journal, écrivait à son sujet en décembre de la même année : « J'ai appris que l'on envoyait M. Poncet, le fils, à Bordeaux, pour la réformation de la justice. Ce choix me surprend, car il n'est pas habile et n'a aucune capacité dans les affaires, n'étant reçu maître des requêtes que depuis six mois ¹ ». Intendant en Alsace en 1671, à Metz en 1673, en Berry en 1674, il séjourna à Limoges de février 1683 à avril 1684, date à laquelle il fut révoqué. Il mourut à cinquante-sept ans, le 20 août 1693. Il habitait à Bourges dans la maison d'un sieur Bérault, sise en la paroisse de Montermoyen et donnant sur la rue des Larrons, près d'un immeuble appartenant au prince de Condé. Les échevins lui avaient abandonné une partie de la rue pour qu'il pût y faire installer son jardin.

1. *Journal d'O. L. d'Ormesson*, publié par Chéruel, tome II, p. 422.

Si l'on en croit les chroniques de l'époque, sa vie officielle fut fort remplie. On le voit assister à toutes les cérémonies de quelque importance, les autorités n'oublient pas de l'inviter, de le consulter au sujet de l'organisation des fêtes : on lui réserve une place avec grand soin, car on le sait très susceptible. Le dimanche 27 janvier 1675, on fête à Bourges une victoire de Turenne sur les armées des confédérés, Poncet assiste au *Te Deum* en robe rouge ¹. Le dimanche 7 juillet suivant, il est au *Te Deum* pour la prise de Limbourg ². Le 25 septembre, les chanoines du chapitre de la cathédrale Saint-Etienne font un service solennel pour le comte de Saint-Aoust, lieutenant du roi dans la province, et y prient l'intendant ³. Le 30 octobre, c'est Mgr Poncet qui, prenant possession de son siège archiépiscopal, donne un grand dîner, place son neveu l'intendant à sa droite et les chanoines du chapitre « selon leur rang d'antiquité ⁴ ».

Le 10 décembre 1675, le régiment royal, conduit par M. de Villechaune, entre à Bourges pour y tenir garnison, et cela, malgré les privilèges de la ville qui l'exemptent de cette charge, privilèges confirmés deux ans auparavant par le versement d'une indemnité de 24.000 livres. L'intendant n'en oblige pas moins la noblesse de la ville à contribuer pécuniairement à l'entretien de la garnison; chaque noble est

1. *Journal de Perrot*, par H. Ponroy, in *Antiq. du C.*, 20^e vol. p. 112.

2. *Journal de Perrot*, par H. Ponroy, in *Antiq. du C.*, 20^e vol., p. 113.

3. *Journal de Perrot*, par H. Ponroy, in *Antiq. du C.*, 20^e vol., p. 116.

4. *Le Large*, p. 222.

taxé à six pistoles et ceux qui refusent de payer reçoivent des militaires à loger, mais la mésintelligence est telle dans la ville que personne n'ose porter ses plaintes au roi¹.

Le 6 novembre 1676 a lieu la 12^e ouverture du Palais Royal de Bourges. L'avocat Catherinot fait un discours sur les coutumes, auquel assistent « M. Poncet nostre archevêque, M. Poncet nostre intendant et Madame aussi, avec un très grand nombre de personnes de qualité des deux sexes² ». Le 22 décembre 1677, on célèbre une victoire des armées du Roi. Poncet se formalise de ce que la date de la cérémonie ait été choisie sans qu'on l'ait consulté, prétendant en outre que le *Te Deum* ne doit pas être chanté un jour de fête. Le chapitre ne cède pas, fait chanter son *Te Deum* et prie son doyen d'en écrire à M. de Pomponne, secrétaire d'État³. On voit comme de pareilles questions, qui nous paraîtraient maintenant très secondaires, avaient alors une importance primordiale.

L'archevêque Poncet était mort le 21 février 1677. Le jeudi 3 mars 1678, on dit les vigiles pour le bout de l'an du prélat. L'intendant, neveu du défunt, y assista, occupant sa place ordinaire à l'église, « c'est-à-dire un siège au-dessus de M. le Chantre... Madame l'Intendante et les dames se mirent du côté du siège de M. l'Archevêque ». L'abbé Poncet, qui venait d'être nommé à l'évêché d'Uzès, était là aussi. A la céré-

1. *Le Large*, p. 228.

2. *Catherinot*, opuscule n° 4.

3. *Journal de Perrot*, par H. Ponroy, in *Antiq. du C.* 20^e vol., p. 118.

monie du lendemain, tout le monde prit les mêmes places. « L'intendant alla à l'offerte, il présenta un cierge garni de dix écus d'or. Il étoit suivy de deux de ses officiers, qui avoient chacun une serviette, dont ils étoient bridés sur les épaules et sur les bras. L'un portoit un grand vase de vermeil et l'autre un pain molet ». M. Poncet ne voulut rien donner pour le service. Il avait d'ailleurs hésité auparavant et avait consulté plusieurs personnes à ce sujet. Le Chapitre, en ayant été informé, lui avait fait dire « qu'il étoit maître de tout et qu'il ne donnerait rien du tout s'il ne vouloit ¹ ».

L'intendant Poncet, héritier de son oncle l'archevêque, avait eu à s'occuper du règlement de la succession de ce dernier. C'est ainsi notamment qu'il dut payer en 1679 au Comte de Blet une somme de 12.000 livres tournois dûe à ce seigneur, par les héritiers de l'archevêque pour les droits de mutation et profits de la seigneurie de Cornusse, dépendant de l'archevêché de Bourges ².

Les *Te Deum* se succédaient fréquemment. On les chantait à l'occasion des événements heureux, des victoires des armées et on y conviait les autorités et les corps constitués. En 1678, on célébra la paix de Nimègue, et on fixa le *Te Deum* au 23 octobre, parce que l'intendant désirait s'y trouver et qu'il étoit obligé de s'absenter huit jours pour le département des tailles ³. Le 11 mai 1679, autre *Te Deum* à l'occa-

1. *Journal de Perrot*, par H. Ponroy, in *Antiq. du C.*, 20^e vol., p. 119.

2. Archives départementales du Cher, Sie E., 2201, f^o 32.

3. *Le Large*, p. 240.

sion de la paix entre la France et l'Allemagne. Le commissaire départi y vient en robe rouge et trouve à propos de se faire accompagner de deux mousquetaires¹. Le 12 décembre suivant, nouveau *Te Deum* pour la paix. L'archevêque Phélypeaux de la Vrilière officie; cette fois, on ne permet pas à l'intendant de faire entrer ses mousquetaires dans le chœur².

Le 2 février 1680, c'est un séminaire qu'on inaugure près de l'église de Notre-Dame de Montermoyen. Après une messe solennelle, l'archevêque fait un grand discours en présence de l'intendant et des notabilités de la ville. Et un an après, le 20 février 1681, à la nouvelle de la mort de la Comtesse de Tonnaë-Charente, sœur de l'archevêque, le chapitre organise un service auquel il fait prier M. Poncet par l'intermédiaire d'un de ses membres. En août 1682, on apprend la naissance du fils du Dauphin et le 13 on chante un *Te Deum*. M. Poncet est à la cérémonie, en robe rouge, à la tête du présidial. L'intendant assistait à toutes les cérémonies officielles comme représentant du gouvernement, et prétendait en outre donner son avis sur tout ce qui concernait l'organisation des cérémonies; il avait la première place.

L'université de Bourges était sous sa haute surveillance; il devait voir si les édits du roi étaient bien appliqués, si l'enseignement était conforme aux ordonnances, et les professeurs prêtaient serment par

1. *Journal de Perrot*, par H. Ponroy, in *Antiq. du C.*, 20^e vol., p. 130

2. *Journal de Perrot*, par H. Ponroy, in *Antiq. du C.*, 20^e vol., p. 133.

devant lui, avant d'être installés. Depuis l'édit de 1679, c'était l'intendant qui présentait le professeur royal de droit français.

On se souvient¹ des difficultés qui avaient surgi à Bourges à propos du droit du treizième sur le vin. Un arrêt du Conseil du 19 mars 1663 avait mis le fermier de Villards en possession de ce droit. Les officiers de la ville avaient fait opposition à la levée et une ordonnance rendue par l'intendant de Fortia les avait renvoyés à se pourvoir devant le Conseil du roi. Les choses en étaient restées là. En 1676, le maire et les échevins voulurent en appeler au Conseil. Poncet les en dissuada, leur disant que le moment était mal choisi, que le gouvernement avait besoin de secours en raison de la guerre et qu'il était plus convenable d'attendre la conclusion de la paix. Ces raisons furent écoutées et la ville attendit. En 1680, elle demanda au roi de la remettre en possession de l'augmentation du treizième et de la moitié des deniers du treizième lui-même. Poncet s'était rendu compte du grand bien que causerait une pareille mesure et il s'employa de son mieux pour faire réussir la requête; il remit lui-même au roi des mémoires favorables et fit agréer la demande. Le maire et les échevins en eurent connaissance; ils apprirent que la ville allait rentrer en possession du droit du treizième, et ils résolurent de montrer leur reconnaissance à l'intendant qui avait si bien pris en main les intérêts berruyers, en lui faisant un accueil triomphal. Le 3 août

1. Voir *suprà*, p. 33.

1680, on fit transporter à la porte Saint-Sulpice, par laquelle Poncet devait faire son entrée, vingt-quatre couleuvrines qui tirèrent un coup chacune, à l'arrivée du commissaire départi. Le corps de ville¹, précédé de ses sergents et de ses messagers, revêtus de leurs robes de charge, se porta à sa rencontre et l'accueillit à sa descente de carrosse. Le sieur Becuau, maire, fit un discours au nom de ses administrés, complimenta l'intendant sur son heureuse arrivée et le remercia « de la grâce qu'il avait faict à la ville de luy procurer tant de biens auprès de Sa Majesté par le rétablissement de l'augmentation du Treizième². » Poncet était devenu populaire.

Il ne semble pas qu'il ait réussi à conserver longtemps cette popularité, car il avait le caractère trop raide et trop cassant. Il entra en conflit avec les trésoriers auxquels il reprochait leur incurie, et il ne manquait pas une occasion de leur marquer son mécontentement en termes blessants. Ceux-ci s'en étaient plaints au contrôleur général, déclarant qu'aucun intendant ne les avait encore traités de pareille façon. A quelque temps de là, le corps des trésoriers faisant une visite officielle au commissaire départi, fut fort mal reçu. Poncet fit à ces messeieurs des observations sévères, sur un ton peu mesuré³.

Il était brouillé avec François de Rohan, prince

1. *Le droit du treizième sur le vin vendu au détail à Bourges*, par Toubau de Maisonneuve, in *Antiq. du C.*, 4^e vol. p. 235.

2. Archives de la ville de Bourges, *registre des délibérations de la ville*, 1680.

3. Archives nationales, G 7, 124, 10 novembre 1681.

de Soubize, gouverneur de la province de Berry, dont la femme, d'une grande beauté, fut un instant la maîtresse du roi. André Chenu, conseiller au bailliage, voulut être maire de Bourges. Il avait pour lui le crédit du gouverneur, mais l'intendant et les bourgeois de la ville lui étaient hostiles. Le 29 juin 1682, jour de l'élection, M. Biet, lieutenant-général, s'opposa à l'élection et celle-ci fut renvoyée au 26 juillet. Soubize fut fort mécontent, parce qu'il trouvait qu'on n'avait pas tenu compte de sa recommandation. Le 26, Chenu n'obtint que peu de voix, mais le lieutenant-général qui lui était favorable, le proclama maire. Poncet ne se tint pas pour battu, et par une lettre de cachet fit exiler Chenu à Parthenay. Mais le gouverneur et l'archevêque unirent leurs efforts contre l'intendant et obtinrent son envoi à Limoges. La ville était en effervescence; on fit des chansons satiriques contre le commissaire départi, et Chenu rentra à Bourges en triomphe. Sur ces entrefaites, le nouvel intendant, M. de Séraucourt, arriva à Bourges¹.

Poncet fut révoqué le 15 décembre 1682 et ce fut le 19 qu'il apprit cette fâcheuse nouvelle. Il lui était ordonné de se rendre à Limoges. Il en fut si surpris, qu'étant botté pour aller à la chasse, il congédia ses invités et partit le soir-même avec sa femme pour Paris. Sans nul doute, les plaintes du gouverneur et de l'archevêque avaient produit leur effet.

Pendant son séjour en Berry, Poncet s'était occupé

1. Raynal, *Histoire du Berry*, livre XI, chap. III, tome IV.

avec zèle de l'administration de la province. Il avait tenté plusieurs fois de faire décharger les cultivateurs éprouvés par les intempéries, les grêles et autres accidents, sans toujours y parvenir. En juillet 1679, Colbert répondait à une de ses demandes que la diminution des impositions pour de pareils motifs n'était pas possible, que d'ailleurs, les paysans se plaignaient souvent d'une façon exagérée, ou tout au moins prématurée¹... ».

Poncet s'attacha à réprimer les exactions des commis chargés de lever les impositions, qui pressuraient odieusement le menu peuple; il informa contre quatre sergents du Blanc qui avaient enlevé des bestiaux sans laisser d'exploits². Il combattit le brigandage avec énergie. En janvier 1681, il présida le présidial et fit condamner à la roue et à la pendaison, des gentilshommes voleurs de grands chemins: Il en rendit compte à Colbert qui lui répondit quelques jours après : « Vous savez combien ces exemples sont utiles et avantageux aux peuples. Ainsi vous devez prendre tous les moyens nécessaires pour être averti ponctuellement des vols de cette qualité. Sur quoy vous devez même tenir correspondance avec les provinces circonvoisines.³ »

En 1682, l'intendant Poncet eut à débrouiller les comptes des deniers communs d'Issoudun et fut même

1. Clément : *Lettres de Colbert*, tome II, n° 65, p. 111.

2. Godard : *Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV*, chap. VIII, II, p. 251.

3. Clément : *Histoire de Colbert et de son administration*, tome II, chap. 29, p. 334.

chargé à ce sujet de réformer toute l'administration¹; Colbert l'invitait à contraindre les villes à rendre compte de l'administration de leurs deniers. Il fit réparer par corvées le chemin de La Marche et Limoges à Paris, en novembre 1680².

Comme ses prédécesseurs, il encouragea l'industrie de la draperie : « Nous espérons, écrivait Catherinot, que cette lucrative profession du Berry sera rétablie entièrement par les soins qu'en daignent prendre M. Colbert, ministre d'Etat et M. Poncet de la Rivière intendant de la province³. »

Il fit des ordonnances concernant les nominations d'échevins, concéda en adjudication à des maîtres-paveurs, le pavage des rues de Bourges et intervint dans la conclusion des marchés relatifs à ces travaux. A la diligence de Colbert, il s'occupa de la vente à la ville de l'hôtel Jacques-Cœur.

Il surveilla les élections des collecteurs et obligea maintes fois les communautés à procéder à ces opérations. D'après lui, les nominations d'office des collecteurs auraient dû être faites par les commissaires départis et non par les élus. « Quand les nominations d'office sont faites par les élus, disait-il, elles tombent rarement sur les plus forts, qui sont pour l'ordinaire parents ou amis de ces officiers. Quand elles se font par les habitants, ils n'osent pas nommer ceux qui sont accommodés à cause de leur autorité dans les

1. Bibliothèque nationale : *Mélanges Clairambault*, vol. 432, folio 19.

2. Archives des ponts et chaussées, *dépêches concernant les ponts et chaussées*, 1679 et 1680, fol. 141.

3. Catherinot, opuscule n° 13, *le droit du Berry*.

paroisses, se faisant mesme descharger quand ils sont nommez. » Si on n'arrivait pas à élire de collecteurs, les commissaires départis, faisant la répartition des tailles, en nommeraient conjointement avec les élus et inscriraient leurs noms au bas de la commission des tailles¹.

Poncet remarqua en 1680 qu'une fois nommés, les collecteurs passaient trois mois à plaider pour se faire décharger de leur nomination. La levée des impôts était retardée, et alors avaient lieu des exécutions violentes des receveurs contre les collecteurs, puis de ceux-ci contre les particuliers. Pour y remédier, l'intendant publia une ordonnance prescrivant aux communautés d'élire les collecteurs le 1^{er} septembre, et d'envoyer avant le 1^{er} octobre, les actes de nomination aux greffes des élections et greniers à sel, aux receveurs des tailles et commis des greniers. On arriverait ainsi à inscrire sans retard les noms des élus au bas des mandements, et les collecteurs demandant à être déchargés de leur fonction, auraient la faculté de se pourvoir par devant l'intendant lorsque celui-ci procéderait à la répartition².

L'activité de Poncet comme administrateur fut donc réelle, et malgré son caractère autoritaire et peu souple, il a été classé, avec raison, parmi les intendants aimant la justice³. Mais il s'était fait trop

1. Archives nationales, G 7, 124. En marge : Bon, de la main de Colbert.

2. Archives nationales, G 7, 124 : 9 août 1680.

3. Godard : *Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV*, chap. VIII, II, p. 430.

d'ennemis à Bourges et n'y fut pas regretté. « Il avoit, disent les Le Large, mis la ville sur un pied qu'il estoit maistre de tout et que personne n'osoit bransler.¹ »

1. Le Large, p. 256.

CHAPITRE III

L'Intendant de Séraucourt (1682-1699). — Son mémoire sur la Généralité de Bourges (1697)

Si on ne peut comparer M. de Séraucourt aux grands intendants tels que Sénac de Meilhan à Valenciennes, Lebreton en Provence et plus tard, le célèbre comte de Blossac à Poitiers ou Turgot à Limoges, il est permis cependant de le considérer comme un des personnages qui, par les services rendus et les souvenirs laissés dans les provinces jadis confiées à leurs soins, ont mérité que celles-ci conservent la mémoire de leurs noms.

I

*Louis-François Dey*¹, chevalier², seigneur de Séraucourt, conseiller du roi en ses conseils et maître des requêtes ordinaire de son hôtel, était fils de Char-

1. Le vrai nom est de Y.

2. D'après l'*Armorial général* de France, 1696, ses armes sont : d'azur à trois chevrons d'or, accolé d'argent à un sanglier de sable, surmonté de deux flammes de gueules en chef.

les Colbert ¹. Ce dernier, cousin du ministre et de Colbert de Croissy, frère de J.-B. Colbert, avait été président au siège présidial de Reims, procureur général du Conseil souverain d'Alsace en 1659, intendant d'Alsace et président du Conseil souverain en 1662, puis président à mortier au parlement de Metz. Il avait ajouté à son nom celui d'une terre qu'il possédait à Séraucourt ², près de Saint-Quentin.

Son fils, François de Séraucourt, dont nous nous occupons, fut baptisé à Reims, paroisse de Saint-Michel, le 3 février 1645. D'abord conseiller à la Cour des Aides et commis de Colbert, il fut contrôleur des fortifications de Saint-Quentin en 1671. C'est Barillon, l'intendant d'Amiens qui, à la fin de mars 1671, avait été chargé de l'établir à Saint-Quentin dans ses fonctions de contrôleur et de lui donner les plans, devis, marchés, ainsi que tout ce qui serait nécessaire pour l'exécution des travaux à effectuer ³.

Maître des requêtes en 1681, il fut intendant de Bourges d'octobre 1682 aux derniers mois de 1699 et c'est en 1697 qu'il dressa, pour le duc de Bourgogne, son mémoire sur la généralité de Bourges. Il mourut à Paris rue Cassette, le 10 juin 1744, à l'âge de 99 ans, 4 mois et 7 jours. Parvenu à ce grand âge « il avait encore, écrit Saint-Simon ⁴, à près de cent ans, une

1. Clément : *Lettres de Colbert*, tome V, p. 54 à la note.

2. Il existe une commune de ce nom dans le département de l'Aisne, arrondissement de Saint-Quentin.

3. Sa commission de contrôleur des travaux de la place de Saint-Quentin, se trouve au dépôt des fortifications : manuscrit 205, 1671, fol. 53.

4. *Mémoires de Saint-Simon*, tome VI, chap. VI, p. 117.

santé parfaite de corps et d'esprit et vivait dans la société des hommes, mangeant, marchant comme à 60 ou 70 ans. » Il était marié à Anne Catherine Pollart et avait un frère, capitaine aux gardes à l'armée de Flandre. En 1707, ce dernier, allant à pied dîner chez le duc de Guiche, se prit de querelle avec un de ses camarades, nommé Saint-Paul. Les deux officiers se battirent en duel à la tête du camp et Saint-Paul fut tué. De Séraucourt se retira au quartier de l'électeur de Bavière, fut cassé aussitôt après et ne put rentrer en France, bien que son frère l'intendant ait fait auprès du roi tout ce qu'il pouvait pour lui faire pardonner¹.

François de Séraucourt arriva à Bourges avec sa femme le lundi 1^{er} février 1683, vers six heures du soir. Il descendit à l'archevêché, où les autorités allèrent le saluer. Les chanoines du chapitre de la cathédrale, notamment, lui souhaitèrent la bienvenue, et pour les remercier, l'intendant voulut les reconduire à la porte de son logis². Il resta chez l'archevêque jusqu'au samedi suivant, et s'installa alors dans un immeuble qu'il avait loué en ville.

Plus tard, il fit bâtir pour son usage personnel, dans la rue du Vieux-Poirier, un hôtel qui existe encore et qui est connu sous le nom d'hôtel de Bigny. Sur son emplacement se trouvait un immeuble, appelé l'ancienne intendance, qui lui fut vendu après 1693. Ses héritiers le cédèrent en 1745, à Mme Dou-

1. Mémoires de Saint-Simon, tome VI, chap. VI, p. 117.

2. Le Large, p. 258.

lé, veuve de M. Charles de Bigny, dont les descendants le possèdent encore. Il semble que ce fut une dépendance du palais affecté au logement des premiers intendants, lorsque l'édifice était encore occupé par les gouverneurs du Berry. La construction actuelle paraît remonter M. de Séraucourt ¹.

II

Cet intendant, représentant du pouvoir, chef des autorités civiles, conscient de son importance, tint à avoir une tenue de maison en rapport avec l'élévation de son rang. Servi par une domesticité nombreuse, il possédait chevaux et voitures et veillait à leur entretien. En 1687, il passa un contrat d'abonnement avec un maître-éperonnier de Bourges qui s'engagea à pourvoir tous ses chevaux de selle et de carrosse de mors neufs, garnis de bossettes dorées, d'étriers et de filets, en les rétamant tous les trois mois, moyennant 55 livres par an ².

Plus encore que celle de son prédécesseur, sa vie officielle fut absorbante. De Séraucourt voulut honorer de sa présence toutes les cérémonies de quelque importance. Le 1^{er} janvier 1684, on célébra la naissance du duc d'Anjou à la cathédrale, par un *Te Deum* auquel assista l'intendant en robe rouge, avec

1. *Histoire et statistique monumentale du département du Cher*, par A. Buhot de Kersers, p. 331.

2. Archives civiles départementales du Cher, notaires de Bourges, E. 1836.

les membres du Présidial. L'archevêque officia lui-même, pour ne pas voir le commissaire départi occuper la place du roi¹. Les autorités locales avaient en effet quelque peine à s'habituer à ce nouveau personnage, qui n'était encore, en somme, qu'un parvenu dans la vie politique, et dont l'importance grandissante les choquait et les effrayait. Le 7 mai 1685, se tint l'assemblée provinciale du clergé. De Séraucourt y fut un des représentants du second ordre². Le 12 septembre 1686, on fêta la naissance du duc de Berry. L'intendant vint à l'église en tenue; les présidents et conseillers, les officiers de la ville l'accompagnèrent. Le même jour, l'archevêque et le commissaire départi donnèrent chacun un somptueux festin, et pour départager les invités qui ne pouvaient prendre part aux deux soupers à la fois, les dames de condition se rendirent à l'intendance et leurs maris à l'archevêché. Rien ne fut négligé : on « avoit, disent les *Le Large*, faict mettre sous les armes tous les quartiers (de la ville) qui furent placés devant l'église pendant la procession... Ensuite M. l'intendant et MM. de la Ville allèrent suivis de toute la milice... à la place ducale pour mettre le feu de joye que la ville avoit fait dresser³... »

Le 13 mai 1688, eut lieu à Bourges l'ouverture du chapitre provincial des Carmes. Une thèse, dédiée

1. *Le Large*, p. 263.

2. *Journal de Perrot*, publié par H. Ponroy, in *Antiq. du C.* 20^e vol., p. 164.

3. *Le Large*, p. 268.

à M. de Séraucourt, y fut soutenue. Le 11 novembre 1688, le commissaire départi assista en robe rouge, au *Te Deum* chanté pour la prise de Philippsbourg. Le 18 décembre 1690, on l'invita à la cathédrale, à l'ouverture du jubilé en l'honneur de l'exaltation du pape Alexandre VIII au souverain pontificat. Le 12 mai 1691, les Jacobins tinrent leur chapitre général. Des thèses furent soutenues et dédiées à l'archevêque et à l'intendant¹. M. et Mme de Séraucourt se trouvèrent, le 9 novembre 1691, avec le présidial et les officiers de la ville, à un service pour le repos de l'âme du chevalier de la Vrillière, frère de l'archevêque. Ils se rendirent le 25 juillet 1692 à un *Te Deum* pour la paix de Namur et le 18 août suivant à un service solennel pour le comte de Saint-Florentin, Philippe Phélypeaux, frère de l'archevêque. Le 11 septembre 1692, réception du comte d'Aubigné, gouverneur du Berry, frère de Mme de Maintenon. Ce personnage fut logé chez M. de Séraucourt où toutes les autorités vinrent le visiter, après avoir assisté à un *Te Deum* à la cathédrale. Pour l'établissement de la fête de sainte Solange, patronne du Berry, eut lieu à Bourges le 17 mai 1693, une grande procession. Malgré le mauvais temps, l'intendant suivit la procession en robe rouge, à la tête du présidial. Il alla le 22 mai 1694 à un service pour le repos de l'âme de l'archevêque, assista à des jubilés pour la paix en mai 1694 et en avril 1696.

1. *Mémoires de Gassot*, par le vicomte de La Guère, in *Antiq. du C.*, 9^e vol. p. 187.

Nous n'en finirions pas si nous voulions continuer l'énumération des nombreuses cérémonies auxquelles il prit part. Presqu'aucune ne se passa sans l'intendant; ce dernier ne se fit pas remarquer comme son prédécesseur par la susceptibilité de son caractère. Il semble au contraire qu'on se soit plu à reconnaître son aménité. De Séraucourt agit d'ailleurs avec une certaine réserve, évitant de froisser les personnes avec lesquelles sa fonction l'obligeait d'entrer en rapports, les ménageant et préférant ne point parler des gens, quand il n'avait pas à s'en louer. Cette attitude fut surtout observée vis-à-vis des personnes de quelque importance. On la lui a reprochée, notamment à propos de son mémoire sur la généralité de Berry, en lui faisant grief d'avoir gardé un silence prudent sur tout ce qui touchait à la politique¹, et d'avoir omis de dire quoi que ce soit qui eût pu le compromettre avec les individus ou avec les corps. Ceci est vrai; mais on ne peut oublier que la province de Berry avait été une des plus agitées par les troubles de la régence. En outre, les ennuis de son prédécesseur étaient une bonne et suffisante leçon pour l'engager à observer cette sage réserve.

III

De Séraucourt fut un administrateur actif et bien-faisant; ses efforts se portèrent dans des directions

1. Dey de Séraucourt : *Mémoire sur la généralité de Bourges*, dressé pour le duc de Bourgogne, publié à Bourges en 1844 par le Baron de Girardot, p. 132.

multiples, et il eut surtout à cœur d'apporter un soulagement à la misère du peuple. Celle-ci était très grande à la fin du xvii^e siècle, en particulier dans le Bas-Berry. En mai et juin 1684, l'intendant envoyant au contrôleur général ¹ des rapports sur l'état des élections, lui faisait part du mauvais état des récoltes et ajoutait qu'il y avait une grande mortalité sur les bestiaux, qui étaient le principal commerce du pays. Il annonçait cependant que, dans l'élection de Saint-Amand le vin serait en telle abondance et à si bas prix, faute de pouvoir le transporter, qu'il servirait uniquement, à entretenir la paresse du pays ². Dans un autre rapport, il exposait que l'élection du Blanc était presque déserte et que les deux tiers des terres y restaient incultes. Certaines paroisses, Roussines et Sacierges par exemple, n'avaient plus d'habitants, les maisons ayant été ravagées et privées de leurs meubles par les gens du domaine, « comme si la guerre y avait passé ³. »

En mai 1686, il adressait au contrôleur général un mémoire sur l'état de l'élection du Blanc et sur le recouvrement des impositions. Un tiers seulement du pays est cultivé, expliquait-il, le reste ne consiste qu'en étangs, ou ne produit que des fougères ou des herbes, dont la dixième partie suffirait à la nourri-

1. Claude Le Peletier, qui fut contrôleur général du 6 septembre 1683 au 20 septembre 1689.

2. Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants*, tome I, n^o 70.

3. *Le faux-saunage et la misère en Bas-Berry*, par H. Chrétien, in *Revue du Centre*, tome IX, p. 445.

ture des bestiaux; les bras manquent pour mettre ces terres en culture, ainsi que l'argent pour les défricher et construire des fermes. Une exemption de taille pour dix ans pourrait seule encourager les gens du pays ou attirer les étrangers¹. Le contrôleur général n'entra pas dans les vues de l'intendant et lui répondit en ces termes le 25 juillet 1686 : « Le Roy n'a pas estimé qu'il convinst de donner une exemption absolue de taille dans l'élection du Blanc, comme vous le proposez, à ceux qui s'attacheroient au défrichement des fougères, parce qu'il arriveroit infailliblement que pour jouir de cette exemption, plusieurs habitants quitteroient la culture de leurs terres qui sont en valeur pour venir défricher celles-cy; mais vous pouvez les exciter à ce travail par l'espérance du bénéfice qu'ils y trouveront, et mesme les assurer que le Roy ne leur refusera point tout le secours dont ils auront besoin. Au reste, comme vous me mandiez, il y a quelque temps, que le transport des blés estoit fort difficile dans vostre généralité, ce que vous proposez ne seroit pas d'un fort grand avantage pour la province, en cas qu'elle produisist déjà suffisamment de blés pour sa consommation sans estre obligé d'en tirer des provinces voisines². »

L'année 1692 ne fut malheureusement pas meilleure que les précédentes; la pluie et l'humidité causèrent des dommages aux récoltes. En outre, il y eut de continuels passages de troupes, et ce fut une

1. Boislisle, tome I, n^o 286.

2. Boislisle, tome I, n^o 296.

charge supplémentaire et onéreuse pour le pays, à cause des dégâts commis par les bandes armées, souvent peu disciplinées.

Les loups se multipliaient et ravageaient les campagnes. On organisait des battues. En 1697, contrairement à une ordonnance de de Séraucourt, le roi, en vertu d'un arrêt rendu sur le rapport du contrôleur général Pontchartrain, décida qu'il appartenait au grand maître des eaux et forêts de faire « des huées et chasses au loup » et d'ordonner aux habitants des villes et des villages d'y assister à peine de dix livres d'amende¹.

A Bourges, beaucoup d'ouvriers sans travail, se trouvaient dans une misère profonde. De Séraucourt s'émut de leur triste situation et chercha à remédier au chômage en donnant de la besogne aux malheureux. Dans ce but, il fit faire des quêtes et taxa les maisons où on refusait l'aumône. L'archevêque, de son côté, fit appel aux ecclésiastiques : le chapitre de la cathédrale donna soixante livres². Avec l'argent recueilli, en juin 1693, l'intendant ouvrit des ateliers publics où furent employés 5 à 600 pauvres qui gagnaient, les hommes quatre sols, les femmes trois sols et les enfants deux sols³.

Hors des murs de la ville, près de la chapelle Saint-Paul et à côté de l'emplacement de la grosse Tour, le

1. Boislisle, tome II, 14 janvier 1698, p. 309.

2. *Journal de Perrot*, par H. Ponroy, in *Antiq. du Centre*, 20^e vol., p. 232.

3. Boislisle, tome I, n^o 1174 à la note.

commissaire départi fit commencer dans un clos de vigne, derrière le séminaire, des travaux de terrassement et de nivellement, pour combler les anciens fossés de la ville et créer l'esplanade qui porte son nom ; on l'a agrandie dans la suite, et elle a toujours été entretenue avec soin. Le 25 juillet 1693, eurent lieu des réjouissances pour l'inauguration de cette place.

Quelques jours après, malheureusement, un sinistre épouvantable éclatait à Bourges ; un incendie se déclarait le 31 juillet à dix heures chez le boulanger Bisson. Des flammèches, emportées par le vent, communiquèrent le feu au palais et à la Sainte-Chapelle qui furent détruits. Les dégâts furent considérables et il y eut plus de cent maisons brûlées¹. Le 4 août 1693, de Séraucourt adressait au ministre le croquis de la façade des deux bâtiments incendiés et le mettait au courant des ravages causés : « Je me donne l'honneur de vous envoyer, lui écrivait-il, un estat des maisons qui ont été consommées par l'incendie du dernier du passé. Vous y trouverez deux bastiments considérables qui sont : la Sainte-Chapelle et la salle du Palais. Tous deux avaient esté bastis par Jean, duc de Berry, fils du roi Jean, en l'année 1400. La salle devait déjà tomber en ruines, mais elle avait esté restablie par l'ordre du roi Henri 4^e, par les soins de M. le Duc de Sully qui, pour instruire la postérité, y avait fait mettre une inscription. Cette salle est de 38 toises de longueur sur 10 toises de largeur, le tout dans

1. *Mémoires de Gassot*, par le vicomte de La Guère, in *Antiq. du C.*, 9^e vol., p. 210.

œuvre. Le présidial et les autres juridictions entre cette salle, les prisons, la prévôté et l'élection ont été heureusement préservés. Pour le présidial, la chambre des audiences qui est une grande salle basse, a été partiellement préservée; mais le-dessus, où étaient les chambres du Conseil, les chambres criminelles et le parquet sont consommés, en sorte qu'il n'y reste que les murailles dont je crois qu'on pourra se servir. Je me donne l'honneur de vous envoyer un plan relevé de ces édifices¹... »

A la suite de ce sinistre, une partie des habitants se trouva sans abri; le nombre des malheureux s'était encore accru. En exécution d'un arrêt prescrivant de prendre des mesures pour soulager les pauvres, de Séraucourt convoqua le maire et les échevins, dans le but d'examiner avec eux les moyens à employer pour venir en aide aux nécessiteux. Le clergé de la ville apprit qu'il était question de taxer et d'imposer ses membres. Comme ceux-ci tenaient à faire respecter leurs privilèges et qu'ils ne voulaient pas qu'on fit quelque chose à leur insu ou contre leur gré, ils s'assemblèrent, et après quelques conférences avec l'intendant, résolurent d'écrire à l'archevêque que ce n'était pas au maire et aux échevins d'imposer les ecclésiastiques et que le clergé désirait ne supporter qu'une part déterminée de l'imposition. Les choses s'arrangèrent et une deuxième assemblée eut lieu le 4 décembre 1693; elle délibéra sur les distributions à

1. Archives Nationales.

faire aux misérables de la ville. Quatre commissaires furent nommés et chargés de distribuer les pauvres aux ecclésiastiques. Le même jour, le maire et les échevins, rassemblés chez l'intendant, prirent des mesures complémentaires en vue des secours à répartir.

De Séraucourt se préoccupa activement de l'alimentation de la population. Il craignait que les vivres devinssent insuffisants et il étudia les moyens de subvenir à la subsistance de son département. En septembre 1693, il faisait part de ses projets au contrôleur-général et lui indiquait ses idées : « Mon intention, lui disait-il, estoit d'amasser pendant tout le reste du mois toutes les déclarations qui me seroient apportées, et de faire faire, pendant le mois prochain, une visite exacte de toutes les paroisses et maisons particulières, afin d'estre parfaitement instruit de la quantité des grains qui sont dans la province. Je me proposais de faire ensuite un autre estat du nombre des habitants qui sont dans chaque paroisse, afin qu'en les confrontant l'un à l'autre, je puisse voir si la province a des grains suffisamment pour la subsistance en général, et en particulier connoistre les paroisses qui ont besoin de secours et celles qui sont en estat d'en donner. Si ce projet vous paroist raisonnable, je le suivray avec exactitude, et vous connoistrez dans peu quel secours il est nécessaire de donner à cette province. Si, par bonheur, il s'y en trouvoit suffisamment, il n'y auroit qu'à prendre des mesures pour en empêcher le transport, ce qui seroit assez facile, puis-

que toutes les provinces seront pourvues selon leurs besoins par vos ordres ».

L'intendant proposait ensuite de fixer le prix des blés dans tous les marchés du royaume, depuis le 15 octobre de l'année précédente jusqu'au mois d'août de l'année 1694, en prenant pour base d'une mesure uniforme la livre de seize onces, poids de marc, avec défense de vendre à un prix plus élevé, sous peine de confiscation et de 500 livres d'amende. Les vieux blés qui se trouveraient dans les greniers au 1^{er} janvier 1695 seraient confisqués. Les prix pourraient être fixés, pour le froment, de 15 deniers la livre à 13 deniers et demi; pour le méteil, à 12 deniers et demi; pour le seigle, à 10 deniers; pour l'avoine à 8 deniers¹. « On peut, ajoutait de Séraucourt, si on le juge à propos, le fixer à plus haut prix; mais cela est très indifférent pour procurer l'abondance, pour laquelle il suffit que le prix soit uniforme par tout le royaume, et qu'il soit immuable pendant le temps qui sera marqué par la déclaration. Le succès est démonstrativement infaillible, pourvu que l'on fasse encore deux choses : la première, que le Roy oblige les traitans des vivres de ses armées, tant de terre que de mer, de faire leurs provisions dans les pays étrangers; car il est certain que la nécessité dans laquelle ils sont de faire de gros achats est la vraie raison qui enchérit le blé dans le royaume; et la deuxième est que Sa Majesté secoure des blés qu'elle fait venir des pays

1. Le muid de blé de Paris, pesant 2040 livres, vaudrait ainsi 127 livres 10 sols.

étrangers les villes et les provinces qui en auront besoin, et que Sa Majesté donne ordre qu'il y soit vendu au prix qui sera fixé par la déclaration. Si la perte est trop forte, il est juste que Sa Majesté soit dédommagée par les provinces qui recevront le secours, et cela se peut aisément par une imposition qui sera faite sur la province, à laquelle les exempts et non exempts, ecclésiastiques, communautés, et généralement tout le monde contribuera, et c'est un moyen presque imperceptible de tirer des riches de quoy ayder à faire subsister les pauvres¹... »

Les efforts de l'intendant portèrent également sur l'administration de l'hôpital de Bourges. Dans une lettre au contrôleur général du 25 janvier 1694, il exposait à ce dernier l'état des ressources de cet hôpital et estimait, selon la proposition adoptée en assemblée générale, qu'il faudrait remédier à l'insuffisance de ces ressources par une imposition annuelle de 3.000 livres. Un tiers serait réparti, par les soins de l'archevêque et de quatre commissaires, sur toutes les communautés religieuses et sur les bénéfices, et les deux autres tiers seraient supportés par les maisons de la ville dont le loyer dépassait 30 livres, selon un rôle de répartition que dresseraient les maire et échevins. De Séraucourt avait proposé d'attendre jusqu'à l'année 1695 pour faire cette imposition ; mais, le mois suivant, il obtint d'appliquer au même usage une partie d'une somme de 4.000 livres qui venait d'être restituée à la ville par un ecclésiastique. « Je

1. Boislisle, tome I, n° 1228.

ne crois pas, ajoutait-il à la suite de la lettre précédente que les ecclésiastiques se récrient sur ce partage; mais, si quelques-uns vouloient s'en plaindre, on pourroit leur dire que le revenu de l'Église, dans la ville de Bourges et dans la banlieue, qu'on appelle *la franchise*, est du moins de 250.000 livres par chacun an, sans compter ce que les ecclésiastiques peuvent avoir de patrimoine, et qu'il s'en faut beaucoup que le revenu du reste des habitans soit du double. » Il expliquait ensuite au contrôleur général que l'hôpital de la charité était un établissement privé, créé sans lettres-patentes et soutenu par les dames de la ville, dont les aumônes étaient distribuées par quatre sœurs de la Charité que logeait l'archevêque. Il ajoutait que, bien que la dépense fût triplée par l'abondance des malades, il y avait lieu d'espérer que les aumônes suffiraient en temps ordinaire¹.

En août 1699, il écrivait encore : « Il est vrai que j'ay fait enlever grand nombre d'enfans de nouveaux convertis, parce qu'ils recevoient une très mauvaise éducation chez leurs pères, et que j'ay fait mettre à l'hospital général de cette ville ceux dont les parens ne sont pas en estat de payer les pensions. Il est encore vrai que cet hospital, qui est le seul dans ce département, se trouve fort incommodé de cette charge extraordinaire, sur la fin d'une année dans laquelle la dépense a esté plus forte qu'à l'ordinaire. Les administrateurs ont espéré que le Roy les dédommage-

1. Boislisle, tome I, n° 1275.

roit de cette dépense par une gratification proportionnée au nombre d'enfans qu'ils nourrissent, et je crois qu'un écu par mois suffiroit pour chacun; mais, s'il n'y a point de fonds pour cette dépense, que je suis sûr que vous trouverez d'une nécessité indispensable, je vous supplie de m'ordonner d'en faire faire les avances, par le receveur général et d'en imposer le fonds conjointement avec la taille sur toute la généralité, parce qu'il y a des enfans, parmy ce nombre, de tous les endroits de ce département... » Il demandait également à imposer plusieurs autres sommes : 1.100 livres pour secours extraordinaires à des prêtres ; 1.200 livres pour la pension de quatre jeunes gentils-hommes pauvres, et 400 livres pour l'entretien de deux demoiselles nobles dans des couvents¹.

Impressionné par la misère du peuple, de Séraucourt ne pouvait qu'être frappé par la diminution de la population. Il la constatait dans des rapports en 1694, et il proposait comme une mesure urgente, de réduire l'impôt du sel en basant ce travail de réduction sur les registres mortuaires tenus par les curés. La mortalité et l'épidémie avaient, disait-il, ravagé les campagnes aussi cruellement que les pestes les plus violentes. Il obtint pour les années suivantes une diminution de plus de quatorze muids².

Tant de misères mettaient les collecteurs dans l'impossibilité de recouvrer la taille. En 1695, l'intendant écrivait au contrôleur général : « L'on ne peut

1. Boislisle, tome I, n° 1908.

2. Boislisle, tome I, n° 1367 à la note.

vous exprimer le désespoir des malheureux qui payent les arts et métiers : les diminutions qu'on leur offre ne les touchent point ; l'on n'en tire rien qu'en mettant garnison chez eux et en emportant leurs meubles, en sorte que les frais iront à des sommes excessives¹ ». En 1697, dans son mémoire sur la généralité de Bourges, de Séraucourt s'exprimait ainsi : « A l'occasion de la dernière guerre, les impositions ont été si fortes, qu'on n'a pu les faire rentrer, et cela, depuis deux ou trois ans ». En 1693, l'arriéré de la taille dans l'élection du Blanc s'était élevé à 77.000 livres, soit environ aux deux tiers de la somme à percevoir. On avait pourtant accordé des diminutions aux paroisses les plus éprouvées par la disette et la perte de leurs bestiaux. L'intendant souhaitait que ces décharges pussent rappeler les habitants et les obliger à cultiver leurs terres, mais il disait dans un de ses rapports : « Il n'y a jamais eu moins de bled, moins de vin, ni plus de maladies dans cette élection que cette année ; il n'y a pas un grain de vieux bled² ».

En 1697, les receveurs généraux s'étonnèrent qu'il y eût tant de sommes à recouvrer dans le Bas-Berry. Dans chaque paroisse de l'élection du Blanc, ils envoyèrent des délégués pour vérifier les recettes des receveurs particuliers³. « Je vous dirai, écrivait de Séraucourt au contrôleur général, que les receveurs gé-

1. Boislisle, tome I, n° 1424.

2. *Le faux-saunage et la misère en Bas-Berry* ; par H. Chrétien, in *Revue du Centre*, tome IX, p. 451.

3. *La misère en Bas-Berry*, par E. Hubert, in *Revue du Centre* tome VII, p. 214.

néraux, étonnés des sommes considérables qui sont dues dans l'élection du Blanc, firent vérifier, il y a sept ou huit mois, dans chaque paroisse, par gens qu'ils envoyèrent exprès, les estats de recette et restes que les receveurs particuliers leur avoient donnés. Je les chargeay de vérifier, en mesme temps, ceux qu'ils m'avoient donnés sur la capitation, et ils se trouvèrent sincères, ce qui suffit pour faire voir qu'il y a au moins de la bonne foy dans leur conduite et que les deniers du Roy sont en sûreté. Mais je ne puis vous dissimuler que ces gens, après avoir visité toutes les paroisses de cette élection, me parurent étonnés de la misère qu'ils avoient trouvée dans la plus grande partie, surtout dans celles qui sont du costé du Limousin¹ ».

On continua à ouvrir des ateliers de charité; en 1695, de Séraucourt faisait employer 400 pauvres aux travaux des routes². L'élection du Blanc fut la plus éprouvée du Berry. Le commissaire départi usa de tous les moyens pour y faire recouvrer les impôts. En octobre 1698, il envoya des archers de la maréchaussée, avec l'ordre de « travailler » à faire rentrer les impositions de la ville du Blanc³. Mais il n'avait recours qu'en dernier lieu à de pareilles mesures de contrainte. Constamment il donna ses soins aux ateliers de charité. Il s'en occupa avec zèle, s'efforçant,

1. Boislisle, tome I, n° 1623.

2. Boislisle, tome I, p. 46.

3. *Le faux-saunage et la misère en Bas-Berry*, par H. Chrétien, in *Revue du Centre*, tome IX, p. 453.

jusqu'à la fin, d'en établir de nouveaux. Ses lettres au contrôleur-général, notamment celles de janvier 1699, en sont des preuves.

Dans la campagne si misérable, le brigandage sévissait, s'aggravait au point de devenir inquiétant en 1691, et la sécurité était très incertaine. La contrebande du sel était pratiquée presque ouvertement. Des bandes armées parcouraient le pays, se rencontraient parfois avec les brigades des gabelles et leur livraient des batailles rangées. Les années 1691 et 1692 furent marquées par des affaires de ce genre. Un chef de bande nommée Godet fut capturé ainsi que quelques-uns de ses complices, dont un capitaine de brigade des gabelles qui avait reçu de l'argent des faux-sauniers. On fit leur procès en février et en mars 1691. Six des accusés, convaincus d'attroupement avec armes et chevaux, furent condamnés aux galères pour neuf ans; l'officier des gabelles avait favorisé leur passage moyennant un écu par tête; il ne fut cependant condamné qu'aux galères, bien qu'il eût mérité la peine de mort aux termes mêmes de l'ordonnance. « Ce jugement doit estre cassé, écrivait de Séraucourt, et les juges tenus des dommages et intérêts des parties, mais je ne crois pas qu'il y ayt d'exemple qu'on ayt exposé un accusé une seconde fois à l'incertitude des jugements. Cependant,... si vous jugiez à propos d'en faire un exemple, il semble qu'on pourroit, sans toucher au jugement, dont on ordonneroit l'exécution, quoy qu'il soit nul, comme rendu contre la disposition de l'ordonnance, condam-

ner les juges aux frais du voyage de l'accusé à Marseille, pour dommages et intérêts des parties, ou les interdire pour tel temps qu'il plaira à Sa Majesté¹... »

Cinq autres faux-sauniers, reconnus coupables du meurtre d'un capitaine de brigade, furent condamnés, l'un à la potence, les autres aux galères à vie ou à temps et à l'amende.

D'autres affaires suivirent. Le 1^{er} mai 1692, l'intendant fit informer contre des gentilshommes de l'arrière-ban du Nivernais, qui avaient introduit clandestinement du sel en pays de gabelle. Le 28 septembre suivant, à la requête du fermier général, on poursuivit un commis du grenier à sel d'Issoudun, coupable d'avoir enlevé treize poches de sel du grenier¹.

En décembre 1695, de Séraucourt rendit compte au contrôleur-général d'un combat livré par les brigades des gabelles à une bande de faux-sauniers et de cavaliers du régiment de Vaillac. Les gardes firent le siège d'une métairie où s'étaient retirés les fraudeurs, tuèrent plusieurs cavaliers, mais furent cependant obligés de battre en retraite. A la fin du mois, les cavaliers de ce régiment obtinrent de se retirer, en livrant les faux-sauniers qu'ils accompagnaient, les chevaux, et 56 minots de sel. La ferme générale demanda que les officiers du régiment fussent rendus responsables du délit commis par leurs cavaliers. De Séraucourt régla l'affaire et rendit une ordonnance portant défense aux marchands des salorges de vendre aucun sel aux

1. Boislisle, tome I, n° 1023.

gens de guerre, à peine d'être punis comme fauteurs de faux-saunage ; mais il estimait que la seule mesure utile eût été d'éloigner les troupes des frontières du pays rédimé ¹.

Les populations considéraient les passages de troupes comme un véritable fléau. Pour n'avoir pas à loger les gens de guerre, les indigènes préféraient quelquefois abandonner leurs demeures, et il fallait prendre des mesures pour empêcher l'exode. C'est ainsi que de Séraucourt rendit une ordonnance enjoignant, sous peine de dix livres d'amende, aux habitants de la paroisse de Brécy, qui l'avaient désertée pour n'avoir pas à loger les soldats de passage du régiment d'infanterie des milices de Bourgogne, d'avoir à réintégrer immédiatement leur domicile ².

IV

Chargé de la police dans son département, l'intendant avait à surveiller les protestants. L'Edit de Nantes fut révoqué en 1685 ; l'exercice public du culte réformé se trouvait par suite interdit en France. Le 25 octobre, l'archevêque de Bourges en reçut la notification ; il partit immédiatement pour Sancerre, où de Séraucourt s'était déjà rendu « pour faire abattre les presches ³ ». Les protestants, menacés dans leurs personnes

1. Boislisle, tome I, n° 1482.

2. Archives départementales du Cher, E. 1016.

3. *Journal de Perrot*, par H. Ponroy, in *Antiq. du Centre*, 20^e vol., p. 168.

et leurs biens, se convertirent en masse, mais ils continuèrent en général à pratiquer secrètement leur religion. Le gouvernement de Louis XIV ne cessa pas de les inquiéter, de les traquer. Les intendants eurent à appliquer les mesures de rigueur prescrites. Les dragonnades sont un pénible souvenir de cette époque. Exécuteur des ordres du pouvoir central, de Séraucourt poursuivit impitoyablement les religionnaires. « Informez-vous avec soin, lui écrivait Colbert le 4 juin 1683, ainsy que je vous l'ay écrit, s'il y a quelques officiers ou employés aux recouvrements des deniers du roy qui soyent de la religion prétendue réformée, Sa Majesté n'en voulant souffrir aucun ¹ ».

Le commissaire départi obligea les réformés à remettre les armes qu'ils détenaient. Sancerre, leur ancienne forteresse, fut particulièrement surveillée. « Les nouveaux convertis de Sancerre, écrivait l'intendant le 25 janvier 1689, ayant porté leurs armes au greffe du bailliage, et ces armes ayant esté apportées à Bourges et mises dans l'hostel de ville, M. le Lieutenant de Roy a ordonné que celui qui les a amenées seroit payé de la somme de 15 livres pour la voiture, laquelle luy seroit délivrée par les maire et échevins de la ville de Bourges, sur leurs deniers communs. Cette ordonnance portée au maire, il a esté trouver M. le Lieutenant de Roy, et luy a représenté que, jusques à présent, ils n'ont point d'exemples que l'on ayt employé leurs deniers communs pour les affaires de Sa

1. Bibliothèque nationale, Manuscrits, *Mélanges Clairambault*, vol. 433, fol. 220.

Majesté, qu'il ne leur est pas permis d'employer leurs deniers communs à d'autres usages que ceux auxquels ils sont destinés, que cette somme ne pourroit estre employée dans leurs comptes, et que, par conséquent, elle tourneroit en pure perte pour eux... Il semble... qu'on a pu aussi peu ordonner sur les deniers communs d'une ville que sur les deniers appartenant à un particulier, et, si cette ordonnance estoit autorisée, elle seroit d'une dangereuse conséquence¹... »

En mai 1692, l'intendant écrivait encore au contrôleur-général : « Le sieur de Beaumont de Vilars m'a rendu celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 11 du mois passé. Il n'a encore connoissance d'aucune chose qui se pratique en cette province par les nouveaux convertis; mais, comme il a fait très longtemps profession de la religion prétendue réformée, il espère s'insinuer si bien dans leurs esprits par son adresse, que rien ne lui échappera de leurs assemblées, s'ils en font, ni des autres choses qui concernent le service du Roy. Il dit qu'un peu d'argent comptant est un moyen des plus nécessaires pour réussir dans ses découvertes, et m'a engagé de vous en écrire, en me découvrant la misère où il est réduit² ». Ce personnage, qu'on voulait utiliser comme espion de ses anciens coreligionnaires, fut employé par Louvois, envoyé en Berry et en Languedoc pour découvrir les endroits où se faisait la cène et dénoncer les nouveaux convertis qui y prenaient part. Mais qua-

1. Boislisle, tome I, n° 657,

2. Boislisle, tome I, n° 1077.

torze mois plus tard, il fut arrêté comme suspect par l'intendant de Bâville, et ne put justifier de l'emploi du temps qui s'était écoulé depuis que le contrôleur général lui avait donné sa mission¹.

Nous avons vu² qu'en 1699 de Séraucourt avait fait enlever des enfants des nouveaux convertis pour les soustraire à l'éducation de leurs parents. Ces mesures inhumaines jettent une ombre très attristante sur les dernières années du règne de Louis XIV. Elles ne donnèrent pas les résultats qu'on en attendait; les réformés, odieusement persécutés ne renièrent pas leurs croyances. Beaucoup quittèrent leur patrie, gardant à son encontre une persistante rancune, et portant ailleurs les ressources de leur activité et de leur intelligence. « Depuis la Révocation de l'Edit de Nantes, écrivait de Séraucourt en 1697, dans son mémoire sur la généralité de Bourges, les plus eschauffez sur la Religion ont quitté le Pays, quelques-uns pour aller à Paris où l'on vit avec plus de liberté, et où ils trouvent plus de facilité pour célébrer leurs mariages, et quelques autres, mais en très petit nombre, pour sortir du Royaume. Ceux qui restent ne s'acquittent d'aucuns des devoirs de catholique, mais d'ailleurs ne font aucunes assemblées, et ne donnent aucune prise sur leur conduite... Je ne sçay que deux gentilshommes prétendus réformés qui ayent quitté le Royaume, M. de Loubes de la Gasterine, et M. d'Arambures; le premier par complaisance pour sa femme

1. Boislisle, tome I, n° 1077.

2. Voir supra, page 87.

qui est fort entestée, et l'autre par égarement d'esprit plus que par un motif de religion... ils sont tous deux en Angleterre et leurs bien partagent entre leurs héritiers ».

V

Si l'intendant de Séraucourt s'efforça de remédier à la triste situation des ouvriers pauvres en leur donnant du travail, il s'attacha aussi à développer dans la province le commerce et l'industrie, sources de la richesse publique. Nous savons que Colbert ne cessait d'encourager dans cette voie les commissaires départis et nous avons vu les tentatives faites par les prédécesseurs de l'intendant actuel. « Continuez, lui écrivait le ministre, le 10 juin 1683, d'exécuter ponctuellement tous les poincts contenus en la lettre circulaire que je vous ay escrite concernant la visite de votre généralité, et surtout appliquez-vous à maintenir et augmenter les manufactures, parce qu'il n'y a pas de moyen plus seur pour attirer l'argent dans le royaume et donner le moyen aux peuples de vivre et de payer leurs impositions¹ ».

En juin 1686, l'intendant écrivait que le commerce des bestiaux était le plus considérable (dans l'élection du Blanc), à cause des brandes où ils trouvaient toujours à subsister. Celui du vin profiterait beaucoup de l'exemption des droits de sortie qui avait été accor-

1. *Mélanges Clairambault*, vol. 433.

dée à l'élection. Quant à la fabrication des crépons de couleur, le nombre des métiers était si peu considérable qu'on ne pouvait considérer cela comme une manufacture. Il ajoutait que l'argent venait encore dans le pays, soit par la vente du poisson des étangs, qui se transportait en Poitou et en Limousin, soit par le travail des manœuvres, qui allaient tous les étés à Versailles et qui vivaient assez sobrement pour rapporter une certaine somme à l'entrée de l'hiver¹.

En mai et juin 1687, de Séraucourt rendait compte au contrôleur-général de l'état des élections et lui disait que le prix des bêtes à laine, qui constituait le principal commerce, avait beaucoup descendu depuis que le droit d'entrée sur les moutons d'Allemagne avait été abaissé de 30 à 5 sols². En juillet 1688, il constatait dans un autre rapport, que le rétablissement de l'impôt sur les moutons d'Allemagne avait relevé le commerce des bêtes à laine, et que la diminution du prix ne provenait que de la multiplication de l'espèce. En octobre 1689, il écrivait au contrôleur-général que les biens de la terre avaient souffert partout, mais que les transactions commerciales avaient considérablement augmenté depuis trois ou quatre ans. « Dans l'élection de Châteauroux, écrivait-il, le commerce porte sur les bestiaux, les draps et les serges, dont la fabrication s'est étendue en raison de l'augmentation des troupes, et les fers qui occupent quatre grosses forges³ ». Dans un rapport ultérieur, l'inten-

1. Boislisle, tome I, n° 286.

2. Boislisle, lettre du 7 juin 1687.

3. Boislisle, tome I, n° 761.

dant ajoutait que les officiers de l'élection du Blanc demandaient qu'il fût permis de saisir les bestiaux, ou au moins la cinquième partie des cheptels, pour hâter le paiement de la taille. De Séraucourt discutait l'utilité de cette mesure admise dans plusieurs autres provinces et objectait que les anciennes défenses de saisir avaient favorisé la multiplication des bestiaux dans la province et fait baisser les prix de plus d'un quart, sans compter beaucoup d'autres avantages¹. En octobre 1692, il envoyait de semblables mémoires et insistait sur les inconvénients des saisies de bestiaux, mesures inhumaines, et bien faites pour ruiner le pays.

Colbert avait fait faire des expériences sur le chanvre du Berry. De Séraucourt s'employa auprès des hommes les plus intelligents de la province², les engagea vivement et à maintes reprises, à exploiter une production, qui encouragée et développée, deviendrait une véritable richesse pour la région. « Il est étonnant, disait-il en 1697, dans son mémoire pour le duc de Bourgogne, que personne jusques à présent n'ait entrepris de faire façonner de la toile dans un pays où le chanvre croît en abondance, et où les denrées étant ordinairement à vil prix, il semble que l'on pourroit avoir les ouvriers à très bon marché; j'y ay excité les marchands qui m'ont paru les plus capables d'entreprises en les convainquant d'un profit certain, sans les pouvoir persuader, parce que les fortunes sont fort

1. Boislisle, tome I, n° 761.

2. Raynal : *Histoire du Berry*, tome IV, livre XI, chap. III, p. 338.

petites, et que la moindre perte les ruineroit sans espérance de ressource. Ils conviennent que les chanvres de Berry ne sont recherchés avec tant d'avidité, que parce que ceux qui les emploient y font un profit considérable qu'il seroit très aisé de faire dans le Pays, mais les avances qu'il faudroit faire, et les soins qu'il faudroit se donner pour mettre une telle entreprise en mouvement, et pour s'assurer du débit, leur fait tant de peur, que je n'ay pu y engager personne. Le temps de paix est plus propre que les années dernières pour faire goûter ces propositions, et si il se trouvoit quelque homme d'assez bon esprit pour pouvoir conduire cette entreprise, je prendrais la liberté de proposer à M. de Pontchartrain de luy faire prêter des deniers du Roy, quelque somme sans intérêt pour deux ou trois ans, afin de l'encourager par le profit et quelques autres marques de protection à faire cet établissement, qui seroit utile à cette province, et propre à engager les habitans du Pays dans les entreprises du commerce.»

Châteauroux étoit un gros centre pour l'industrie de la draperie. En 1665, cette ville possédait quarante-cinq manufactures de draps. L'une d'elles étoit très importante. « Il y a, dans la ville de Châteauroux, disoit de Séraucourt dans le mémoire que nous venons de citer, une manufacture de draps des plus considérables du Royaume; elle occupe plus de 10.000 personnes de tous âges et des deux sexes de la ville et aux environs qui travaillent à préparer, filer et employer la laine. La guerre les a extraordinairement employez, tout ce qui s'y fabrique étant à l'usage des cavaliers

et des soldats ». Les laines en question étaient prises dans le pays même où on faisait l'élevage d'une grande quantité de moutons. Malheureusement, les efforts tentés par l'intendant pour développer la culture du chanvre et les industries connexes, n'eurent pas le succès attendu, à cause de la rareté des capitaux.

On pratiquait en Berry le commerce du bois et on utilisait le Cher pour le transport par flottage à bûches perdues. A Issoudun, des sociétés s'étaient formées; elles étaient composées de marchands qui achetaient tout le bois qu'ils pouvaient trouver aux environs, pour le faire façonner en merrains et jeter à l'eau; on le ramassait à Vierzon où le Cher était navigable et de là on le dirigeait sur les vignobles du val de Loire où il était débité. De Séraucourt constate cette pratique et la mentionne comme étant d'un usage courant.

En juillet 1694, l'intendant fut avisé de la découverte d'une mine d'or : « Une personne de mes amis, lui écrivait un sieur Claude Richer, avocat en parlement, m'a assuré avoir découvert une mine d'or... Je vous en donne avis : vous prie de me prescrire vos ordres. Je ferai la dépense de l'ouverture... et me rendrai auprès de vous avec quelques morceaux de mine et je vous en rendrai un compte exact¹... » Le commissaire départi transmit cette lettre au ministre qui la conserva, mais l'affaire n'eut probablement pas de suites, car il n'en est pas resté de traces.

1. Archives nationales, contrôle général des finances, G 7, 126.

De Séraucourt ne négligea pas les arts et métiers. En mai 1692, il régla le prix du rachat des deux offices de chirurgien-juré et de conseiller-médecin à 900 livres¹.

La corporation des boulangers de Bourges se trouvait lourdement imposée, surtout depuis l'établissement d'une taxe récente. Deux assemblées furent tenues ; la deuxième reconnut en 1694 que la communauté, étant déjà accablée de rentes en retard, ne pouvait rien payer et elle déclara s'en remettre à la grâce de Dieu. Cependant, après une démarche faite auprès de l'intendant, celui-ci avait consenti à suspendre pendant trois mois la levée de la taxe, pourvu que la moitié en fût payée d'abord². Nous ne pouvons pas dire si, par la suite, les boulangers obtinrent d'être complètement déchargés.

En 1695, des ordres avaient été donnés pour exempter de la contribution les personnes comprises dans la taxe des arts et métiers, ou pour réduire la cote de celles, qui vivant noblement, justifiaient néanmoins d'une association commerciale³. Le recouvrement des taxes sur les arts et métiers donna souvent lieu à des difficultés et s'effectua parfois avec peine. Les redevables résistaient par tous les moyens. On était obligé d'employer des mesures de contrainte de toutes sortes, de faire vendre leurs meubles, de mettre chez eux des gens de guerre en garnison. C'est ce qui se

1. *Hist. des corporations d'arts et confréries d'arts et métiers de Bourges*, par H. Boyer, in Société historique du Cher, 24^e vol., p. 105.

2. Archives départementales du Cher, E. 1945.

3. Boislisle, tome I, n^o 1525 à la note.

passa à Issoudun en 1696. Dans ses rapports, de Séraucourt mit le contrôleur général au courant des événements en ces termes : « J'ay eu l'honneur de vous rendre compte très souvent de ce qui s'est fait à Issoudun au sujet des arts-et-métiers. Vous savez que, la première diminution déduite, ils ont dû payer la somme de 11.507 livres ; que, les garnisons des huissiers ni les saisies des meubles et marchandises n'ayant presque rien produit, il y fut envoyé au mois de mars 1696, une compagnie de cavalerie, dont les cavaliers furent mis en garnison chez les redevables, qu'il a encore esté envoyé d'autres cavaliers en garnison chez eux, au mois de mars dernier, et que l'on a fait tout ce qui paroissoit possible pour tirer cette somme. Cependant, on n'en a tiré que 8.229 livres et pour la faire sortir, on a fait pour 5.170 livres de frais, en sorte qu'il est encore dû, tant en frais que principal, la somme de 8.448 livres. Mon intention estoit de leur faire une forte diminution, sur les 30.000 livres que vous avez accordées ; mais il ne m'a pas esté possible d'entrer en conférence avec les marchands. Ils m'ont seulement fait représenter que tous ceux qui avoient eu des marchandises ou des meubles avoient payé leurs taxes sans aucune diminution ; que ce qui restoit à payer estoit dû par des gens qui n'avoient rien et dont les cavaliers ni les huissiers n'avoient pu rien tirer ; qu'ils me conjuroient de décharger ceux qui avoient payé leur taxe, et qu'ils ne venoient point à mon ordre parce qu'ils estoient tous hors de la ville, sous différents prétextes. Pour les

faire avancer, j'ay ordonné qu'on saisiroit les marchandises et effets de quatre marchands des plus considérables, non pas que je croye que vostre intention soit que je leur fisse payer le tout, mais pour obliger les autres à venir à composition, et l'on m'a assuré qu'ils viendroient me trouver, aussitost mon retour à Bourges¹... »

VI

En ce qui concerne l'administration des finances, la besogne confiée aux soins de l'intendant fut considérable. On peut en juger par l'abondance de la correspondance échangée avec le ministre, et nous ne pouvons la passer sous silence, car elle fait connaître les principales mesures prises par de Séraucourt, particulièrement pour la taille et l'impôt du sel. Ces impositions étaient lourdes, suscitaient des plaintes multiples, et une surveillance continuelle devait être exercée sur les fonctionnaires chargés de lever les taxes. Des difficultés surgissaient à tout instant à propos des aides et le commissaire départi recevait sans cesse des réclamations des fermiers et des contribuables

En 1683, de Séraucourt eut à vérifier les impositions de toutes les élections de sa généralité. Colbert lui envoya à cet effet, le 14 août 1683, la carte faite par son prédécesseur Poncet, en lui disant : « Comme

1. Boislisle, tome I, n° 1623.

l'un des principaux travaux que le Roy ayt recom-mandé à MM. les Intendans commissaires départis dans les provinces a esté celuy de l'arrondissement des élections, pour le soulagement des peuples, qui sont souvent obligés d'aller bien loin porter leurs deniers et chercher la justice, lorsqu'ils ont un siège d'élection beaucoup plus proche duquel ils ne dépendent pas; et comme M. Poncet prétend avoir fait ce travail et que je doute fort qu'il l'ayt fait avec l'exac-titude qui est nécessaire et que le Roy désire, je vous envoie la carte qu'il en a faite, afin que vous puissiez l'examiner vous-mesme en faisant l'imposi-tion de toutes les élections de vostre généralité pour l'année prochaine, et que, dans tous les lieux où vous ne pouvez pas faire cette vérification avec l'exactitude qui est nécessaire, vous en puissiez confier le soin à des officiers dont vous répondrez. Je vous prie donc de vous appliquer avec un très grand soin à faire en sorte que ce travail soit aussy exact que le Roy le désire, et de bien prendre garde qu'il ne faut omettre aucune paroisse ou hameau de chacune election. Je vous envoie la carte du Berry dont je viens de vous parler, avec les tables que M. Poncet y a jointes¹. »

L'intendant se conforma aux prescriptions de son chef, fit de fréquentes visites dans son département, et adressa de nombreux rapports sur l'état des élec-tions. Des échanges de vues avaient lieu sans cesse avec le contrôleur général. En février 1686, ce der-

1. Bibliothèque nationale, Manuscrits, *Mélanges Clairambault*, vol. 433, fol. 344.

nier lui donnait l'ordre de retirer la taxe d'office mise sur un receveur de l'abbé d'Argenson, en lui disant qu'il était juste de laisser jouir une personne de cette qualité des privilèges que le roi avait bien voulu accorder à la noblesse et au clergé¹. En janvier 1687, il lui notifiait que les communautés ne devaient plus fournir les étapes et que, en attendant la création d'un étapier général, le receveur général devait en faire les fonctions². La question des collecteurs préoccupait l'administration. On avait beaucoup de difficultés à en trouver, car le poste était peu enviable. Chargés de recouvrer les impôts, ils n'y parvenaient pas toujours, et alors étaient tenus responsables sur leurs biens et leurs personnes. On était obligé d'en nommer d'office, et encore fallait-il bien les choisir, d'où les recommandations pressantes du Contrôleur-général qui engageait vivement l'intendant à ne prendre que des collecteurs solvables³. Il importait en outre de veiller à ce que ceux-ci s'acquittassent de leurs fonctions avec honnêteté et de réprimer les malversations. « J'ay trouvé dans les prisons (d'Issoudun), écrivait de Séraucourt en 1697, deux syndics ou collecteurs des deniers de la capitation, qui les ont mangés et qui en conviennent. Je ne doute pas que vostre intention ne soit de les faire punir; mais, les élus n'estant point compétens pour connoistre de cette affaire, je crois qu'il faudroit un arrêt géné-

1. Boislisle, tome I, n° 240.

2. Boislisle, tome I, n° 262 à la note.

3. Boislisle, tome I, n° 336 à la note : lettre du 24 octobre 1686.

ral pour leur en attribuer la juridiction, ou pour la donner aux intendans. J'en ay trouvé quatre autres accusés de la mesme dissipation des deniers de la taille et de la gabelle. Il est de la dernière conséquence d'en faire des exemples, mais les officiers m'ont fait deux difficultés : la première sur la peine à laquelle ils doivent condamner les accusés, n'y ayant point de règlement qui la détermine, et la seconde sur les frais de transport des prisonniers, en cas qu'ils soient condamnés à peine afflictive et qu'ils interjetent appel à la Cour des Aydes¹... »

Les maires et échevins eux aussi se rendaient coupables de concussion. Dès 1683, de Séraucourt en entretenait Colbert, mais le ministre lui conseillait d'agir avec prudence dans ses poursuites : « Je vous enverrai au premier jour, lui écrivait-il, les deux arrests que vous demandez, l'un pour faire le procès aux maires et eschevins détentionnaires des fonds des estapes, et l'autre au nommé Desvignes, collecteur des tailles en 1677; mais vous devez bien prendre garde que les faits ne soient graves et bien prouvez, en sorte que les peuples voyent par la punition effective des preuves certaines de la bonté du roy, et de la justice que Sa Majesté veut qu'il leur soit rendue. Et vous jugerez facilement que si vous entrepreniez des procès criminels qui n'eussent pas de succès, non seulement ils ne seroient d'aucun effet à l'égard des peuples, mais mesme ils seroient en quelque sorte

1. Boislisle, tome I, n° 1623.

contraires aux intentions du roy, qui ne sont jamais de se servir de ces voyes extraordinaires que pour des cas graves. Surtout tenez la main que les estapes soient soigneusement remboursées, et que les maires et eschevins rétentionnaires soient sévèrement punis ¹... »

En 1694, de Séraucourt chargea les maires, dans les grandes villes, et les collecteurs, dans les autres lieux, de faire la levée des sommes imposées pour le rachat des francs-fiefs, du franc-alieu et de l'affranchissement des cens et rentes. Dans le premier cas, il procéda lui-même le plus souvent à la répartition par taxes d'office sur les privilégiés et sur les bourgeois les plus riches; dans le second cas, conformément aux prescriptions relatives à l'abonnement des francs-fiefs et du franc-alieu, il visa à ne point créer de nouveaux collecteurs, dont les poursuites, exercées concurremment avec celles des collecteurs ordinaires, auraient tourmenté les contribuables et nui au recouvrement. « Si j'avois osé prendre la liberté de donner mon avis, écrivait-il au contrôleur-général le 11 mai, il auroit esté d'en charger les receveurs généraux ou les receveurs particuliers des tailles; car, comme ce recouvrement doit estre fait généralement sur toute la généralité, il semble que la remise qui leur seroit accordée ne seroit guère plus forte que la dépense que font les commis qui sont dans les provinces pour ce recouvrement, et il est certain qu'elle seroit bien moindre pour les peuples ². »

1. *Mélanges Clairambault*, vol. 433.

2. Boislisle, tome I, n° 1321.

Divers mouvements se produisirent à l'occasion de cette imposition. De Séraucourt demanda encore, mais inutilement, à mettre le recouvrement entre les mains des receveurs des tailles, à condition de leur laisser la faculté de payer en six termes et de toucher trois deniers de remise, dont deux payables par le traitant et le dernier imputable sur l'excédent de l'imposition. Il fut forcé de décharger les collecteurs des tailles et de faire nommer des collecteurs spéciaux.

L'intendant fit des efforts pour ménager les contribuables, en leur donnant des facilités et en leur octroyant des termes pour le paiement des redevances. On lui fit le reproche de ne pas activer les recouvrements; en mars 1695, il s'en justifia au contrôleur général et lui écrivit : « Il n'est point à craindre que le public s'abuse de l'espérance d'une décharge entière; les garnisons qui sont apposées journellement et les autres poursuites, qui n'ont pas discontinué d'un seul jour, font assez connoître la nécessité qu'il y a de payer. Je dois encore ajouter que le commis préposé à la conduite de cette affaire, qui y est intéressé luy-mesme, ne la laisse point languir, et qu'il est d'une vivacité sur ce recouvrement à laquelle on ne peut rien ajouter sans danger ». Il ajoutait, au mois d'avril suivant : « J'ay fait connoître de nouveau aux juges des justices et aux officiers municipaux des villes de ce département, l'intérêt qu'ils ont de prévenir, ou du moins de réprimer les mouvemens qui pourroient estre faits par les peuples au sujet du recouvrement de toutes sortes de deniers imposés, et je vous

assure qu'ils ne manqueront point à leur devoir¹. »

Le recouvrement de la taille donnait lieu aussi à de nombreuses difficultés. En juin 1686, de Séraucourt citait un procès relatif aux tailles qui mérite d'être signalé. Il s'agissait d'un curé, qui avait voulu faire rayer son frère du rôle, sous prétexte qu'il lui servait de domestique. Les habitants ayant soutenu au contraire, qu'il faisait le commerce de bois, le curé refusa de les recevoir à confesse et les renvoya, soit à d'autres curés très éloignés, soit à un religieux augustin qui leur refusa également l'absolution, de sorte que douze des habitants de la paroisse ne purent faire leurs pâques².

Une affaire pénible se produisit en 1696, à Vareilles, à propos d'une réimposition que les collecteurs ne voulaient pas faire. Envoyant un rapport sur l'état de l'élection du Blanc, de Séraucourt, en juin 1696, la contaît au contrôleur-général en ces termes : « J'ay trouvé, lui écrivait-il, une affaire fascheuse concernant la taille, et qui mérite qu'on y donne attention. En voicy le détail. Un particulier, nommé Frogier de Villeraumbault, commensal de la maison du Roy en qualité de fourrier de la vénerie, fut imposé au rôle des tailles de l'année 1694, dans la paroisse de Vareilles. Il se pourvut en l'élection, où par sentence contradictoire, il a esté ordonné qu'il seroit rayé du rôle des tailles et son taux réimposé, la sentence préalablement visée par l'intendant. Cette sentence

1. Boislisle, tome I, n° 1424.

2. Boislisle, tome I, n° 286.

m'ayant esté rapportée en 1694, en procédant au département de la taille de l'année 1695, j'ay ordonné au bas de la commission, la réimposition de la somme portée par la dite sentence. Cependant cette somme n'a point esté réimposée, et les collecteurs de 1695 ayant porté leur rôle à un élu du Blanc, il le vérifia aussitost; mais, ayant fait attention sur le mandement au bas duquel cette réimposition estoit ordonnée, il barra sa vérification et en mit au bas la raison. Les collecteurs, opiniastres à ne point faire cette réimposition, partirent quelque temps après pour aller aux environs de Paris travailler de leur métier de mâçons, sans songer davantage à leur rôle. A leur retour, le receveur des tailles les fit emprisonner; mais ils s'évadèrent des prisons et se sont toujours cachés depuis. Il a fait décerner des contraintes contre des principaux habitans, qui ont esté aussy emprisonnés, mais qui ont aussy trouvé le moyen de s'évader des prisons.

« Le receveur des tailles ne me parla de cette affaire qu'au mois d'octobre dernier; je manday aussitost le syndic et deux des principaux habitans, à qui je représentay les frais que cette conduite opiniastre attireroit sur leur paroisse. Je leur dis qu'il y avoit deux partis à prendre dans leur affaire : l'un, de se pourvoir par appel contre la sentence des élus, s'ils avoient de bons moyens pour la faire infirmer et qu'en ce cas, je rayerois la réimposition ordonnée au bas du mandement des tailles; et l'autre, d'obéir, et que c'estoit le plus court, parce que j'avois vu les provisions

du sieur de Villersbault, qui m'avoient paru en bonne forme. Ils me promirent d'obéir incessamment, et que les collecteurs ne manqueroient pas de rapporter au plus tost leur rôle pour estre vérifié. Cependant cela n'a point esté exécuté, le rôle est encore en mesme estat et le receveur des tailles n'a encore rien regu de cette paroisse sur la taille de 1695, qui est de 2.270 livres. Depuis ce temps-là, il ne m'a pas esté possible de voir un seul habitant de cette paroisse, quoyque je les aye mandés plusieurs fois. Les élus ont décerné des contraintes contre plusieurs; il n'a pas esté possible de les prendre. Le prévost des mareschaux a esté chargé de les chercher; il n'a pu trouver aucun homme dans le village, mais seulement des femmes, qui prennent soin des bestiaux. »

Par suite, l'intendant autorisa le receveur des tailles à saisir les bestiaux; mais dès le lendemain, les habitants enfoncèrent la porte de la grange et emmenèrent une partie des animaux qui y avoient été enfermés. Les élus décrétèrent les coupables de prise de corps, mais les hommes s'enfuirent et se cachèrent. Ordre fut alors donné au receveur de faire saisir les fruits pendants par les racines, pour amener par cette rigueur le pays à se soumettre. « J'ay cru par là semer la terreur dans cette paroisse, écrivit l'intendant et qu'il n'y avoit point d'autre moyen de réduire les habitans à l'obéissance; mais, si cette saisie est suivie à la rigueur, et si les blés sont enlevés, il est sûr que les habitans iront chercher à subsister ailleurs, et il est à craindre que la plus grande partie

ne se perde, ce qui seroit suivi d'une diminution très notable dans cette paroisse. Cet inconvénient paroitra peut-estre assez considérable pour m'ordonner d'abandonner cette saisie, sauf à poursuivre les particuliers, qui ne seront pas toujours si bien cachés qu'on ne les trouve... Je souhaiterois, voyant les suites qu'a eues cette affaire, que l'élu eust esté moins exact, et qu'il eust rendu le rôle des collecteurs vérifié en l'estat qu'ils luy ont présenté, en les avertissant seulement que faute d'avoir imposé la somme ordonnée, ils en seroient tenus en leur propre et privé nom... »

Sur l'ordre réitéré de nommer de nouveaux collecteurs, les habitants persistèrent dans leur refus et portèrent la cause en Cour des Aides. Un des trois principaux fauteurs fut enfin arrêté et traduit devant les magistrats; il récusâ le juge qui menait l'instruction, comme parent du receveur des tailles, qu'il disoit être partie civile, et il en appela également à la Cour des Aides; mais de Séraucourt obtint de se faire renvoyer l'affaire et de la juger au présidial de Bourges¹. A cette dernière date, les habitants de Vareilles refusaient encore d'exécuter l'ordonnance, les collecteurs étaient à Paris, à la suite de la Cour des Aides, les blés avaient été mis dans les granges sous la garde de commissaires et le seul habitant retenu en prison y devait rester jusqu'à l'entier paiement de la taille de 1695.

Une autre communauté celle de Luzeret s'étant

1. Lettres des 8 et 29 juillet, et du 14 octobre 1696.

soulevée contre un huissier et l'ayant battu, le présidial de Bourges condamna les coupables à l'amende et à des dommages-intérêts et la peine de mort fut prononcée, par contumace contre deux accusés qui s'étaient évadés. En outre, les cloches de la paroisse furent dépendues et durent rester à terre pendant trois mois¹.

L'impôt du sel lui aussi était perçu avec peine. En 1686, de Séraucourt déclarait que les paroisses sujettes à cet impôt étaient tellement en retard, par suite de l'indulgence, calculée peut-être, des commis, que le recouvrement et la réimposition de ces restes offrieraient beaucoup de difficultés². En 1697, l'intendant disait encore que la réimposition des restes dûs au receveur du grenier à sel d'Issoudun pour les années 1691 à 1694, ne laissait pas que de le préoccuper³.

Les fermiers-généraux, de leur côté, s'étant plaints de ce que le débit des sels ait diminué de moitié en Bourbonnais et en Berry, par suite du commerce qui se faisait publiquement entre les faux-sauniers de ces provinces et les marchands ou regrattiers du pays rédimé, avaient obtenu de la Cour des Aides un arrêt, portant en substance qu'il ne serait plus vendu de sel dans le pays rédimé qu'aux gens reconnus pour habitants de ce pays et que les vendeurs tiendraient registre de toute vente excédant huit livres et des noms et qualités des acheteurs. Plusieurs marchands

1. Boislisle, tome I, n° 1544.

2. Boislisle, tome I, lettre du 7 juin 1687.

3. Boislisle, tome I, n° 1648 à la note.

de Clermont avaient formé opposition à cet arrêt, comme contraire aux privilèges et aux franchises du pays, bien que toutes les anciennes ordonnances eussent restreint le débit libre des sels à la consommation de la province-même¹.

En octobre 1696, de Séraucourt, envoyant au contrôleur-général un mémoire sur l'état de l'élection du Blanc, lui disait : « J'ay reçu une plainte de toute la ville en général, et de quelques marchands en particulier, contre le commis du dépost du sel, de ce qu'il refuse des passavans à des particuliers qui ont toute la vie fait commerce de sel. L'ordonnance de 1680, titre 16, article 7, permet à tous non-domiciliés en pays de gabelles, d'amener du sel en telle quantité que bon leur semblera dans les déposts, pourvu qu'au-paravant ils ayent fait inscrire leur nom et leur demeure au greffe du dépost dans lequel ils entendront mettre le sel, et qu'ils ayent pris du commis du dépost des passavans qui contiendront le lieu de leur demeure, le nom du marais ou salorge où ils le prendront, la quantité qu'ils lèveront et le temps dans lequel ils le feront arriver au dépost, à peine de confiscation du sel et de l'équipage et de 150 livres d'amende pour la première fois, et, en cas de récidive, d'estre punis comme faux-sauniers. Le commis convient que les plaignans ont satisfait à l'ordonnance et qu'il leur a refusé des passavans, parce qu'ils n'ont pas voulu faire leur soumission de mettre dans un cer-

1. Boislisle, tome I, n° 1516 à la note.

tain temps une certaine quantité de sel dans le dépost. Pour me faire entendre sa raison, il m'a dit qu'il y a des temps dans lesquels les chemins estant difficiles, le prix du sel augmenteroit considérablement, si on estoit obligé d'en faire venir dans ces temps-là; que, pour obvier à cet inconvénient, quatre particuliers se sont engagés d'en fournir dans le dépost chacun une certaine quantité suffisante pour l'hiver entier, afin d'estre en estat de le donner toujours pour le mesme prix, ce qui a esté confirmé par une sentence des juges du dépost, laquelle néanmoins ne m'a pas esté représentée. Si les juges du dépost ont rendu cette sentence, il est sûr qu'ils ont jugé contre l'esprit de l'ordonnance de 1680, qui s'explique très nettement sur la liberté de ce commerce, et les suites en sont que le prix du sel est augmenté de plus du double depuis cette société, par le témoignage de tout le monde, et par l'aveu mesme du commis. Je luy ay ordonné d'exécuter ponctuellement l'ordonnance, et je dois me donner l'honneur de vous dire qu'il y a lieu de le soupçonner d'estre de part avec ces quatre particuliers, qui ont voulu s'attirer cette fourniture à l'exclusion de tous autres¹... »

En ce qui concerne les droits d'aides, les difficultés ne manquaient pas non plus. Les prétentions des fermiers se heurtaient à la résistance des habitants des paroisses, comme à Baugy. De Séraucourt en avait entretenu le contrôleur-général et celui-ci lui répondait

1. Boislisle, tome I, n° 1565.

en février 1596 : « J'ay vu ce que vous me mandez touchant la prétention du fermier des aydes pour la levée du droit annuel sur les habitans de Baugy. Il n'y a pas de difficulté à les décharger des arrérages du passé, en rendant commun avec eux l'arrest du 22 juin dernier rendu entre le fermier et les habitans de la ville de Bourges. Pour ce qui est de l'avenir, les habitans de Baugy qui ne vendent pas jusqu'à deux ou trois poingons de vin par an prétendroient ne payer que la moitié du droit annuel, parce que ceux qui en vendent moins ne trouvent pas dans la vente de quoy payer le droit entier. Ils prétendent mesme que cela produiroit quelque avantage au fermier, en ce que, au lieu qu'en payant seulement la moitié du droit, il y aura toujours cinquante paysans qui vendront chacun un poingon de vin, il ne s'en trouvera pas cinq ou six qui vendent, si on les oblige à payer le droit en entier. Mais tout cela est un accommodement que vous pouvez ménager avec le fermier, que l'on ne peut pas dans le fond, obliger à se désister de la levée d'un droit qui luy est acquis par l'ordonnance¹. »

A La Châtre², le fermier des aides réclamait le droit sur les vins fabriqués par les habitans du pays privilégié avec le produit des vignes situées en dehors de ce même pays. Le contrôleur-général avait écrit

1. Boislisle, tome I, n° 234.

2. Léon Tixier du Gluseau, qui devint beau père de M. de Villaines, dont la famille est bien connue dans la région, était subdélégué de l'intendant, à la fin du xvii^e siècle, à la subdélégation de La Châtre (Duguet ; *Histoire d'une petite ville qui n'a pas d'histoire*, p. 201).

à de Séraucourt, le 3 avril 1686, que le roi renvoyait les parties devant le juge ordinaire, mais qu'il désapprouvait les façons d'agir de l'intendant, et que, s'il était juste de réprimer les vexations des fermiers, cela ne se devait faire qu'avec ménagement, pour ne pas achever de les discréditer¹.

A Bourges, en 1687, c'étaient le maire et les échevins de la ville qui demandaient justice contre le sous-fermier des aides et de Séraucourt, le 17 avril, exposait l'affaire au contrôleur-général en ces termes : « Je n'ay pas trouvé qu'il (le sous-fermier) ayt perçu d'autres droits que ceux qui luy sont accordés par son bail, mais il est certain qu'il s'est attiré l'exécration de tout le peuple par deux raisons : l'une, pour avoir établi dans cette province le droit annuel, qui y est plus à charge que dans les autres, parce qu'il y a quantité de vigneronns qui tiennent des vignes à ferme, dont le profit souvent n'est pas plus fort que les huit livres qu'ils doivent payer; l'autre raison est la dureté avec laquelle il lève ses droits que l'on peut dire estre extrême, employant les plus malhonnestes gens qu'il peut dans son recouvrement, qui ne cherchent que les occasions de faire des procès-verbaux. Ces manières ont esté d'autant plus désagréables dans cette ville, que ses associés aux aydes dans cette généralité, avec lesquels il a partagé les élections, n'en usent pas si durement dans leurs départemens, et n'exigent point le droit annuel de ceux

1. Boislisle, tome I, n° 304 à la note.

qui vendent en détail, quand la vente n'excède pas trois muids. Il dit à cela qu'ils sont dans des petites villes, où peu de gens vendant vin, ils n'en tireroient que peu de profit, mais que, dans la ville de Bourges, ce droit est trop considérable pour estre relasché. Il n'en use pas plus doucement dans le plat pays, où il le fait payer depuis la première année de son bail jusques à présent¹. »

Le contrôleur-général répondit à l'intendant le 29 mai et le 10 juillet suivants que le droit annuel, conformément à la déclaration de 1684, ne devait se lever que sur les particuliers qui vendaient le vin en gros au-dessus de trois muids, et que le sous-fermier devait renoncer à l'arriéré, s'il y en avait, et surtout agir avec moins de dureté. « Du reste, ajoutait-il, il n'y a pas lieu de rendre une ordonnance publique². »

Les populations, mécontentes des charges qui les accablaient, supportaient mal le zèle des commis des fermiers et se livraient parfois à des violences contre eux. Ceux-ci se plaignirent et le gouvernement s'émut. C'est ainsi que le 13 août 1688, le contrôleur-général écrivit à de Séraucourt : « Je vous envoie un mémoire que les fermiers des aydes de Berry et Bourbonnois m'ont donné, afin que vous interposiez vos soins et vostre autorité pour leur faire rendre promptement justice sur toutes les violences qui

1. Boislisle, tome I, n° 396.

2. Boislisle, tome I, n° 396 à la note.

s'exercent depuis quelque temps contre leurs commis. L'esprit de sédition semble s'augmenter tous les jours parmy les peuples des deux provinces, et il est important de le réprimer dans son commencement, tant pour soutenir les droits du Roy, que pour éviter de plus grands exemples de sévérité, qui deviendroient assurément nécessaires, si cela s'augmentoît. Vous devez, pour cet effet, vous faire informer, sans perte de temps, de l'estat présent de chacune de ces affaires, obliger les procureurs du Roy des élections et autres qui sont chargés de les poursuivre de vous rendre compte jour par jour des procédures qu'ils font, aller le plus souvent que vous pourrez examiner par vous-mesme s'ils ne prévariquent point dans leurs fonctions, et enfin leur faire sentir que vous avez toujours les yeux ouverts sur leur conduite pour en rendre compte au Roy. C'est là le véritable moyen de contenir dans le devoir les redevables des droits du Roy et les juges mesmes. Je vous prie aussy de m'écrire un peu en détail sur tous les faits contenus en ce mémoire, estant bien ayse d'en rendre compte au Roy¹.» L'intendant s'informa, et dès la fin du mois, put renseigner le contrôleur-général par un rapport circonstancié².

VII

En ce qui concerne l'administration de la justice, de Séraucourt eut à remédier à un désordre extrême

1. Boislisle, tome I, n° 609

2. Rapport de de Séraucourt du 24 août 1688.

et il s'appliqua à faire exécuter les réglemens. « Telle diligence qu'on apporte pour leur faire exécuter les réglemens, disait-il, on peut dire qu'ils ne vont jamais au siège qu'en intention de favoriser leurs amis ou nuire à leurs ennemis¹. » Il rendit compte, dans ses rapports, de l'examen des registres d'audience et des jugemens des juridictions subalternes, indiquant les divers abus qu'il avait remarqués.

Jugeant avec un présidial, était-il obligé de faire figurer dans le texte de l'arrêt, à côté de son nom, ceux des membres de la juridiction? La question fut soulevée, et le chancelier lui fit connaître que les officiers du présidial avaient le droit d'être nommés dans le dispositif du jugement après l'intendant. « Ces officiers, lui écrivait-il, ont raison de prétendre d'estre mis après vous à la teste des jugemens que vous rendez avec eux, quand par les arrêts ou les commissions il est dit que vous jugerés en un présidial, quand mesme le présidial où vous jugés n'y serait pas employé nominative, et que vous auriés la liberté de choisir d'entre les présidiaux de vostre département, parce que dès lors que vous estes obligé de juger dans l'un de ces sièges, les officiers qui les composent sont juges délégués comme vous, ce qui ne doit pas estre de mesme quand par les arrêts ou commissions on vous commet, pour juger avec le nombre des gradués requis, estant lors de vostre liberté de vous faire assister de qui bon vous semble, et quand ce seroit

1. Boislisle, tome I, n° 70.

des officiers du présidial, ils n'ont pas droit de prétendre d'estre nommés à la teste, mais seulement dans le dispositif¹. »

En 1694, le présidial de Bourges fut l'objet d'une sanction de la part de de Séraucourt. Les membres de cette juridiction avaient refusé de recevoir le premier huissier audencier nouvellement créé. Ils avaient même suspendu l'exercice de la justice, suscité des mouvements populaires, et répandu dans le public une requête au roi injurieuse pour les traitants. L'intendant fit aussitôt informer judiciairement contre le présidial et envoya l'information au contrôleur-général².

Dans le même temps, il fut choisi comme arbitre dans un compromis intervenu entre les Bénédictins de Saint-Sulpice et la mairie de Bourges, au sujet des droits de visite et du régime des fossés de la ville dans l'étendue de la justice de l'abbaye³.

VIII

Le fonctionnement de la poste souleva des plaintes de la part des habitants de Châteauroux, et en 1696, de Séraucourt en fit part au contrôleur général. Le fermier des postes surtaxait le port des lettres pour Paris, qui aurait dû être, suivant le tarif de 1676, de trois sols pour la lettre simple, quatre sols pour la

1. Bibl. Nat. fds. français, 10.985, 29 mars 1684.

2. Boislisle, tome I, n° 1356.

3. Arch. civiles départ. du Cher, notaires de Bourges, E, 1837.

lettre avec enveloppe, cinq sols pour la double lettre, et neuf sols par once pour les paquets. Le fermier donnait pour prétexte que la ville de Châteauroux n'était pas nommée dans le tarif, et que par conséquent elle devait être comprise dans la classe des villes situées à plus de soixante lieues (elle est à soixante-deux lieues de Paris). Mais l'intendant fit remarquer que le Berry, sinon la ville même de Châteauroux, était expressément désigné dans le tarif, et que l'usage précédemment observé était une raison suffisante pour que le fermier se conformât à la taxe ¹.

En mars 1698, M. de Pomponne, surintendant des postes, proposa un changement avantageux dans l'itinéraire de la poste de Paris à Toulouse entre Romorantin et Levroux. Mais pour cela, on se trouvait dans la nécessité d'effectuer quelques travaux, et l'intendant demanda au contrôleur général l'autorisation d'en imputer la dépense, soit sur l'état des ponts-et-chaussées, soit sur celui des turcies et levées. Il exposa en même temps qu'on avait passé l'adjudication des réparations à faire à la maison du Roi de Bourges, et que le receveur des domaines n'ayant point de fonds entre les mains, on serait également obligé de rejeter cette dépense sur l'état des ponts-et-chaussées ².

L'intendant avait à passer des marchés de fournitures, et il traitait parfois au nom des communautés. En février 1692, le contrôleur-général lui reprocha d'avoir conclu un pareil contrat et l'engagea à le

1. Boislisle, tome I, n° 1.527.

2. Boislisle, tome I, n° 1.708.

rompre ; il l'invita en outre à laisser aux communautés, si les receveurs ne s'en chargeaient, le soin de faire les fournitures. Au mois d'avril suivant, il lui recommanda de favoriser ce dernier expédient¹.

En 1683, de Séraucourt avait donné à l'entreprise un pavage à faire aux environs de Bourges. Cette besogne avait été confiée à trois paveurs qui passèrent un traité d'association d'après lequel les profits du travail à exécuter devaient se partager par tiers également entre les associés².

Pendant son séjour à Bourges, l'intendant eut à s'occuper des rentes viagères sur l'hôtel de ville de Paris, créées par un édit sur l'application duquel il eut à donner son avis. En décembre 1689, il écrivit au contrôleur général à ce sujet : « J'ay reçu l'édit que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer, pour la création des rentes viagères sur l'hostel de ville, que l'on appelle la Tontine royale. J'aurois peine à vous expliquer l'applaudissement qu'on luy donne dans cette province, tant pour l'invention, (chacun présumant qu'il vivra plus que les autres et espérant par là parvenir à une grande fortune), que par la sagesse avec laquelle tous les cas qui peuvent tomber dans l'imagination ont esté prévus. L'empressement avec lequel tout le monde y portera ce qu'il a d'argent vous le persuadera bien mieux que tout ce que je pourrois vous dire. Je prendray la liberté de faire deux réflexions sur cet édit : la première,

1. Boislisle, tome I, n° 1.133 à la note.

2. Arch. civiles départ. du Cher, E. 1887.

que plusieurs personnes souhaitent avoir intérêt en plusieurs classes, et comme ils ne peuvent y entrer sous leur nom, ils voudroient qu'il leur fust loisible d'y mettre sous le nom de telle personne qu'ils voudroient choisir, en se mettant dans la classe où elle devoit estre et en courant le risque de perdre sa rente par la mort de cette personne, et d'augmenter son revenu tant qu'elle vivra. La seule avidité du gain faisant naistre cette envie, on choisiroit sans doute des gens de la treizième ou quatorzième classe, afin de voir bientôt augmenter son revenu ; et ainsy, il semble qu'il seroit avantageux pour le Roy d'en accorder la liberté ; mais il faudroit pour cet effet déroger à l'article 7 de l'édit, qui y est contraire. L'autre est que, si l'on établissoit dans les capitales des provinces, des bureaux pour y recevoir de l'argent et y passer les contrats, plusieurs personnes qui ont peu de bien et qui n'ont pas assez d'habitudes à Paris pour y adresser leur argent et leurs pièces, seroient attirées par cette facilité, qui, à ce que je crois, ne seroit pas inutile.¹ » Au mois d'avril suivant, de Séraucourt envoya au contrôleur-général un état contenant le relevé des villes qui possédaient des hostels de ville et donnant le montant de leurs revenus patrimoniaux ou de leurs octrois².

Il eut aussi à régler le fonctionnement des assemblées d'habitants dans les villes, pour les affaires communes, ainsi, à la fin du xvii^e siècle, à une date

1. Boislisle, tome I, n° 820.

2. Boislisle, tome I, n° 792 à la note.

que nous ne pouvons préciser, un sieur Nicolas Bouillet du Breuzet, procureur du Roi à Vierzon, avait adressé à l'intendant une requête relative à l'élection de représentants des habitants chargés de s'occuper des affaires communes. « Il a toujours été d'usage dans les villes, y lisait-on, d'élire un certain nombre d'habitants pour délibérer des affaires communes... cet usage a été suivi à Vierzon plusieurs années... et interrompu dans les dernières années par la misère des temps... Il vous plaira, ordonner qu'il sera incessamment fait une assemblée générale des habitants de Vierzon, dans laquelle il sera choisi vingt-quatre habitants... pour assister à toutes les assemblées qui seront tenues pour les affaires communes, y nommer des échevins... et y délibérer... Il vous plaira ordonner que ceux qui seront choisis en la présente assemblée, demeureront pour l'année précédente et la prochaine et que, dans la suite, il sera procédé, par chacun an... à la dicte élection pour ceux qui seront nommés assister aux assemblées, délibérer... » L'intendant fit droit à cette requête et ordonna au maire et aux échevins de Vierzon de convoquer une assemblée générale des habitants, afin d'élire vingt-quatre d'entre eux.

Le 8 septembre 1689, dans le même ordre d'idées, il fit une ordonnance décidant qu'à l'avenir il n'y aurait plus à Vierzon d'assemblées générales, et qu'elles seraient remplacées par une assemblée de quarante notables élus par les habitants¹. Nous

1. *Etude sur les communautés d'habitants dans la province du Berry*, par Maurice Clément, in *Revue du Centre*, tome XIII, p. 465.

croyons utile de reproduire ici le texte de cette ordonnance : « Louis, François Dey, chevalier, seigneur de Séraucourt, intendant de justice, police et finances en la généralité de Bourges, sur ce qui nous a été représenté que la ville de Vierzon est très nombreuse en habitants et que lorsqu'il s'y fait des assemblées pour délibérer et prendre des résolutions sur les affaires communes, il arrive le plus souvent qu'elles sont remplies de gens qui par cabale, sollicités ou autrement, font toujours naître des difficultés qui rompent les dites assemblées sans qu'on n'y ait rien réglé ni décidé sur les affaires qui sont mises en délibération, ce qui est très préjudiciable aux affaires de la ville et n'est uniquement causé que par la trop grande multitude des habitants qui se trouvent dans les dites assemblées, dont la plus part n'agissent que par ce qui leur est inspiré par quelques-uns des principaux habitants, à quoi estant nécessaire de pourvoir, nous ordonnons qu'à l'avenir et le jour auquel les assemblées nécessaires pour les affaires communes de la ville seront convoquées et indiquées par les échevins de la dite ville, les dits habitants seront tenus de s'y trouver au nombre de quarante seulement, lorsqu'ils seront nommés par les habitants de chaque quartier, savoir : dix des plus notables pour les habitants du quartier de la Porte-au-Bœuf; dix autres pour ceux du quartier de la Porte de la Rivière; dix autres pour ceux du quartier de la Porte-des-Ponts auquel est compris le faubourg et les dix autres pour ceux du quartier de la Porte-du-Dégoust et qu'à

cet effet les habitants s'assembleront chacun dans leurs quartiers dans les dits trois jours pour procéder à la dite nomination des dits notables, lesquels seront obligés de se présenter ès dites assemblées qui seront faites dans l'endroit où elles ont coutume d'être tenues et par devant ceux qui doivent y présider, etc¹... »

Enfin, de Séraucourt s'occupa de l'hôtel de Jacques-Cœur à Bourges et des pièces historiques que contenait l'édifice. Colbert avait recommandé aux intendants de rechercher les savants capables d'écrire l'histoire des provinces. En juin 1683, il pria l'intendant du Berry de rassembler les documents contenus dans la maison de l'argentier de Charles VII, de les examiner, d'en faire dresser l'inventaire et de lui indiquer ce qui pourrait y trouver de plus intéressant². « J'apprends, lui écrivit le ministre, par vostre lettre du 29 du passé, ce que vous avez fait concernant les papiers qui se sont trouvés dans l'hostel de Jacques Cœur. Aussytost qu'il y aura quelque extrait fait de ces papiers, vous me ferez plaisir de me l'envoyer, afin que je voye s'ils peuvent estre de quelque utilité, auparavant que d'achever de les diviser et d'en faire un inventaire; et aussytost que vous aurez fait faire celui des papiers de la maison de l'Aubépine, je vous prie de me l'envoyer³ ». Cette pièce fut expédiée par l'intendant et Colbert lui écrivit quelques

1. *Etude sur les communautés d'habitants dans la province du Berry*, par Maurice Clément, in *Revue du Centre*, tome XIII, p. 465.

2. Clément, *Hist. de Colbert et de son administration*, tome II, chapitre XXVII, p. 265.

3. Bibl. Nat. *Mélanges Clairambault*, vol. 433, fol. 220.

jours après : « Il me semble que ce n'est pas un inventaire général; mais vous le pouvez remettre entre les mains du sieur Becuau, avec tous les titres de cette maison dont il peut estre chargé, pour en disposer suivant les ordres qu'il recevra de ceux à qui ils appartiennent. Pour ce qui est des papiers concernant les charges de secrétaires d'état que MM. de l'Aubépine ont exercées, je vous prie d'en faire continuer l'inventaire et de me les envoyer à mesure qu'ils seront faits. Je suis bien aise de vous dire sur ce sujet que Mme la Duchesse de Saint-Simon m'a dit que vous faisiez faire ces inventaires par des notaires, ce que je ne puis croire. Ne laissez pas de me faire sçavoir par qui vous les faites faire et de quelle façon ¹ ».

Au mois d'avril suivant, Colbert reçut un mémoire d'un nommé Toubeau, de Bourges, qui mettait à sa disposition douze ou quinze tomes de papiers originaux. Le ministre pria de Séraucourt de s'informer de l'endroit où se trouvaient ces papiers, de les examiner, et, au cas où cela en vaudrait la peine, de commettre quelqu'un pour les démêler et voir ceux qui pouvaient être de quelque utilité ou curiosité pour le public ².

IX

Nous ne pouvons terminer cette étude sur l'intendant de Séraucourt, sans rappeler le mémoire qu'il dressa sur la généralité de Bourges en 1697, et dont

1. Bibl. Nat., *Mélanges Clairambault*, vol. 433, fol. 221.

2. Bibl. Nat., *Mélanges Clairambault*, vol. 433, fol. 128.

nous avons déjà cité quelques passages. Voici en quelles circonstances ce travail lui fut demandé. Le Duc de Bourgogne, désirant connaître le pays qu'il aurait eu à administrer s'il n'était pas mort prématurément, pria les intendants de lui adresser des mémoires exacts sur leurs généralités. Il leur fit parvenir en 1697¹ des instructions détaillées qui étaient intitulées : « Le mémoire que Sa Majesté a ordonné être envoyé à MM. les Maîtres des Requêtes, commissaires départis dans les provinces ». Les intendants étaient invités à dresser des cartes détaillées de leurs généralités, à donner des renseignements sur tout ce qui pouvait concerner l'état ecclésiastique et notamment sur la valeur des évêques et archevêques, sur celle des gouverneurs généraux. On leur demandait des indications sur la noblesse des provinces, l'armée, la magistrature et les juridictions, la répartition des impositions, le caractère des habitants, l'agriculture, l'industrie, le commerce et la marine. Les intendants se mirent à l'œuvre, mais ils ne se conformèrent qu'imparfaitement au plan qui leur avait été tracé et un grand nombre des questions restèrent sans réponses.

De Séraucourt n'échappe pas à ces critiques, comme nous allons le voir. Il débute dans son mémoire par quelques considérations géographiques et historiques ; aucune carte n'est produite. Il aborde ensuite l'état ecclésiastique et se garde de dire quoi que ce soit sur l'âge, l'état et la disposition de l'archevêque², ainsi

1. En 1695, d'après Augustin Thierry.

2. Léon Potier de Gesvres était archevêque de Bourges en 1697.

que sur sa vie, ses mœurs, et son crédit dans le pays; il se borne à faire un historique de l'archevêché de Bourges, énumère les abbayes, indique leurs revenus, omet cependant les couvents d'ordres mendiants et les divisions ecclésiastiques, et nomme deux chapitres sur les trente-cinq que comprenait le diocèse. Il termine par quelques considérations sur l'Université de Bourges. Il passe ensuite au gouvernement militaire et à la maréchaussée, donne le nom du gouverneur de la province¹, et parle de l'ancienne citadelle de Bourges appelée la grosse Tour.

En ce qui concerne la justice, il en décrit l'organisation générale dans la province, estime le prix de quelques offices de judicature et passe en revue les principales juridictions. Il mentionne le privilège de noblesse accordé en 1474 par Louis XI aux charges municipales de la ville de Bourges, privilège restreint, en 1666, à la seule dignité de maire. Puis il cite la justice des « Bonnets verts », le Bureau des Finances, l'élection et le grenier à sel. L'intendant ne répond pas aux nombreuses questions posées sur les membres de la magistrature, leur conduite pendant les troubles de la minorité, leur manière de rendre la justice.

De Séraucourt aborde les finances, parle des sept élections de la généralité et fait connaître la composition du Revenu du Roy. Le chiffre de l'imposition des tailles étant de 590.160 livres, il en donne la répartition ainsi que le mécanisme de cet impôt et la juri-

1. Le comte d'Aubigné, frère de Mme de Maintenon.

diction. « Les autres impositions, dit-il, qui ont été faites pour les affaires extraordinaires auxquelles les besoins de l'État ont obligé le Conseil d'avoir recours, ont été si fortes, et si je l'ose dire, si peu proportionnées aux forces de cette province, que telle diligence que les traitans ayent pu faire, et quoy qu'ils ayent mis en usage les poursuites les plus violentes, il est encore deu des sommes très considérables pour des affaires qui devroient être finies il y a deux ou trois ans ». L'intendant s'occupe ensuite de la gabelle, énumère les douze greniers à sel de la généralité, explique leur fonctionnement « La guerre et les maladies, écrit-il, ont enlevé bien des gens, mais la disette de bled et la misère ont fait prendre la hardiesse à beaucoup d'autres de débiter du faux-sel dont il a été fait un versement très considérable dans les années dernières dans le Berry ». De Séraucourt mentionne les peines encourues par les faux-sauniers. Il passe en revue la perception des traites foraines et des aides, les revenus casuels, l'ustensile, l'imposition pour supplément de fourrages, sur laquelle il s'étend particulièrement, ainsi que sur les quartiers d'hiver qui, dit-il, sont « le plus seur moyen de remettre de l'argent dans les provinces ». Dans tout ce qui précède, l'intendant est muet sur les abus déplorables auxquels donnaient lieu ces impositions et ne dit rien de la capitation.

Puis, de Séraucourt étudie les élections de la généralité. Pour celle de Bourges, il fait état du commerce du blé effectué par la Loire, et surtout de celui du vin du Sancerrois, de celui des bestiaux, des manufactures de

draps et serges drapées et de bas, tant au métier qu'au tricot. Il déclare qu'il serait avantageux pour le Berry d'employer dans le pays toutes les laines qui y croissent, au lieu de les transporter dans les provinces voisines, « mais, ajoute-t-il, soit que les étrangers les achètent à plus haut prix, ou qu'il n'y ait pas des ouvriers en nombre suffisant pour les employer, les réglemens qui ont été faits là-dessus sont demeurés sans exécution ». Il fait part de ses efforts pour développer l'industrie de la toile. Nous en avons déjà parlé¹.

De Séraucourt est sobre sur la ville de Bourges, dont il laisse les monuments dans l'oubli. Il remarque le grand nombre des gentilshommes, eu égard à la faiblesse de la population, et impute au privilège de noblesse accordé aux maires et échevins « la négligence que les habitans de Bourges ont témoignée depuis longtemps pour le commerce, et l'on trouve qu'avant qu'il fût accordé le négoce fleurissoit dans cette ville plus qu'ailleurs ». Quant à la maison de Jacques Cœur, « elle est très grande, bâtie très solidement, et décorée de tous les ornemens qui étoient en usage dans ce temps-là », description, on le voit, plus que sommaire.

De Séraucourt raconte l'histoire de la principauté d'Henrichemont ou Boisbelle. A ce sujet, en juin 1684, il avait écrit au contrôleur-général pour lui demander s'il devait envoyer des ordonnances dans cette principauté, dont les officiers prétendaient n'obéir qu'à leur prince; il citait comme exemple la principauté

1. Voyez supra, page 99.

de Bidache, où l'intendant avait pour règle de ne faire publier ses ordonnances que « du consentement et sous le bon plaisir du duc de Gramont¹ ».

L'intendant nomme la manufacture de draps d'Aubigny-sur-Nère, puis s'occupe de Sancerre, dont il raconte le siège après le Massacre de la Saint-Barthélemy en 1572, de Mehun et de Vierzon, près de laquelle est exploitée une mine d'ocre.

L'élection de la Charité le retient pour ses vignobles, ses forges. La manufacture d'acier de Beaumont-la-Ferrière n'a pas réussi et on a abandonné l'acier pour le fer-blanc. Signalons, avec Girardot, l'inadvertance de l'auteur situant la Charité et Pouilly sur la rive gauche de la Loire².

L'élection d'Issoudun, d'après l'intendant, est encore moins fertile, moins cultivée et moins peuplée que l'élection de Bourges. Quelques vignobles à Charost et à Reuilly, l'élevage des bestiaux dans la vallée de l'Arnon, et surtout celui des brebis, une manufacture de chapeaux, et le commerce des bois, telles sont les ressources de cette élection, dont les habitants sont plus sobres, plus laborieux et plus industriels qu'ailleurs.

L'intendant déclare que le sol de l'élection de Saint-Amand est à peu près pareil à celui d'Issoudun, ce qui est très contestable², et il s'élève contre la paresse des habitants, due à l'abondance du vin dans la

1. Boislisle, tome I, n° 80.

2. *Mémoire sur la généralité de Bourges*, dressé pour le duc de Bourgogne, publié à Bourges en 1844, par le baron de Girardot, Bibl. Nat., L K 2288, p. 86.

région. Cette partie du mémoire a été visiblement négligée.

Quant à l'élection de Châteauroux, elle est la plus stérile du royaume. Les bords de l'Indre seuls sont fertiles, le reste n'étant que forêts, brandes, et étangs. La pêche et l'élevage des bestiaux sont les principales ressources de la région, avec quelques forges et la manufacture de draps de Châteauroux.

L'élection du Blanc est également ingrate. Les maçons de la Marche vont travailler l'été à Paris, et nous pouvons même dire que jusqu'à une époque très récente, cette coutume s'est conservée. La Creuse, non navigable, est utilisée pour le transport du bois par flottage.

De Séraucourt, rendons-lui cette fois justice, reconnaît que le sol de l'élection de La Châtre est excellent et qu'il est mieux cultivé qu'ailleurs. On y trouve quelques vignobles, et l'élevage des bestiaux y est pratiqué.

L'intendant dit peu de chose de la religion réformée. Avant la révocation de l'Edit de Nantes, il y avait 5.000 religionnaires dans la province et 2.200 à Sancerre. « Il n'y en a pas un seul, écrit-il, parmi les nouveaux convertis, qui s'acquitte du devoir de catholique, mais ils s'observent avec soin et ne donnent aucune prise sur leur conduite ».

De Séraucourt fait une rapide énumération des familles nobles du Berry et des terres considérables qu'elles y possédaient, exposé bien laconique, d'après Girardot, et qui ne peut nullement servir aux re-

cherches historiques. Sans doute ! Mais pareille besogne eût demandé un temps considérable dont l'auteur ne disposait peut-être pas.

L'intendant termine son mémoire par un exposé des dépenses engagées pour l'entretien et la réfection des routes de la province. Il indique comment les travaux proposés sont exécutés et quel personnel en est chargé. « L'on a un dessein, dit-il, pour la jonction de la Rivière de Loire avec celle qui passe à Bourges, qui semble très utile au pays, et pouvoir s'exécuter avec une dépense modique, mais comme elle ne peut être faite que la province n'y contribue pour la meilleure partie, il faut que la paix ait fait goûter des fruits avant qu'on puisse en faire la proposition ». On sait que ce projet, comme tant d'autres, hélas ! ne vit jamais le jour.

Tel est le mémoire de l'intendant de Séraucourt. Cette sommaire analyse a pu le faire paraître bien incomplet. Girardot l'a fortement critiqué à cause de ses nombreuses lacunes, et nous renvoyons le lecteur au travail de cet érudit. Nous noterons simplement que le commissaire départi, traitant un sujet délicat, est resté dans les généralités, prenant bien soin de ne pas entrer dans les questions de personnes, évitant ainsi de porter des jugements téméraires, d'éveiller des rancunes et des querelles, qu'après le départ de son prédécesseur, il avait le juste désir de ne pas vouloir rallumer. Il serait en tout cas utile de savoir s'il disposa du temps nécessaire pour accomplir une besogne qui, exécutée à la lettre, eût peut-être exigé des mois de labeur.

De Séraucourt quitta le Berry à la fin de l'année 1699, après un séjour de dix-sept ans. Il y fit œuvre utile, et accomplit de constants efforts pour soulager la misère des malheureux, qui étaient nombreux dans une région très appauvrie. C'est à ce principal titre qu'il convient surtout de lui rendre justice. La ville de Bourges n'a pas oublié, puisqu'elle a conservé son nom malgré les tourmentes de la Révolution et plus de deux siècles d'histoire.

CHAPITRE IV

Fin du Règne de Louis XIV : Les intendants Roujault de Villemain (1699-1705), Carré de Montgeron (1705-1708) et Foullé de Martangis (1708-1715).

I

Nicolas Etienne Roujault, sieur de Villemain, chevalier, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel, remplaça de Séraucourt à Bourges. Il y resta jusqu'en 1705, fut envoyé à l'intendance de Maubeuge en 1706, à celle de Poitiers, puis à celle de Rouen. Il mourut le 6 mai 1723. *Roujault* arriva à Bourges le 5 décembre 1699. Il descendit chez M. Roger, trésorier de France, car le logement qui lui était destiné était encore occupé par son prédécesseur, qui partit d'ailleurs le lendemain matin. Le 5 au soir, toutes les autorités de la ville vinrent le saluer. Mme Roujault rejoignit son mari le 7 avril 1700. Elle était la fille de M. de Mesnon « qui était dans les affaires du roi ». Le lendemain

de son arrivée, les membres du présidial allèrent la complimenter ¹.

Le séjour de cet intendant ne semble pas avoir été marqué d'événements très saillants. En juin 1700, il se rendit à Saint-Amand-Montrond, dont la milice fut mise sous les armes.

Le duc de Noailles, gouverneur de Berry, qui était marié à Mlle d'Aubigné, nièce de Mme de Maintenon, arriva à Bourges le 26 juin 1705, à midi. Il descendit chez le commissaire départi. Gassot raconte dans ses mémoires, que personne n'alla au-devant de lui, parce qu'on ne l'attendait qu'à cinq heures du soir, mais que cependant les habitants s'assemblèrent et s'en allèrent, à pied et à cheval, chez l'intendant ².

Le retard dans la perception des impositions ne manqua pas de préoccuper le nouveau commissaire départi. En avril 1700, il fit parvenir au contrôleur général, un état des restes à recouvrer sur chaque affaire extraordinaire ³, et en juillet 1702, il exposa dans un rapport les poursuites engagées contre les receveurs des tailles dont les recouvrements étaient arriérés ⁴. Il essaya plusieurs fois d'obtenir des décharges pour les tailles, en raison des intempéries et du mauvais état des récoltes. C'est ainsi qu'en juin 1705

1. *Mémoires de Gassot*, par le vicomte A. de La Guère, in *Antiquaires du Centre*, 9^e vol. p. 243.

2. *Mémoires de Gassot*, par le vicomte A. de La Guère, in *Antiquaires du Centre*, 9^e vol. p. 243.

3. Boislisle, tome II, n^o 111.

4. Boislisle, tome II, n^o 115.

il demanda, à cause des pertes dues à la grêle ou à la gelée, à cause aussi du défaut de commerce et de la pénurie d'argent, une diminution de la taille pour 1706 et une surséance immédiate pour 1705, jusqu'après la récolte. Il envoya en même temps un état détaillé des recouvrements, qui attestait la difficulté des opérations et l'impossibilité de les pousser plus vivement sans s'exposer à quelque mutinerie. Mais le contrôleur-général lui répondit en ces termes : « Rien n'est plus dangereux que d'introduire l'usage des surséances pour les recouvrements ordinaires. Si on s'étoit relâché sur cet article, les peuples ne payeroient plus que par contraintes et se laisseroient plutôt réduire à la dernière extrémité que de faire aucun paiement volontaire. Le mal que la gelée a pu faire aux récoltes de l'année prochaine n'est point assez considérable pour obliger de donner dès à présent une surséance. Les receveurs généraux me l'avoient proposée, et je leur ai déclaré qu'ils ne devoient point s'y attendre¹. »

Pour débiter les charges de syndics, de vérificateurs et d'élus-contrôleurs dans les villes, Roujault fit 700 taxes d'office. Il écrivit à ce sujet au contrôleur-général, le 16 mai 1703 : « J'ai fait, lors du dernier département, 6 ou 700 taxes d'office, pour débiter les charges de syndics dans les paroisses de cette généralité. Elles sont toutes levées par cette voie; je me dispose d'en faire autant cette année pour les

1. Boislisle, tome II, n° 837.

charges de vérificateurs. Celles d'élus-contrôleurs n'ayant été levées que dans quatre élections des villes taillables, les traitants m'ayant fait ordonner par vous-même de leur procurer le débit de trois charges qui leur restoient à vendre, je me suis fait nommer les personnes les plus propres, par leur bien, leur âge et leur état, à les remplir; j'ai fait en même temps trois taxes d'office, l'une à la taille pour la ville de la Charité, une à l'ustensile et à la capitation pour la ville de Bourges, et une à la capitation pour la ville d'Issoudun, qui ne paye pas d'ustensile. Celui qui a été taxé d'office à la taille à la Charité, a levé la charge; c'est une chose consommée. Celui qui a été taxé à Bourges m'a été mal indiqué; je suis occupé à prendre des expédients, pour le mettre en état de prendre le corps de l'office et une partie des taxations, et y faisant entrer l'élection pour le surplus. Le sieur Bernard de Villecourte est celui qui m'a été indiqué pour l'élection d'Issoudun; le motif de la taxe est pour le prier de lever la charge d'élus-contrôleur de cette élection. Je souhaiterois fort être tombé aussi bien pour la ville de Bourges qu'il est propre pour la charge de l'élection d'Issoudun. C'est un homme qui a 80 ou 100.000 livres de bien, qui est actuellement en argent comptant; c'est un garçon jeune, très oisif, qui a été tenté de toutes sortes de charges, et qui ne sauroit se déterminer. Si vous ne lui faites concevoir aucune espérance de modérer sa taxe, et que vous le renvoyiez seulement à moi pour lui faire justice, je suis très assuré qu'il lèvera la charge ou qu'il

trouvera quelqu'un pour la lever, ou qu'il fera trouver de l'argent à l'élection qui, dans ce cas, s'obligera en corps à l'emprunter. Je lui ai proposé tous ces partis et croyois l'avoir persuadé par mon éloquence, il y a trois semaines, lorsque, tout d'un coup, il fut dissuadé, apparemment par quelqu'un, et partit sur-le-champ pour vous aller porter ses plaintes. Si vous désapprouvez ces taxes d'office, il me sera aisé de réformer ces deux; c'est cependant un remède d'autant plus nécessaire dans cette occasion, que les élections se trouvent taxées à des sommes immenses de tous côtés¹. »

En juin 1704, l'intendant rendit compte des suites de l'affaire de Villecourte en ces termes : « Le sieur de Villecourte étant venu à moi sur la signification de sa taxe, j'essayai de toutes sortes de manières de le persuader de prendre cette charge, qui lui convenoit et étoit à assez bon prix. Je crus d'abord l'avoir persuadé; de mauvais conseils l'ont fait changer d'avis, et, quoique je me sois réduit plusieurs fois, et dès le commencement, à lui dire que, supposant qu'il eût si grande répugnance à entrer dans le corps de l'élection, il n'avoit qu'à prêter ou faire prêter au corps des élus la somme à laquelle la finance de l'office étoit évaluée, afin que les élus fussent en état, par ce secours, de se passer de sa soumission. Il s'est roidi contre toutes les instances qu'on lui a faites; il a tenu des discours séditieux et emportés;

1. Boislisle, tome II, n° 481.

il s'est enfin pourvu vers M. Rouillé, qui, instruit du fait, me manda de faire exécuter sa taxe, puisque j'avois cru nécessaire de la faire. Le sieur de Villecourte a poussé son opiniâtreté si loin, qu'en vente de ses effets et en voyages inutiles qu'il a faits à Paris, je crois qu'il lui en coûte peu de chose moins de 4 ou 5.000 livres, qui est la somme à laquelle est évaluée la finance de l'office d'élu-contrôleur de l'élection d'Issoudun. Sa taxe est aujourd'hui achevée de payer. J'ai été obligé de faire deux nouvelles taxes d'office cette année pour lever la même charge, croyant que l'opiniâtreté du sieur de Villecourte étoit assez punie. Au moyen de ces nouvelles taxes, si la charge est levée sans le secours du sieur de Villecourte, comme il y a apparence qu'il ne consentira à aucun expédient, la somme de 1000 livres tournera au profit de Sa Majesté et sera un revenant-bon sur la capitation. C'est cette somme que le sieur de Villecourte demande qui soit imputée pour la finance d'une charge d'échevin qu'il se dispose de lever. Il est d'une très grande conséquence pour l'exemple, de ne pas écouter la demande du sieur de Villecourte, puisque ce seroit autoriser l'opiniâtreté des particuliers, qui, étant taxés pour de semblables offices, s'embarrasseroient peu de se soumettre à ce que l'on voudroit exiger d'eux. C'est pour la charge d'élu-contrôleur qu'il a été taxé; il ne doit y avoir que sa soumission et les expédients propres à faire lever cette charge qui puissent être reçus. Les charges d'échevins à Issoudun ne demeureront pas, et les traitants ne seront pas

embarrassés, si on les laisse à un bon prix et proportionné aux autres charges de cette maison de ville. Le sieur de Villecourte, séditieux comme il est, seroit d'ailleurs très malpropre à remplir une charge dont la fonction tend au gouvernement de la ville. L'exemple du sieur de Villecourte fait un tort infini au débit des charges créées dans les villes de Bourges et Issoudun, qui sont franchises, et, dans la règle, je n'aurois pas dû avoir l'indulgence de remettre le sieur de Villecourte à son taux ordinaire, mais le continuer sur le pied de 1.000 livres, jusqu'à ce qu'il se fût réduit à ce que l'on demande de lui depuis si longtemps pour le bien du service¹. »

En 1705, l'intendant eut à régler la réunion des offices de vérificateurs et à activer les poursuites dirigées contre les acquéreurs insolvable ou contre leurs paroisses. Il rédigea un mémoire sur un projet de réunion des offices de facteurs commissionnaires des rouliers. « J'ignore, écrivait-il en juin 1705, quelle peut-être la finance que l'on s'est proposée pour le Berry ; mais ce pays est sans commerce : quelques rouliers vont seulement à Orléans, dans certaines saisons de l'année, et quelqu'uns, de temps en temps, vont jusqu'à Paris, quand le hasard leur fait donner des voitures : ce qui arrive très peu. Jamais personne de la province n'a fait les fonctions de facteur-commissionnaire des rouliers ; ainsi, à moins que la réunion ne soit faite aux rouliers mêmes, et à une somme

1. Boislisle, tome II, n° 625.

extrêmement modique, il ne sera pas possible de sortir de cette affaire, comme cela se fait à Orléans, à Lyon et en Languedoc¹. »

En septembre de la même année, Roujault s'occupa du rachat des offices d'inspecteurs des manufactures. « Les marchands et fabricants de cette province, écrivit-il à ce sujet au contrôleur-général, sont du nombre de ceux qui se sont soumis de payer les sommes pour lesquelles ils ont été compris dans l'état de répartition de la somme de 1.200.000 livres à quoi Sa Majesté s'est fixée pour le rachat des offices d'inspecteurs des manufactures, conformément à la déclaration du 30 décembre 1704, sans qu'ils aient établi la levée des droits qui leur sont réservés par la déclaration. Non seulement ils approuvent, mais ils demandent, comme ceux qui sont dans leur cas, qu'il soit expédié un arrêt, tel qu'il est proposé, pour les décharger de payer les droits qui se lèvent dans les autres provinces pour les étoffes et toiles qui auront été fabriquées en Berry et qui seront portées ailleurs pour y être vendues; et ils emploient, pour l'obtenir, les mêmes motifs exprimés dans le mémoire. J'y ajouterai que, tout le commerce de ce pays consistant dans le débit de quelques étoffes qui s'y fabriquent, et la pauvreté du pays ne permettant pas qu'il s'y fasse de consommation, on n'y transporte du dehors que très peu de marchandises : en sorte que, si on ne déchargeoit les marchandises fabriquées en Berry du droit réservé par la déclaration, en quelque lieu

1. Boislisle, tome II, n° 820 à la note

qu'elles soient portées pour être vendues, les marchands de cette province souffriroient plus que tous les autres de leur abonnement, qui ne leur auroit produit que l'extinction du droit pour le plomb *de fabrique*, demeurant assujettis toujours au second droit pour le plomb *de vu*. C'est l'intérêt des marchands et fabricants de Berry, qui peut néanmoins être combattu par ceux qui, commerçant davantage au dehors, diront qu'ils ont été compris dans les 1.200.000 livres d'abonnement, non seulement à proportion de leur fabrique, mais de leur commerce. Comme il est certain que ce n'est qu'à la fabrique que l'on s'est attaché pour faire la répartition, ce moyen cessant de la part de ces marchands, l'arrêt qui est proposé paroît une justice et ne pouvoir être refusé aux marchands de Berry et à ceux qui sont dans le même cas ¹. »

Pour le sel, l'intendant proposa d'ériger en titres des places de vendeurs de sel ² et fit un rapport sur les taxations et gratifications des mesureurs de sel ³. Comme son prédécesseur, il réprima le faux-saunage. Il fit exercer des poursuites contre une bande de faux-poudriers, en juin 1703 ⁴, et en rendit compte au contrôleur-général.

Le 23 février 1700, la Monnaie de Bourges fut fer-

1. Boislisle, tome II, n° 883.

2. Boislisle, tome II, n° 405 à la note, rapport au contrôleur général du 9 août 1702.

3. Boislisle, tome II, n° 439, rapport au contrôleur général du 6 octobre 1702.

4. Boislisle, tome II, n° 1312 à la note, lettre du 29 juin 1703.

mée. L'intendant lui-même porta l'ordre interdisant de battre monnaie¹, mais cette interdiction fut temporaire et la réouverture de la Monnaie fit, les années suivantes, l'objet de rapports du commissaire départi².

Roujault s'intéressa à l'Université de Bourges. Le 2 août 1703, celle-ci étant assemblée aux Jacobins, l'intendant annonça la nomination faite par le roi du sieur Jan du Rabot, chargé d'enseigner le droit français, et présida à son installation qui fut faite le jour même³. Hubert Jaillot, géographe ordinaire du roi, dédia à cet intendant son livre sur la province de Berry⁴.

II

Nommé à l'intendance de Maubeuge, Roujault eut comme successeur à Bourges, *Guy Carré*, sieur de Montgeron, maître des requêtes. Ce dernier reçut, le jour de son entrée, la visite de tous les corps de la ville, venus pour le saluer. Il resta en Berry jusqu'au 12 juin 1708, date à laquelle il fut envoyé à l'intendance de Limoges. Il en fut révoqué en 1710 « à cause du peu d'attention qu'il apportoit à ses affaires essentielles... auxquelles il substituoit ses opéras et autres divertissements⁵ ».

1. *Mémoires de Gassot*, par le vicomte A. de La Guère, in *Antiq. du Centre*, 9^e vol. p. 242.

2. Boislisle, tome II, n^o 340 à la note.

3. *Mémoires de Gassot*, p. 250.

4. *Catalogue de la Bibl. de Bourges*, p. O. Roger, in *Antiq. du Centre* 27^e vol. p. 5 n^o 16.

5. Boislisle, tome III, n^o 729 à la note.

Pendant son séjour dans la généralité de Bourges, cet intendant eut maille à partir avec les faux-sauniers et les faux-poudriers. Le 13 juin 1706, les agents des gabelles surprirent à Pouligny-Saint-Pierre, une troupe de dix-huit faux-sauniers qu'on conduisit immédiatement à la prison du Blanc. On avisa le commissaire départi qui dépêcha au Blanc le directeur des gabelles avec la mission d'instruire promptement le procès. De Montgeron informa le contrôleur général qui lui prescrivit de faire mettre les prisonniers à la question, pour obtenir des aveux complets. L'intendant partit le 10 juillet pour Le Blanc, mais on eut beau questionner les captifs, ceux-ci ne firent aucune révélation. Par de nouveaux ordres, le contrôleur général invita de Montgeron à juger les faux-sauniers à la rigueur, faire mourir les plus coupables, et envoyer les autres aux galères¹. En 1707, l'intendant fit instruire une procédure à l'extraordinaire contre une association de faux-poudriers qui allaient vendre leurs produits à Limoges et qu'on soupçonnait même d'avoir fourni de la poudre aux rebelles des Cévennes².

En matière de finances, il se plaignit de la mauvaise répartition des impositions. En mars 1706, il écrivit au contrôleur général, pour lui donner des explications sur le reproche que lui avait fait la Cour des Aides, d'avoir fait dresser par ses subdélégués, ou réformé lui-même, sans la participation des collec-

1. *Le faux-saunage et la misère en Bas-Berry*, p. H. Chrétien, in *Revue du Centre*, tome IX, p. 447. Voir pièces justificatives, p. 260.

2. Boislisle, tome II, n° 1312.

teurs, les rôles des tailles de plusieurs paroisses. « Quelque pauvre que soit le peuple du Berry, disait-il, si les impositions estoient réparties avec une juste proportion, leur recouvrement ne seroit pas si difficile. Presque toutes les paroisses de cette généralité sont habitées par quatre sortes de personnes : les premières sont des gentilshommes et des privilégiés, qui ne payent ni taille ni ustensile ; les secondes, des bourgeois qui ont du bien, et qui sont fermiers des terres de leur voisinage, lesquels imposent aux autres habitants par les différents intérêts qui leur soumettent ces habitants, dont les uns tiennent à ferme de ces bourgeois des domaines dépendant des fermes qu'ils ont ou de leurs biens, les autres des bestiaux à titre de cheptel, et enfin les journaliers qu'ils emploient pendant une partie de l'année : en sorte que ces laboureurs et ces journaliers, étant dans la perpétuelle dépendance de ces bourgeois, n'osent les mettre aux taux des impositions qu'ils devroient porter ; les troisièmes sont ces laboureurs, qui sont les plus chargés de taille des paroisses, pendant que leurs maîtres tirent tout le profit des domaines qu'ils font valoir, parce que le principal revenu de ces domaines, dans cette province, est celui que produisent les bestiaux, lesquels étant à très bas prix présentement que le commerce des foires est affoibli, le produit de ces bestiaux qui étoit, il y a six ans, deux ou trois fois au-dessus de ce qu'il est à présent, suffit à peine pour payer le maître ; et le laboureur, ne recueillant pas souvent des grains suffisamment pour se nourrir et pour ensemen-

cer les terres, a peu de ressource pour sortir des impositions; les dernières sont les journaliers, qui sont presque tous pauvres et qui font peu d'argent de leur travail, parce que, leur journée n'étant que de trois et quatre sols chacune outre leur nourriture, quand la subsistance de leur famille est prise sur ce petit revenu, il leur reste peu de chose pour acquitter leurs charges. Ce sont, à mon avis, ces deux dernières espèces d'habitants qu'il faut s'attacher à soulager, et à retrancher les abus qui se font dans les paroisses au sujet des bourgeois, dont le nombre est assez grand dans les lieux du Berry. La possession dans laquelle ils sont de ne payer que ce qu'ils veulent des impositions publiques les révolte au seul bruit qu'ils entendent qu'on veut augmenter leur taux, et c'est six ou sept de ces bourgeois, avec les officiers de l'élection de Bourges, qui ont composé le mémoire qui a été envoyé à la Cour des Aides¹ ».

Le contrôleur général répondit à l'intendant que « s'il avoit demandé auparavant un arrêt du Conseil pour autoriser tout ce qu'il a fait, la Cour des Aides n'auroit rien à dire; mais elle a, ajoutait-il, un juste sujet de se plaindre de ce que, de son autorité particulière, quand il y a eu un rôle fait, qui a donné lieu à plusieurs oppositions et procès pendants à l'élection, il ordonne qu'il en sera fait un nouveau par-devant lui. Il est aisé de connoître l'intention qu'il a eue de procurer justice et d'empêcher une communauté de se

1. Boislisle, tome II, n° 999.

ruiner en frais ; il faut que la forme ne résiste pas au fonds ¹. »

En 1706, le recouvrement de la capitation était très en retard. De Montgeron s'en excusa au mois de juin auprès de M. Desmaretz, directeur des finances, en lui expliquant que, malgré ses pressantes recommandations aux receveurs des tailles, il n'avait pu obtenir les rôles d'imposition que très tardivement : « Il y a six sortes d'impositions, cette année, disait-il, sur les contribuables de ce département, qui doivent être faites avec la capitation et au sol la livre de ce que chacun en porte. Je ne pouvois en faire la répartition sans les rôles ; aussitôt qu'ils m'ont été remis, j'y ai travaillé sans discontinuer, et, depuis ce temps, j'ai trente personnes que j'y emploie. J'ai rendu le commis du sieur Jaunay, receveur général de ce département, témoin de mes mouvements et de mes soins pour faire finir ce travail, qui sera entièrement achevé au 15 de ce mois, au plus tard. J'ai fait partir plusieurs de ces rôles, et j'en ferai remettre tous les jours aux receveurs des tailles. Ce commis de la recette générale a dû rendre compte à son maître de cette application, et le sieur Jaunay pouvoit se dispenser de jeter sur moi l'impossibilité qu'il dit qu'il y a de continuer à fournir par chacun mois, en argent, les fonds de sa recette générale. Le retardement du recouvrement de la capitation est un prétexte qui n'empêche point le sieur Jaunay de tirer des sommes considérables de la province et d'être payé des receveurs des tailles. De-

1. Boislieu, tome II, n° 999 à la note.

puis le 1^{er} mars dernier, que j'ai examiné avec plus d'attention la caisse de la recette générale, pour empêcher qu'on en voiturât une partie des fonds, que M. de Chamillart m'a fait l'honneur de me marquer qu'il entend qui restent tous les mois dans la province, il ne s'y est trouvé que fort peu d'argent, et, voulant en pénétrer la cause, je me suis adressé aux receveurs des tailles, pour savoir d'eux s'ils étoient en demeure de remettre les fonds auxquels ils sont obligés dans leurs termes : ils m'ont fait voir qu'il n'étoit pas possible qu'ils pussent faire les remises accoutumées à la recette générale pendant que le sieur Jaunay les fait payer par des lettres de change qu'il tire sans cesse sur eux et qu'ils acquittent. Ce fonds qu'on lui remet à Paris, et qu'il tire de la province par cette voie, doit le mettre amplement en état de fournir les 19.000 livres d'argent comptant qu'il est seulement obligé de remettre par chacun mois au Trésor royal : d'autant plus qu'il lui reste entre les mains, chaque année, un fonds de 200.000 livres pour payer les officiers de la province, dont il ne s'acquitte qu'à la fin de l'année pour une partie, et le surplus l'année suivante, retardant autant qu'il le peut les paiements. Je suis fâché que la première lettre que j'ai l'honneur de vous écrire renferme autre chose que des témoignages de l'estime particulière et de l'attachement respectueux que j'ai pour vous. Je vous prie de me continuer de votre bienveillance ¹ ».

1. Boislisle, tome II, n° 1045.

Au mois de juillet suivant, l'intendant revint sur la difficulté de recouvrer à la fois cinq impositions extraordinaires, qui effrayaient et ruinaient le peuple. Il eût été préférable, à son avis, de faire la répartition sur l'ensemble des contribuables, plutôt que sur certaines professions.

Lorsque de Montgeron se rendit au Blanc, en cette même année 1706, pour faire juger les faux-sauniers arrêtés à Pouligny, beaucoup de gens des paroisses voisines lui demandèrent audience, pour se plaindre des lourdes charges dont ils étaient accablés. Les habitants de cette malheureuse élection étaient à bout de patience. « J'ai passé, écrivait l'intendant, une partie de mon séjour au Blanc à calmer une quantité considérable d'habitants des paroisses de cette élection qui sont venus me trouver pour me remontrer le poids de leur charge, dans un temps où la sécheresse qu'il fait ici depuis quatre mois leur ôte une récolte abondante dont les autres cantons jouissent, et le peu de débit qu'ils ont de leurs bestiaux. J'ai même été obligé d'envoyer des archers en garnison dans une de ces paroisses où des huissiers que les receveurs avoient envoyés pour leur recouvrement ont été maltraités, et d'en menacer d'autres. En employant ainsi la rigueur contre quelques-uns et la douceur à l'égard des autres, je les ai déterminés à payer et j'ai rassuré les collecteurs, qui n'osoient aller dans les maisons des contribuables pour leur recouvrement ¹... »

Déjà au mois d'avril 1706, de Montgeron avait fait

1. Boislisle, tome II, n° 1045 à la note.

connaître au contrôleur général que le chiffre de la capitation imposé aux marchands d'étoffe était trop fort pour eux et que ceux-ci étaient dans l'impossibilité de payer les sommes qui leur étaient réclamées à ce titre. « En travaillant aux impositions extraordinaires qui doivent être faites sur les contribuables au sol la livre de leur capitation, expliquait-il, j'ai fait un calcul de la capitation de ceux qui peuvent être sujets à l'imposition de la somme de 22.000 livres que le Roi a ordonné qui seroit imposée sur les marchands fabricants de toutes étoffes, couvertures et toiles de la généralité de Bourges, par arrêt du Conseil du 28 juillet 1705, pour l'extinction du droit de deux sols pour livre réservé sur chacune des pièces d'étoffes, toiles et autres marchandises par la déclaration du 30 décembre 1704, que Sa Majesté a supprimée, et j'ai trouvé qu'elle ne se monte, dans toutes les villes et paroisses de la province, qu'à la somme de 11.236 livres 2 sols, et que chacun des marchands et fabricants des étoffes et toiles payera 39 sols 3 deniers par livre de sa capitation de cette imposition de 22.000 livres, et qu'un marchand qui est compris dans le rôle de la capitation pour 40 livres portera 78 livres 10 sols de ces 22.000 livres. Ces mêmes marchands et fabricants sont encore sujets à l'imposition de la somme de 20.350 livres pour la finance des offices des greffiers des enregistrements, des brevets d'apprentissage et autres actes créés par édit du mois d'août 1704, réunis aux communautés de laquelle ils payent sur le pied de 12 sols 6 deniers par livre de leur capitation. Ils

portent aussi leurs portions de la finance des offices de contrôleurs des poids et mesures et de quatre autres sortes d'impositions qui sont répandues sur toute la généralité : en sorte que chaque marchand et fabricant se trouvera chargé de trois livres au-delà de chaque livre de sa capitation ; et, s'il est employé au rôle de capitation pour 40 livres, il payera 160 livres de capitation et d'imposition extraordinaires. « Les marchands de cette province sont en petit nombre et ne sont pas riches, par le défaut de commerce ; il sont dans l'impossibilité de payer de si grosses sommes à la fois. Il me paroît que quoique les marchands et fabricants soient naturellement tenus de cette imposition de 22.000 livres qui les dispense d'un droit de deux sols par livre de leurs marchandises, qu'on eût pu l'étendre sur tous les contribuables de la généralité de Berry sous le prétexte certain que tous ceux qui achètent des étoffes eussent payé leur portion de ce droit, que les marchands auroient compris dans le prix de leurs marchandises en les vendant, s'il n'eût pas été supprimé ; elle auroit été, en ce cas, insensible, et le recouvrement en eût été aussi facile que celui de la capitation. Comme on n'a pas jugé à propos de rendre cette imposition générale, et que le Roi l'a ordonnée sur les seuls marchands et fabricants des étoffes et toiles par l'arrêt du Conseil du 28 juillet 1705, je suis obligé de suivre cet ordre ; mais permettez-moi de vous représenter que, si elle ne se peut pas répandre sur tous les contribuables de ce département, il seroit nécessaire de soulager les marchands en n'imposant présentement que la moitié de cette somme de 22.000 livres,

et en réservant l'imposition du surplus pour l'année prochaine. Et afin que le traitant ne souffrit point de ce retardement, on pourroit, si vous le trouvez bon, lui payer l'intérêt d'une année, qui seroit imposé avec la dernière moitié ; ce délai faciliteroit le recouvrement de toutes les impositions et en diminuera le poids, qui accablera les marchands. Ayez la bonté de m'honorer de votre réponse sur cela, afin que cette imposition ne soit point retardée ». M. Desmaretz se rendit aux raisons de l'intendant, et fit rendre un arrêt dans le sens proposé par le commissaire départi.

En juillet 1706¹, de Montgeron eut à exprimer son opinion sur les privilèges à vie : l'exemption de la milice, celle du logement des gens de guerre, et la non-augmentation de la taille. Il pensait que ces privilèges seraient levés avec autant et même plus de facilité que ceux de l'affranchissement de la taille. « Quoique cette province, disait-il, soit une des plus pauvres de France, il se trouvera, dans plusieurs de ses villes et de ses villages, des bourgeois, et même quelqu'autres habitants, qui profiteront de cette occasion, pourvu que le prix de ces exemptions soit médiocre et proportionné à leur pouvoir. Trois objets les détermineront à faire ces acquisitions. Le premier est le plus fort : c'est, à l'égard de ceux qui ont des enfants, en état de servir, l'exemption de la milice. Il n'est point de père qui ne mette tout en usage pour dispenser son fils de ce service et qui ne fasse des efforts surprenants pour trouver une somme suffisante afin

1. Boislisle, tome II, n° 1017.

d'engager quelqu'un à marcher pour lui, et on en voit qui achètent des hommes jusques à 2 et 300 livres. Le second, c'est l'exemption du logement des gens de guerre. Ceux qui demeurent dans les lieux de passage des troupes, en sont si fatigués dans cette province, et particulièrement depuis le commencement de l'hiver dernier, qu'il est naturel qu'ils cherchent les moyens de s'en dispenser. Le troisième est leur taille qui ne pourra être augmentée. Il n'est point de contribuable qui ne souhaite de se mettre à couvert des taxes d'office ou de la vengeance des collecteurs, qui peuvent augmenter son taux selon leur caprice. Quand ces motifs ne seroient pas assez pressants pour engager ceux qui sont en état de trouver de l'argent de faire ces acquisitions, on pourroit prendre des voies encore plus certaines pour les y déterminer. Les taxes d'office et l'augmentation de leur taux de capitation sont les véhicules qui ne les laisseront pas balancer, surtout quand il verront que cette augmentation excédera, en deux années, le prix du privilège qui les mettra en repos pendant leur vie. Il sera fort aisé d'être exactement informé de ceux qui peuvent faire ces acquisitions dans chaque endroit par les connaissances que (fourniront) les subdélégués et les receveurs des tailles, et, en laissant aux intendants la liberté de proportionner le prix de l'affranchissement aux facultés de ceux qu'on croira devoir engager à l'acquérir, et de choisir les lieux où l'on attachera les privilèges, je ne doute pas qu'ils ne soient levés en peu de temps. Mais, quelque pressants que soient les besoins de l'Etat, il me

paroît nécessaire d'examiner, comme vous me faites l'honneur de me le marquer, si les inconvénients ne sont pas trop grands, et si les secours que le Roi pourra tirer de cette affaire peuvent être assez considérables pour faire négliger les autres égards. Il est vrai que, de tous les privilèges qu'on propose d'accorder, il n'y a que ceux de l'exemption du logement des gens de guerre et de ne pouvoir être augmenté à la taille qui soient à charge aux peuples ; mais aussi il me semble qu'il en souffrira considérablement, particulièrement dans cette province, où il y a peu de grosses paroisses, et quantité de petites, de trente et quarante feux seulement, qui sont habitées par quelques laboureurs fort pauvres et par des journaliers dont la plupart sont réduits à la mendicité. Il se trouve dans ces petits lieux un ou deux bourgeois qui font valoir des fermes des seigneurs ou d'autres biens, qui font commerce de bois, de laines, de blé et d'autres marchandises. Ces bourgeois doivent porter un taux de taille considérable, et, quoique, par leur crédit, ils engagent le plus souvent les collecteurs des tailles à les ménager, et que la taille ne tombe que sur ceux qui ne se peuvent pas faire craindre, cependant l'édit du mois d'août 1705 portant révocation des privilèges, qui a eu pour objet le soulagement des malheureux, m'engageant à faire à l'assiette prochaine, une vérification exacte des cotes des taillables et de taxer d'office ces bourgeois, je me suis informé de leurs facultés, afin de leur faire porter une bonne partie de la taille, de soulager par ce moyen les misérables, et faciliter les recouvrements,

qui deviennent de jour en jour plus difficiles; mais, aussitôt que les privilèges paroîtront, je ne doute pas que ces gens-là ne les acquièrent, quoiqu'ils paroissent dégoûtés par la révocation des précédents. Ainsi, les précautions que Sa Majesté a prises par l'édit de l'année dernière pour le bien de ses sujets et pour le secours des pauvres, se trouveront inutiles et la charge restera toujours sur eux. A l'égard de l'exemption du logement des gens de guerre, je conviens que ce privilège ne regarde que les endroits du passage des troupes; mais il y en a beaucoup dans ce département, et ce sont ceux-là qui se trouvent les plus remplis de bourgeois et de gens en état d'acquérir. Les habitants de ces lieux se plaignent déjà qu'ils sont accablés de ces logements par le nombre d'officiers et de privilégiés qui s'y trouvent. Quoique l'édit de 1705 en ait beaucoup diminué le nombre, si on l'augmente en accordant un, deux et trois privilèges en chaque endroit de ces passages, il se trouvera presque autant de privilèges qu'il y en avoit avant la suppression, et il sera difficile que les autres habitants puissent soutenir le poids de cette charge, surtout dans les petites paroisses, où il ne se trouve quelquefois pas trente maisons pour loger un bataillon : en sorte que les maires et syndics ont été obligés, en quelques occasions, de loger jusqu'à quarante et cinquante soldats en une seule métairie. L'affranchissement personnel de la taille a déjà fait un tort considérable. Ceux qui l'ont acquis font seuls le commerce des endroits où ils sont, et, quoique leurs taux doivent être augmentés à proportion de leur

commerce et des acquisitions qu'ils font, ils imposent aux collecteurs et aux autres habitants, et, se couvrant de leurs privilèges, ils entreprennent toutes les affaires du pays et en privent les autres contribuables. Ces derniers privilèges qu'on propose de faire acquérir, me paroissent encore plus à charge que l'affranchissement de la taille, parce que, outre qu'ils feront presque le même effet en fixant les taux de ceux qui les acquerront, et qu'ils leur donnent lieu de faire un plus grand commerce sans être augmentés à la taille, ils les dispensent du logement des gens de guerre et du service de la milice pour leurs enfants. Ainsi, ils multiplient les affranchissements dans chaque endroit, de manière qu'après que ces privilèges seront levés, il ne se trouvera plus que ceux qui n'ont que peu de bien et qui font peu de commerce pour porter les charges, lesquels ne seront guère en état de les acquitter ¹... »

En août 1707, de Montgeron écrivit au contrôleur général que l'existence d'une justice royale, ordinaire ou extraordinaire, dans beaucoup de localités, n'impliquait pas un nombre suffisant d'habitants et de maisons, et qu'il se trouvait bien des bourgs plus peuplés qui n'avaient qu'une justice subalterne. Il protesta, par la suite, contre les prétentions et les exactions de l'acquéreur des offices d'inspecteurs des bâtiments et obtint que la province fût admise à le rembourser au moyen d'une imposition de 8.000 livres

1. Boislisle, tome II, n° 1065.

sur les contribuables payant capitation, privilégiés ou non¹. Le 31 mars 1708, il rendit une ordonnance portant que la somme de 4.400 livres imposée par lui avec la capitation de 1.700 livres pour la suspension des offices d'inspecteurs des matériaux de bâtisse serait touchée par Pierre Lemaignan, bourgeois de Paris, en déduction de celle de 8.000 livres, également imposée par arrêt du Conseil du 6 mars 1708².

En ce qui concerne le sel, la vente des offices de contrôleurs aux dépôts de sel était difficile; on ne trouvait pas d'acquéreurs, parce que les commis en place n'étaient nullement pressés d'acheter ces offices. Il fallut prendre des mesures. « Le traitant chargé de la vente des offices de contrôleurs aux dépôts du sel dans les pays rédimés et francs de gabelles, écrivit M. Desmaretz en janvier 1706 au commissaire départi, prétend qu'il ne pourra point trouver d'acquéreurs pour ces offices à moins qu'on ne lui permette de déposséder les commis qui se trouvent actuellement en place et d'y commettre d'autres personnes. On croit que cette liberté trop étendue pourroit être préjudiciable à la ferme des gabelles; cependant, comme il est évident que les commis en place ne se presseront point d'acheter les offices, lorsqu'ils verront que le traitant n'aura point le pouvoir d'y commettre, j'ai été chargé de vous prier de faire entendre à ceux qui se trouvent dans ces emplois, et qui sont en état d'acheter les charges, que, s'ils ne se mettent pas

1. Boislisle, tome II, n° 1303.

2. Archives départ. du Cher, notaires de Bourges, 1708-1709, E.2122

promptement en devoir de faire leurs soumissions, on laissera la liberté au traitant de commettre à leurs emplois; et, comme pour leur faire connoître que ce que vous leur direz sur cela sera sérieux, il sera bon d'en faire des exemples, et je donnerai ordre au traitant de déplacer ceux de votre département que vous avez trouvés les plus opiniâtres, sur les premiers avis que vous prendrez la peine de m'en donner¹ ». Le 23 juin suivant, il fut notifié à l'intendant que les employés des contrôles qui n'auraient pas acquis les nouvelles charges dans le délai d'un mois, pourraient être dépossédés par les traitants et remplacés immédiatement¹.

En 1707, les employés de la brigade des fermes furent accusés d'un vol d'argent. De Montgeron fit commencer une information contre eux. Il procéda au récolement et à la confrontation de quelques témoins. Le contrôleur général lui reprocha de n'avoir pas attendu la réception de l'arrêt d'attribution pour juger en dernier ressort. Le commissaire départi se justifia et répondit qu'il avait agi ainsi parce qu'il se croyait suffisamment autorisé par les termes mêmes de sa commission d'intendant, qui lui prescrivaient, disait-il, « d'informer soigneusement des exactions, concussions, violences et malversations en matière de finances, et de procéder par jugement en dernier ressort et sans appel contre ceux qui s'en trouveront coupables² »

1. Boislisle, tome II, n° 749 à la note

2. Boislisle, tome II, n° 1253.

De Montgeron s'occupa de l'organisation des arts et métiers en corps et communautés. Il était question d'accorder de nouveaux statuts aux communautés du royaume. L'intendant n'était pas partisan d'une semblable innovation pour le Berry, et dans une lettre du 27 avril, il en expliqua les raisons au contrôleur général : «... Je vois, disait-il, par tous les mémoires qui m'ont été fournis par la plupart des corps de métiers et par les éclaircissements que j'ai tirés d'ailleurs, que Bourges et Issoudun sont les seules villes de la province où les arts et métiers sont réglés par corps et communautés. La première partie de ces communautés n'y observe point d'autres règlements que ceux des maîtres de leur profession à Paris; la seconde a des statuts qui ont été confirmés par des lettres patentes, dont les plus récentes sont de l'année 1669; et enfin la dernière est gouvernée par d'anciens statuts qu'il y a plus d'un siècle qui n'ont été renouvelés, et que l'usage, pour mieux dire, conduit plutôt que ces statuts. Dans les villes de Châteauroux, a Charité, La Châtre, Le Blanc, St-Amand, Châtillon, Vierzon, Aubigny et quelques autres moins considérables, il n'y a que de certains métiers qui soient en communautés et dans lesquels il y ait des maîtrises et des juré. Les ouvriers qui les composent ne suivent point d'autres statuts, ni d'autres règlements, que ceux qu'on les communautés des mêmes arts à Bourges et à Issoudun. Le surplus des artisans, ne se trouvant pas en assez grand nombre dans chaque espèce de métier, ne se font point recevoir maîtres, et

n'ont aucune communauté, parce qu'il n'y a souvent que deux ou trois personnes de ces métiers. Les très petites villes, bourgs et villages de cette généralité, n'ont point des ouvriers de chaque espèce, et, comme, de celles qui s'y trouvent, il n'y a presque toujours qu'un ou deux artisans au plus, cela ne compose aucune communauté ni maîtrise. Les nouveaux statuts qu'on propose d'accorder à toutes les communautés, dans toutes les villes et bourgs du royaume, ne peuvent convenir qu'aux ouvriers des villes de cette généralité qui sont en assez grand nombre pour composer une communauté; les autres, qui ne sont point maîtres, et qui sont pour la plupart des apprentis des grandes villes qui se sont établis dans les petites et dans les bourgs où ils ont cru pouvoir gagner leur vie, n'ont point besoin de statuts, parce que, n'étant qu'un, deux ou trois au plus de chaque espèce, ils ne peuvent faire de syndic et de jurés pour l'observation des statuts qu'on leur accorderoit. Il seroit assez utile cependant que les communautés et corps d'arts et métiers en eussent de nouveaux, mais tous les ouvriers ont si peu d'occupation en ce temps-ci, particulièrement dans une province où il n'y a point de commerce, et ils supportent tant de charges, qu'ils ne sont pas en état d'offrir quoi que ce soit pour les obtenir. Permettez-moi de vous représenter que la difficulté que l'on a eue à lever l'imposition qui a été faite sur la plupart d'eux de la finance des contrôleurs des poids et mesures et des greffiers des brevets d'apprentissage m'a engagé à vous demander des arrêts

pour avoir la permission d'imposer sur tous les contribuables celle des offices d'inspecteurs des manufactures et d'inspecteurs des bâtiments; et pour peu que la finance de chacune de ces communautés seroit fixée pour les statuts qu'on leur accorderoit fût considérable, on seroit dans la nécessité de l'imposer sur le général, comme les dernières : sans quoi le recouvrement en seroit presque impossible¹ ».

De Montgeron n'eut pas à se louer du fonctionnement de la poste. Les lettres de la Cour lui parvenaient avec un retard préjudiciable à l'expédition des affaires. Ce retard était dû à ce que le roi étant à Fontainebleau, le courrier de la Cour, au lieu d'être envoyé directement à Bourges, passait par Paris à l'aller, et au retour il en était de même. En octobre 1707, l'intendant se plaignit au contrôleur général de cet état de choses².

Le mauvais entretien des routes le préoccupait en outre. Il fit entreprendre des travaux de réfection et voulut améliorer les communications, notamment entre Bourges et le Bas-Berry. C'est ainsi qu'en décembre 1707, il pria le contrôleur général de l'autoriser à faire prendre quelques arbres des bois de la succession de M. de Seignelay pour effectuer la réparation du pont de Châteauneuf-sur-Cher.³

A Bourges, les religieuses de Sainte-Claire demandèrent l'autorisation d'ouvrir une loterie. De Mont-

1. Boislisle, tome III, n° 22 à la note.

2. Lettre du 2 octobre 1707, voir pièces justificatives, p. 262.

3. Boislisle, tome II, n° 1367.

geron en référa au contrôleur général, qui ne se montra pas très enthousiaste et lui répondit en octobre 1708 qu'il était utile, auparavant, de savoir si on en pourrait trouver en Berry l'argent nécessaire : « Sa Majesté; lui disait-il, veut être informée de l'état de cette maison, et si le fonds de la loterie pourroit se recevoir dans la seule province de Berry... Sa Majesté ne jugeant point à propos d'en permettre la recette dans Paris, où il y a déjà plusieurs lotteries ouvertes qui ne se remplissent point ¹ ». La question n'était pas en effet dépourvue d'intérêt, dans un pays où le manque de capitaux était un des obstacles au développement du commerce et de l'industrie. Il semblait, en tout cas que l'argent, si on en eût pu trouver, n'aurait pas eu de peine à recevoir un meilleur emploi.

De Montgeron, nommé à l'intendance de Limoges le 12 juin 1708, ² fut remplacé à Bourges par de Martangis,

III

Ehienne, Hyacinthe, Antoine Foullé, marquis de Martangis et de Prunevaux, fut intendant de Berry d'octobre 1708 à avril 1720. Son bisaïeul, intendant de Poitou et de l'armée du roi, mourut des suites des fatigues du siège de La Rochelle. Son grand-père, Etienne Foullé de Prunevaux, maître des requêtes en 1636,

1. Boislisle, tome III, n° 177 à la note.

2. *Mémoires de Gassot*, publiés par le vicomte de La Guère, in *Ann. du Centre*, 9^e vol. p. 263 : la date indiquée est le 12 janvier 1708, mais le mois nous semble erroné.

avait été intendant de justice en Limousin, puis en Languedoc, intendant des finances et doyen du Conseil. Son père, maître des requêtes, fut ambassadeur en Danemark. Lui-même, neveu de de Maupertuis et beau-frère de Le Rebours, fut avocat général aux requêtes de l'hôtel et maître des requêtes. Il quitta la généralité de Bourges pour prendre l'intendance d'Angoulême en 1715. Né le 1^{er} septembre 1678, il mourut en avril 1736¹. Pendant son séjour en Berry, il tomba malade en 1713 et dut aller se soigner aux eaux de Bourbonne. Il demanda et obtint, pour son subdélégué, M. de Vouët, une commission de subdélégué général².

Il se plaignait en 1715, de l'insuffisance de son traitement, et d'être obligé de dépenser dans son intendance une bonne partie de ses biens personnels. « L'intendance, écrivait-il au contrôleur général, pour un honnête homme comme je fais profession de l'être, est d'un revenu très médiocre, pour la dépense qu'on est obligé d'y faire, ne valant, au moyen de ce qu'on retient le dixième, que 14.500 livres par an, sans un sol de plus. La vie est devenue prodigieusement chère, et il n'est pas possible de vivre comme il convient sans y mettre infiniment de son bien³... » Il terminait en priant le contrôleur général de bien vouloir lui accorder une pension de 2.000 livres³.

Gassot raconte que le 17 février 1715 il assista à la

1. La Chénaye-Desbois, *Dict. de la noblesse*, édition 1866, tome VIII.

2. Boislisle, tome III, n° 1526.

3. Boislisle, tome III, n° 1769.

cathédrale de Bourges, à un *Te Deum* pour la paix générale, et que, lorsqu'il arriva à l'église, les chanoines du chapitre refusèrent la porte à son hoqueton qui avait coutume d'entrer avec lui¹.

Le contrôleur général écrivit aux intendants le 3 septembre 1715, pour les informer du décès de Louis XIV. Foullé répondit le 14 septembre suivant que la mort du roi avait été universellement admirée, et que la proclamation du duc d'Orléans comme régent avait produit le plus heureux effet, tout le monde ayant la plus grande confiance dans les talents et dans la bonté du prince².

En matière de finances, cet intendant se préoccupa dès 1708, de faire accorder des diminutions aux paroisses de sa généralité. Dans de fréquents mémoires, il réclama des décharges pour les populations, faisant valoir la dureté des temps, les intempéries des saisons. Le contrôleur général, trop habitué à de pareilles réclamations, résistait, et lui écrivait³ en mars 1709 que presque partout on était revenu des craintes provoquées par la rigueur du froid alternant avec les demi-dégels, et qu'il ne convenait pas d'ajouter foi légèrement aux discours de gens du peuple mal instruits, peu éclairés, et enclins toujours à exagérer le mal. Et pourtant, l'hiver de 1709 avait été terrible par sa rigueur, car on eut couramment 22 degrés de froid; la famine et la misère sévirent un peu partout; les la-

1. *Mémoires de Gassot*, p. le vicomte de La Guère, in *Antiq. du Centre*, 9^e vol. p. 285.

2. Boistisle, tome III, n^o 1879.

3. Boistisle, tome III, n^o 342 à la note

quais du roi mendiaient à la porte de Versailles, des émeutes éclatèrent à Paris. D'autre part, à propos de l'augmentation de la capitation qui exaspérait le mécontentement, le contrôleur général lui recommandait à plusieurs reprises de se faire accompagner des mairéchaussées dans ses voyages¹. Foullé renouvela ses demandes de décharges en 1711 et 1713. Il se plaignit en outre, en juin 1711, — le mal n'est pas nouveau —, de la rareté des petites espèces, déclarant que le commerce en souffrait. On ne voulait pas donner plus qu'on devait, car on craignait que le collecteur ou le marchand ne rendit pas la monnaie. Le commissaire départi proposait de faire fabriquer des pièces de 3 sols six deniers et de 2 sols 6 deniers, et des liards en quantité suffisante². La difficulté des recouvrements était sans cesse accrue; il y eut même une émeute en 1714.

Une clause avait prescrit aux personnes chargées de lever l'impôt du dixième, de rapporter, quinze jours après l'expiration de chaque quartier, c'est-à-dire de chaque terme ou échéance, un état des contribuables qui n'auraient pas payé, pour qu'on les inscrive sur le rôle suivant, avec double taxe. L'intendant n'était pas partisan de ce procédé, qui à son avis ne produirait aucun bon effet. Le moyen le plus efficace, selon lui, était d'obliger les receveurs ou collecteurs à remettre les deniers de leur recette dès l'échéance³.

1. Boislisle, tome III, n° 358 à la note.

2. Boislisle, tome III, n° 1072.

3. Boislisle, tome III, n° 1056.

Foullé de Martangis s'efforça d'améliorer le sort des populations de sa généralité qui ne pouvaient supporter le poids très lourd des impositions. L'impôt de la gabelle avait été abaissé; en septembre 1709, l'intendant demanda encore une autre diminution pour l'année suivante, dans les paroisses relevant des greniers d'Issoudun, Buzançais, La Châtre et Argenton. Les paysans étaient dans la misère; ils n'avaient même plus de quoi acheter le sel nécessaire à leur alimentation : « La tournée que je viens de faire, écrivait l'intendant, le 3 mai 1709, dans les principaux marchés de ce département,... m'a fait cognoistre par moy mesme le triste état où sont les peuples de la campagne, qui n'ayant pas de quoy acheter des grains se réduisent à manger des herbes et racines qu'ils font bouillir dans l'eau sans sel ny aucun assaisonnement, de manière que cela causera dans la suite des maladies, l'été prochain, si l'on n'y apporte un tempérament en rétablissant le prest du sel¹. »

Dans les villes, les habitants n'étaient guère plus heureux. L'administration à court d'argent, avait transformé en charges vénales des fonctions publiques de plusieurs sortes², mais on ne trouvait guère d'acquéreurs, et l'intendant écrivait le 16 mai 1709 : « Je cherche des gens pour acquérir les charges d'inspecteurs des fermes. La misère est si grande et il y a si peu de gens en état d'acquérir que je crains qu'on

1. Arch. Nat., G⁷ 127.

2. *Le faux-saunage et la misère en Bas-Berry*, par H. Chrétien, in *Revue du Centre*, tome IX, p. 449.

n'ait beaucoup de peine à débiter ces offices dans cette province. » Foullé s'inquiétait du ravitaillement de son département. En 1709, il fit une demande de sel, rendit même une ordonnance fixant le prix du blé et prohibant la sortie des grains. Turgot, son beau frère, intendant de la généralité de Tours, s'en plaignit aussitôt au contrôleur général, parce que, disait-il, la liberté de transit pourrait seule sauver la Touraine de la famine¹. Cette mesure prise par l'intendant de Bourges, contraire peut-être à l'intérêt général, n'était cependant pas inutile pour la province. Il fallait fournir aux troupes les avances du quartier d'hiver. Dès le mois d'avril de cette année 1709, le contrôleur général avait donné l'ordre au commissaire départi de favoriser les achats et les transports destinés à l'armée du Dauphiné, service privilégié et indispensable, pour lequel il ne faudrait pas hésiter à fournir les escortes de cavalerie ou de maréchaussée, si besoin était². Au mois d'octobre suivant, le contrôleur général invita Foullé à réserver tout ce qu'il faudrait de grains pour la subsistance des troupes qui passeraient l'hiver dans sa généralité³ et à examiner ensuite ce qu'elle pourrait encore fournir. L'intendant répondit aussitôt; puis il demanda, et obtint, de remplacer une imposition de 16.000 sacs de blé par une avance de 300.000 livres faite par les receveurs généraux⁴.

1. Boi-lisle, tome III, n° 409.

2. Boi lisle, tome III, n° 371.

3. En Berry quatre escadrons.

4. Boi li le, tome III, n° 591.

On imposa sur la généralité la somme de 293.370 livres « pour l'ustancille des troupes de Sa Majesté pendant les 150 jours de quartier d'hiver de 1712 à 1713, tant pour les troupes d'infanterie que pour celles de gendarmerie, cavallerie, dragons, qui ont esté faites par M. Foullé de Martangis. » Lebas du Plessis, conseiller du roi, trésorier général de l'extraordinaire des guerres et cavalerie légère de France en exercice l'année 1713, constitua comme son procureur spécial Edouard Roger de Cologne, son commis en la généralité de Bourges pour recevoir des habitants la somme en question¹. La charge était lourde, et les troupes cantonnées en Berry y furent difficilement supportées. Elles pratiquèrent le faux-saunage sur une grande échelle; l'abondante correspondance de l'intendant avec le contrôleur général, de 1711 à 1713, en est une preuve². Ce n'était donc pas sans raison que le commissaire départi se préoccupait de la subsistance de la province qui était loin d'avoir le nécessaire pour elle-même. Foullé passa en 1709 un marché avec les boulangers. L'un d'eux le sieur Bourdier, de Châteauroux, fut traité rigoureusement par l'intendant et se plaignit en haut lieu.

Les maladies, les épidémies, les fièvres malignes sévissaient. Foullé, en 1710, demanda des remèdes qui lui furent envoyés au nombre de 2.000. M. de Vouet, subdélégué général, en réclama aussi en 1714; l'intendant s'en fit réexpédier d'autres et s'occupa de

1. Archives départementales du Cher, notaires de Bourges, E. 2138.

2. Boislisle, tome III, n° 1206 à la note.

leur distribution ¹. Des épizooties ravageaient les troupeaux de bestiaux, parmi lesquels la mortalité devint très grande en cette même année 1714. On dut se procurer des étalons et établir une nouvelle imposition en 1715 pour subvenir aux frais d'achat.

En outre, l'exploitation agricole était rendue plus difficile encore par la cherté des domestiques de ferme. « La mortalité, écrivait Foullé, survenue en 1709 et les années suivantes, par la misère qui se répandit partout et causa des maladies malignes, a rendu les hommes de journées et les valets de campagne si rares, que, cette année que les blés ont beaucoup rendu de gerbes, on n'a pu trouver d'ouvriers pour les moissons et les fauchaisons qu'à grands frais, les journaliers, se prévalant du besoin que l'on avoit d'eux et du bas prix du pain, ayant voulu gagner 25 sols et plus par jour, et aimant mieux rester à ne rien faire une partie du temps que de travailler, parce que le gain d'une journée était suffisant pour les nourrir, et leur famille, toute une semaine, disant avec arrogance que les maîtres ont eu leurs temps pendant la cherté du blé, et qu'à présent qu'il est à bon marché, ils veulent avoir le leur et profiter de l'occasion. Les valets se sont mis sur le même pied, et demandé, à la Saint-Jean dernière, qui est le temps ordinaire qu'ils se louent, le double de gages qu'ils gagnent par an, avec des conditions ridicules, comme d'être nourris de pain blanc, et voulant que les maîtres des domaines signassent leurs engagements

1. Boislisle, tome III, n° 1617

avec les métayers et laboureurs auxquels ils se louaient, pour assurance de leur paiement. Pour remédier à ce désordre, qui est devenu presque général selon les avis que j'ai reçus de tous côtés, et qui, a été encore plus grand pour les façons de vignes, qui ont coûté jusques à trente sols pour chaque journée des vigneron, j'ai, par les soins que je me suis donnés, recouvré un édit qui a été rendu en 1612 par le feu Roi, en pareil cas, et dont le juge de police de Bourges ayant, en 1701, voulu renouveler l'exécution, les officiers du bailliage le traversèrent et en empêchèrent l'effet. Comme il seroit nécessaire de remettre cet édit en vigueur, selon le mémoire que j'ai l'honneur de joindre, il vous plaira, si vous le jugez ainsi, faire expédier un arrêt convenable au sujet¹... »

Bien que les malheureuses populations fussent fort éprouvées, il leur fallait encore payer des impôts. Le commissaire départi ne se gênait pas pour dire que les traitants n'avaient servi qu'à accabler le peuple et à le réduire au désespoir².

Les bénédictines de Mennetou-sur-Cher, manquant de ressources, adressèrent en 1717, à l'intendance des états à l'appui d'une demande de secours que Foullé transmit avec avis favorable : « Cette communauté n'est pas aisée, disait-il, et la plupart des religieuses se sont retirées chez leurs parents pour subsister³. »

1. Boislisle, tome III, n° 1866.

2. Boyer de Sainte-Suzanne, *Les intendants d'Amiens*, p. 116.

3. *Mennetou-sur-Cher*, par le comte de Toulgoet, in *Revue du Centre*, tome V, p. 214.

Pour ce qui est de l'administration de la justice, l'intendant eut bien des affaires à régler. En 1709, subrogé aux lieu et place de son prédécesseur de Montgeron commis par un arrêt du Conseil, il eut à juger le procès instruit à la requête des fermiers-généraux contre un sieur de la Borde redevable envers eux. Ce dernier, ancien receveur des gabelles de Bourges, était emprisonné depuis trois ans; il était tombé malade; sa femme, qui avait voulu le rejoindre dans sa prison, fut atteinte de la maladie du scorbut et en mourut. Foullé fit mettre le prisonnier en liberté sous caution¹.

L'année suivante, sur un avis du contrôleur général, l'intendant dut prendre des mesures pour faire assurer aux officiers des greniers à sel le remboursement des frais des procès jugés par devant eux². En 1714, il fit instruire le procès d'un faux-poudrier et donna des ordres pour l'exécution de la condamnation.

On sait que la principauté d'Henrichemont ou Boisbelle se trouvait dans une situation particulière lui permettant de jouir d'une certaine indépendance. Il avait été entendu par un arrêt du Conseil du 15 décembre 1607 « que les sujets et justiciables habitués dans l'étendue, enclave et territoire de ladite justice et souveraineté de Boisbelle » jouiraient des exemptions et immunités des tailles et autres impositions « à la charge que ceux qui avaient des héritages hors l'étendue d'icelle seraient tenus de les bailler à ferme. »

1. Boisbelle, tome III, n° 656.

2. Boisbelle, tome III, n° 906.

A la suite de l'établissement de l'impôt additionnel connu sous le nom de Dixième, on essaya d'imposer les habitants d'Henrichemont possédant biens au dehors, mais ceux-ci obtinrent en 1708, deux ordonnances de l'intendant qui les déchargèrent¹.

Foullé de Martangis s'occupa aussi des manufactures et en décembre 1713, il envoya au contrôleur général un état faisant connaître celles existant en Berry². Il fut chargé la même année de faire visiter les bois qu'on demandait à exploiter et d'assurer la vérification des dépenses nécessaires à cette exploitation³. A Bourges, il surveilla la réparation du clocher de la cathédrale et régla l'adjudication des travaux à effectuer, ainsi qu'une vente de bois appartenant au chapitre, pour subvenir aux frais. En mai 1714, il rendit compte au contrôleur-général des mesures qu'il avait prises⁴. Enfin, la même année, lors de la seconde recherche de la noblesse, il eut à examiner et à vérifier les preuves fournies; il dut alors prendre des décisions et rendre des jugements de maintenue de noblesse.

D'une manière générale, la correspondance de cet intendant révèle une certaine satisfaction et il devait aimer les louanges; il ne manqua guère d'occasions de faire ressortir l'excellence des services qu'il avait rendus. Il se sentait appuyé et comme il était bien

1. *Histoire de la principauté souveraine de Boisbelle Henrichemont* par H. Boyer, in *Société historique du Cher*, 17^e vol. p. 15

2. Boisbelle, tome III, n° 1555.

3. Archives départ. du Cher, B. 2417

4. Boisbelle tome III. n° 1638.

apparenté, il en profita pour quémander avec insistance des récompenses et des éloges. Il convient de reconnaître que son administration fut satisfaisante et qu'il fit ce qu'il put pour améliorer le sort du peuple, en demandant sans cesse des diminutions d'impositions qu'il obtint pour la plupart.

CHAPITRE V

Règne de Louis XV : Les intendants Dodart (1728-1767) et Dupré de Saint- Maur (1767-1776).

I

En 1720, *Jacques Michel Barberie*, chevalier, marquis de Courteille, prit l'intendance de Bourges et exerça ses fonctions jusqu'au 10 décembre 1728. Nous avons fort peu de renseignements sur lui. Sa commission d'intendant est datée du 6 février 1720¹. Au mois de juin suivant, pour « faire le procès à des coupables », il reçut une commission spéciale². Il chargea un sieur de Pommereau, des fonctions de directeur des vingtièmes dans la généralité de Bourges³ et en 1728 se montra favorable à un projet de rétablissement de la navigation sur l'Yèvre, projet qui fut d'ailleurs abandonné sous son successeur⁴.

1. Archives Nat., O¹. 64, p. 35.

2. Voir pièces justificatives, p. 263.

3. Archives départ. du Cher, C. 272.

4. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e, partie chap. III, p. 374.

II

Denys Dodart le remplaça en 1728, et resta à Bourges jusqu'en 1767; il y fit donc un séjour de près de quarante années. De tous les intendants de la province, c'est le seul qui ait administré la généralité pendant une aussi longue durée.

Son grand-père, né à Paris vers 1630, était docteur régent de la Faculté de Médecine de Paris et membre de l'Académie royale des Sciences. Son père, Claude J.-B. Dodart, né à Paris, vers 1660, fut conseiller du roi en ses conseils, premier médecin de Louis XV; médecin ordinaire de sa maison, surintendant des Eaux minérales de France, après avoir été premier médecin du Régent, le duc d'Orléans. Il fut anobli par lettres-patentes du roi données à Paris en mai 1720. Marié deux fois, il épousa en secondes noces, le 7 janvier 1693, Anne-Louise Denis, fille de Guillaume Denis, seigneur de Choiselles, contrôleur-général de l'extraordinaire des guerres, trésorier de la gendarmerie, et de Anne Barrois. De sa première union, il eut un fils et une fille, Marguerite Dodart, mariée à Messire Claude Burlet, premier médecin du roi d'Espagne. De son second mariage, il eut trois fils et deux filles : Denys Dodart, l'aîné, chevalier, intendant de justice, police et finances de la généralité de Bourges; Anne Séraphise Dodart, mariée à Pierre Dureclaux de la Valette, médecin ordinaire du roi; Louis, Denis Dodart, officier de marine, mort sans avoir été marié; Marie, Agathe Do-

dart, femme de Thomas, Claude Chapelain de Fontenailles , chevalier de Saint-Louis, capitaine des gardes du prince de Conti; Claude, Marie Dodart, né vers 1715, chevalier, capitaine au régiment des carabiniers du Comte de Provence, puis maître de camp de cavalerie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Ce dernier épousa à Bourges en l'église de Saint-Pierre-le-Marché, le 15 avril 1760, Charlotte Marguerite de Menou, et eut plusieurs enfants dont les descendants sont restés en Berry¹.

L'intendant Denys Dodart fit ses études de médecine, fut successivement conseiller au Châtelet de Paris, conseiller au Parlement, conseiller du roi en tous ses conseils, maître des requêtes de son hôtel (avril 1722), et intendant de Bourges. Il ne se maria point.

Dodart s'occupa principalement de développer l'agriculture et les manufactures dans son département. Le 31 janvier 1762, le roi en son Conseil ayant ordonné l'établissement d'une Société d'agriculture, le commissaire départi fut chargé de l'organiser. Elle se composait de vingt personnes formant un seul bureau et devait siéger à Bourges une fois par semaine. L'intendant assistait aux séances comme commissaire du roi et avait voix délibérative; mais il n'avait aucune préséance sur les membres ordinaires, et il ne fut pas question de lui donner la présidence. La première séance eut lieu le mardi 30 mars

1. *Essais généalogiques sur les anciennes familles du Berry*, par Riffé, in *Antiq. du Centre*, 5^e vol. p. 127 et 128.

1762, à l'archevêché¹. Dodart y prononça le discours d'ouverture. Celui-ci est intéressant, car il est plein de bon sens et fixe des règles sages et prudentes, relativement à la conduite des sociétés d'agriculture. La société le fit d'ailleurs imprimer et publier². Le commissaire départi y fit l'éloge des Etats de Bretagne et de leur bienfaisante action sur leur province. Ainsi que le remarque M. B. de Kersers, dans son mémoire sur la Société d'agriculture², cet éloge peut paraître surprenant, puisqu'il était décerné par l'intendant d'une généralité d'élections, pays où régnait sans contrôle un despotisme administratif absolu. Dodart fit ensuite appel à la bonne volonté des habitants, les engagea à signaler à la société les sujets qui pouvaient être intéressants pour l'agriculture, insistant sur ce fait qu'on ne se préoccuperait, dans le sein de l'assemblée, d'aucune question de rang, ni de préséance. Il parla de la misère des campagnes, où les populations, mal ravitaillées par suite du défaut de communications, étaient exposées à la disette pendant les mauvaises années. Il conseilla la culture des prairies artificielles, le marnage des terres, invita les propriétaires demeurant à la campagne à prendre les initiatives qui leur paraîtraient utiles. Il promit lui-même d'essayer des innovations, exprima son désir d'introduire dans le pays la culture du lin et celle du mûrier. Il déplora la trop grande étendue des terres

1. Archives du Cher, fds. de l'intendance, n° 302.

2. *Sté d'agriculture de 1762*, par A. B. de Kersers, in *Antiq. du Centre*, 8^e vol. p. 339.

incultes et la non-préparation du chanvre qu'on se contentait d'exporter à l'état brut, sans lui faire subir aucune transformation, ce qui aurait cependant permis de développer en Berry une industrie fort lucrative. Il s'étendit sur les soins à donner aux bestiaux, dont il aurait désiré voir développer l'élevage et le commerce, d'où l'importance des prairies artificielles. Il montra enfin, que l'industrie dans la province était presque nulle, ne pouvant citer que quelques forges, papeteries, verreries et les manufactures de tissus d'Issoudun et de Châteauroux. Ce discours fit une forte impression sur l'Assemblée, qui, nous l'avons dit, en décida la publication¹.

La deuxième Assemblée de la Société d'agriculture eut lieu le 20 avril 1762 sous la présidence de l'archevêque². On y discuta et approuva le règlement, en présence de l'intendant. Dodart rendit de réels services à cette société, car, non content d'assister fréquemment aux séances, il l'encouragea sans cesse, mit à sa disposition les bons offices de ses subordonnés et fut toujours pour elle un protecteur actif et dévoué. Aussi, lorsqu'il quitta la généralité, il fut unanimement regretté et on l'élut membre de la société, mais il ne lui fut plus possible de conserver les fonctions actives qu'il avait remplies avec tant de zèle, comme intendant.

Il tint d'ailleurs ses promesses. C'est ainsi qu'en

1. Archives du Cher, fds. de l'intendance, n^{os} 300 et 301.

2. Georges, Louis, Philippeaux de la Vrillière, neveu de Maurepas qui fut premier ministre sous Louis XVI.

1735 il fit venir de Provence, des environs d'Avignon 2.000 pieds de mûrier blanc, qu'on planta dans une terre appartenant à l'hôpital de Bourges; on en distribua à des cultivateurs. La Société d'agriculture fit imprimer et distribuer une instruction sur les graines de mûrier et l'élevage des vers à soie. Dodart essaya d'introduire en Berry la culture du lin. Il s'intéressa en outre, en 1750, à la création de deux grandes manufactures, l'une de draps à Châteauroux, et l'autre d'étoffes légères de coton, de laine et de soie à Bourges¹. Malheureusement, ces essais, et beaucoup d'autres, ne réussirent guère et ne purent produire de résultats durables.

Le contrôleur-général Orry chercha à approvisionner les marchés voisins de Rouen de fils de chanvre, et en 1731, il avait chargé Dodart d'en faire acheter². Il lui avait également recommandé de favoriser de tous ses moyens la nouvelle fabrique de siamoises installée à Issoudun³. Les industries naissantes étaient entravées par toutes sortes de difficultés, dont la principale provenait de l'organisation des jurandes et des maîtrises. Pendant longtemps l'intendant chercha le moyen de sortir de l'embarras inextricable des multiples réglemens, mais sans pouvoir y parvenir. A la fin de 1755, il fonda des prix pour les meilleures fileuses³. Il écrivait, en janvier 1756, qu'il en coûtait 120 livres pour faire le misérable

1. Raynal, *Histoire du Berry*, tome IV, livre XII, chap. I, p. 428.

2. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. V, p. 394.

3. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. V, p. 396.

métier de chanvreux, et 200 livres pour faire celui de tisserand, bien entendu sans compter les impositions. Comment s'étonner après cela, du peu de succès des efforts de l'intendant?

Dodart régimenta le transport du bois par voie d'eau. Par une ordonnance du 8 juin 1733, il prescrivit à tous les riverains qui s'étaient emparés des bois bruts ou façonnés que le courant avait déposés sur les rives, à la suite d'inondations récentes, d'aller en faire la déclaration dans les trois jours aux subdélégués de l'intendance à La Charité et à Sancerre¹. Au commencement de 1758, Leray de Chaumont, grand maître des eaux et forêts à Cérilly, informa le Conseil de l'état de la rivière du Cher rendue impraticable par des obstacles de toutes sortes. Il proposa de faire ordonner par le Conseil que tous les possesseurs de moulins, écluses, vannes ou autres établissements de ce genre seraient tenus de justifier leurs droits. Dodart fut consulté à ce sujet, et ne se montra pas partisan d'une pareille mesure, en raison des titres et de l'ancienne possession des propriétaires d'usines. En 1762, M. de Provigny et plusieurs autres personnes proposèrent de faire procéder au nettoyage et au balisage du Cher, à condition d'obliger les riverains à débarrasser les bords de la rivière et de percevoir un droit de navigation pendant trente ans. M. de Trudaine, commissaire du Conseil ayant la direction des ponts et chaussées, demanda l'avis

1. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. III, p. 362.

de l'intendant, qui répondit que l'exécution de ce projet rencontrerait des difficultés sans nombre¹.

Sous l'administration de Dodart, des recherches furent faites en vue d'explorer le sous-sol de la province. Un membre de l'Académie des sciences, nommé Hellot, fut chargé par le roi de perfectionner la porcelaine de Vincennes. En mai 1756, il fit demander à l'intendant, par l'intermédiaire du contrôleur-général, deux caisses de chacune cent livres de terres provenant des environs de Vatan qu'il avait vues et essayées en 1752². En septembre 1763, un fabricant de draps de Romorantin, nommé Martin Delalande et un sieur Godefroy de la Cousinerie, prétendirent avoir trouvé une mine d'or au moulin de la Baume, près de Bruère. Messire Pajonnet, prieur d'Allichamps, s'intéressa vivement à cette découverte. En décembre 1763, il écrivit à l'intendant qu'on n'avait effectué que des fouilles superficielles parce que des éboulements avaient gêné et effrayé les inventeurs. Il proposa de faire creuser plus profondément et demanda, dans ce but, qu'on veuille bien lui accorder quelques subsides. Il rappela que deux ans auparavant il avait fait remettre au commissaire départi, par M. de Bigny, un morceau de mine d'argent provenant des environs d'Aynay-le-Château, et que cet échantillon avait dû être envoyé pour essai à la Monnaie de Paris. Mais Dodart, qui savait sans

1. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. III, p. 366.

2. *Institutions sous l'ancien régime, arts utiles*, par G. Vallois, in *Antiq. du Centre*, 16^e vol., p. 223.

doute à quoi s'en tenir sur des découvertes de ce genre, renseigna le prieur et lui écrivit qu'il n'y avait rien à espérer de ces mines. « Celle de la Baume, disait-il, a été reconnue pour ne contenir qu'une masse de pyrites analogues à celles dont on tire le soufre et le vitriol. On ne pourrait l'exploiter qu'à grands frais, et ce qu'il y a de mieux à faire, c'est d'abandonner ces projets chimériques. » Par la suite, on n'entendit plus parler de cette affaire¹.

Cependant, des fouilles furent faites à Allichamps, sous la direction de l'intendant et du prieur Pajonnet, mais dans le but de découvrir des monuments anciens, et elles ne furent pas sans succès².

A propos des recherches historiques faites en Berry à cette époque, on sait que Colbert avait conçu le projet de faire publier le recueil des historiens des Gaules et de la France. Le chancelier d'Aguesseau, reprenant l'idée du ministre de Louis XIV, pria Dodart en mars 1745 de rechercher les personnes s'occupant d'études historiques et de lui faire connaître s'il existait dans son département des archives de monastères, de chapitres, ou d'hôtels de ville contenant des pièces intéressantes. L'intendant lui répondit ainsi quelques jours après : « Mgr le Chancelier, j'ay reçu la lettre que, etc., etc., (sic) au sujet du re-

1. *Institutions sous l'ancien régime, arts utiles*, par G. Vallois, in *Antiq. du Centre*, 16^e vol. p. 224.

2. Correspondance de M. Pajonnet, prieur d'Allichamps avec divers savants (xviii^e siècle). Lettres recueillies par M. le Baron de Girardot, in *Antiq. du Centre*, tome 6, p. 299. Voir pièces justificatives, p. 264.

cueil des historiens des Gaules et de la France que les P. P. Bénédictins ont entrepris. Il sera difficile, Monsieur, qu'un ouvrage aussy utile dont vous avez donné le plan et qui s'exécutera par de tels ouvriers sous vos yeux et sous vos auspices n'eut pas tout le succès qu'annoncent de si heureuses circonstances. Tout le monde en effet s'est empressé d'y concourir; je l'ay fait comme les autres en indiquant à Dom Girou chargé ici de faire des recherches sur l'histoire de la province les sources d'où il pouvait tirer des connaissances et des preuves et en luy donnant toutes les facilités qui ont dépendu de moy pour luy en procurer la communication. Quoyque le sujet principal soit l'histoire particulière de la province, la plus part des choses qui les concerne ont des rapports directs à l'histoire de France et rien de ce qui peut entrer dans le recueil général n'a pu luy échaper. Ce religieux m'a paru très propre à exécuter la commission dont je l'ai chargé. Il n'y a point de maisons publiques et particulières où il ait eu la sérieuse espérance de trouver qu'il naie fouillé avec un fort grand soin. De sorte que faire de nouvelles recherches serait vouloir glaner encore dans le champ qui l'a déjà été. Cependant et pour ne rien négliger de ce qui peut convenir au succès de vos vues, je m'informeray encore si quelque chose aurait échapé à sa curiosité. Je n'auray malheureusement pas beaucoup de gens à consulter sur cela, quoy qu'ils en eussent un fort grand besoin. Les lettres sont extrêmement négligées dans nos provinces. La noblesse y est fort peu instruite, les ecclésiastiques

pour la plus part ne s'occupent que de leur temporel, ceux qui voient quelques livres ny cherchent que la théologie scolastique ou des questions qui depuis cent ans partagent et divisent le clergé. Il en est de mesme des magistrats pour le genre de connaissance qui leur est propre. Tout le reste s'occupe de la culture de la terre ou de quelque commerce. Quelques talents que je connaisse à Dom Girou je suis très persuadé qu'il devra infiniment plus à d'anciens chartriers très ignorez de ceux mesme qui les possèdent qu'aux lumières des gens du pays, mesme de ceux qui par état devraient estre les plus instruits¹ ».

Nous voyons que l'intendant avait une médiocre estime pour le niveau intellectuel des Berrichons. M. Vallois, dans son mémoire sur les institutions de l'ancien régime², s'en indigne et prétend que cette opinion n'est pas conforme à la vérité, car le Berry, dit-il, n'était pas en retard sur les autres provinces, en fait de travaux et de recherches d'histoire locale, bien au contraire. Il suffit de citer les noms de Chaumeau, P. Labbe, La Thaumassière, pour ne parler que de ceux-là ! Toutefois, nous remarquerons que les érudits dont parle M. Vallois, vivaient à une époque antérieure à celle de l'intendant.

L'abbé Expilly, préparant son grand dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France, pria l'intendant de Bourges, en 1764, de

1. Arch. du Cher, C. 318

2. *Antiq. du Centre*, 16^e vol., p. 240.

lui procurer un dénombrement complet de sa généralité. Dodart lui répondit d'une façon peu encourageante. « Je désirerais bien, lui écrivit-il, avoir le temps nécessaire de m'occuper de la perfection de votre dictionnaire et j'aurais pour cette province bien des remarques à vous faire ainsy que je vous l'ay mandé cy-devant. Mais il ne m'est pas possible de remplir les états dont vous m'envoyez les projets. Il me faudrait dépouiller ou faire dépouiller tous les registres des paroisses pendant un grand nombre d'années, ce qui exigerait beaucoup de temps et de travail à quoi je ne suis pas sûr que les curés sur lesquels je n'ay aucune autorité voulussent me prêter obéissance. Tout ce que je puis faire pour le dénombrement des populations, est de vous dire qu'en 1729 qui fut la première année que j'administray les affaires de cette généralité non compris les villes franches de Bourges et d'Issoudun, le nombre des feux des taillables était de 68.993, et qu'en 1762 auquel temps j'ay fini cette vérification il était de 77.129 et que par conséquent elle avait augmenté dans l'interval de 8.136. »

L'année suivante, l'abbé Expilly écrivit de nouveau à Dodart pour lui envoyer le troisième volume de son dictionnaire relatif au dénombrement de la population. Il joignit à sa lettre un modèle qu'il pria l'intendant de faire remplir dans toutes les paroisses de son département, en y ajoutant les observations qu'il pourrait avoir à formuler au sujet des articles concernant le Berry parus dans ses précédents

volumes¹. Ainsi que le remarque M. Vallois², il est probable que l'intendant n'a rien envoyé, car dans les additions et corrections placées à la fin du quatrième volume du dictionnaire, on ne trouve aucune mention relative au Berry.

Dodart collabora à la publication de la carte de Cassini, tout au moins pour la partie concernant sa généralité, et il contribua à hâter la publication de cette œuvre importante. En janvier 1764, M. de Montigny, membre de l'Académie royale des sciences et directeur de la Compagnie de la carte générale de France, écrivit à l'intendant pour lui offrir de faire terminer promptement le lever de la carte du Berry, avec le concours des fonds de la généralité². Il lui fit connaître qu'en Guyenne, en Limousin et en Lyonnais, on avait obtenu dans ce but, du contrôleur général, d'opérer un prélèvement de 12.000 livres sur les excédents de la capitation. « Le travail de tous les ingénieurs, disait-il, a été concentré sur ces provinces. La dépense restant à faire pour la généralité de Bourges, est évaluée à 3.000 livres payables en deux années. On pourrait achever le lever de la carte en 1764 et le tout serait gravé à la fin de 1765 ou au plus tard vers Pâques de l'année 1766 ». Dodart répondit que les impositions de l'année étaient déjà assises, mais qu'il pourrait, avec l'autorisation du contrôleur général, imposer 1.500 livres en 1765 et le reste l'année suivante. Il ajouta

1. Archives du Cher, C. 318.

2. *Institutions sous l'ancien régime, histoire et géographie*, par G. Vallois, in *Antiq. du Centre*, 16^e vol., p. 237.

toutefois que ces dépenses ne pourraient être liquidées dans l'année même de leur établissement. Dans une autre lettre, il offrit pour la réalisation des propositions qu'on lui avait soumises, toutes les ressources dont il disposait. On se mit alors au travail; un ingénieur géographe fut chargé du lever topographique et la carte entière put être terminée avant l'expiration du délai prévu¹. Dodart eut d'ailleurs à rectifier quelques erreurs, et en mars 1765, il les signala à M. de Montigny en ces termes : «... Je remarque, écrivit-il, sur la carte générale de France où est marquée la ville de Bourges, que les rivières, à l'exception du Moulon, paraissent aboutir dans cette ville comme dans un gouffre, le Moulon seul étant continué sous le nom d'Yèvre jusqu'à Vierzon. Je crois devoir vous donner cet avis pour que les rectifications puissent être faites sur les planches² ».

Peu d'ouvrages furent exécutés sous l'administration de cet intendant, et ils le furent par la corvée, sous la direction de M. de Trudaine³. En mars 1730, le commissaire départi fut invité par le contrôleur général à faire réparer la partie du grand chemin de la poste de Dun à Vatan, située dans les paroisses de Coulon et d'Avexy⁴.

Dodart, nous l'avons dit, était médecin. Il organisa

1. *Institutions sous l'ancien régime, histoire et géographie de la France*, par G. Vallois, in *Antiq. du Centre*, 16^e vol., p. 237.

2. Archives du Cher, C. 318.

3. Girardot, *Assemblées provinciales*, première partie, chap. VI p. 144.

4. *Institutions sous l'ancien régime, travaux publics*, par G. Vallois, in *Antiq. du Centre*, 16^e vol., p. 234.

à Bourges un cours d'accouchements. En 1755, il fut consulté au sujet d'un arrêt du conseil en préparation concernant les chirurgiens des villes. On se proposait de classer comme notables les praticiens résidant dans les localités de quelque importance. Dodart répondit que presque tous les chirurgiens de province exerçaient encore la barberie, et qu'il conviendrait de spécifier si l'on voulait que cette dernière profession bénéficiât ou non des privilèges qu'on avait l'intention d'accorder aux chirurgiens. L'intendant ajoutait qu'en tout cas, les notables des villes seraient peu flattés de voir siéger à côté d'eux, dans les conseils de la cité, des gens à boutiques, par qui le premier manant venu pouvait se faire raser; que si on voulait faire des chirurgiens et des barbiers deux corporations distinctes, on arriverait à la ruine du métier¹ :

« Toutes les distinctions, disait-il, qui ont été accordées aux maîtres-chirurgiens de Paris, que véritablement ils méritoient, et qui ont porté cet art au point où il est aujourd'hui, l'ont ruiné dans les provinces; la raison en est sensible. A Paris, les fils ou parens des maîtres peuvent facilement apprendre leurs professions sous leurs yeux et devenir maîtres eux-mêmes; dans nos provinces, les chirurgiens communément ne sont pas assez habiles ou n'ont pas des facultez ou des occasions assez fréquentes pour faire de bons élèves. Nous n'avons point de cours établis pour l'anatomie, les opérations, etc. Les jeunes-gens, fils de

1. *Histoire des corporations d'arts et confréries d'arts et métiers de Bourges*, par H. Boyer, in *Société historique du Cher*, 24^e vol, p. 97.

maîtres ou autres, qui se destinoient à cette profession avoient anciennement un moyen sûr d'y réussir; ils alloient à Paris avec une trousse de rasoirs dans leurs poches, se plaçoient dans les boutiques ouvertes des maîtres-chirurgiens, y gagnoient leur subsistance en faisant la barbe et servant le maître suivant leur capacité. Cependant ils fréquentoient les écoles de médecine, le jardin du Roy et de Saint-Cosme, y prenoient des instructions, suivoient les maîtres et les aydoient, et commençoient à pratiquer dans les hôpitaux, les charitez des paroisses, et chez les pauvres, puis revenoient dans nos provinces y exercer leurs professions, et dès lors estoient bien receus du public. Tels ont esté les commencements de nos meilleurs chirurgiens de provinces, et tels ont été aussi ceux de plusieurs chirurgiens très célèbres de Paris. Or, depuis que les maîtres-chirurgiens de Paris se sont mis sur le pied de n'avoir plus de boutique ni de barberie, les jeunes-gens aspirants de province ont perdu cette ressource pour aller s'instruire dans la capitale. Ils sont obligés de payer chez les maîtres des pensions considérables, et aucuns ou presque aucuns ne sont en état de subvenir à cette dépense, de sorte que les distinctions que se sont procurées les maîtres de Paris en augmentant leur état a perdu cette profession dans le reste du royaume¹ ». Ces avis de l'intendant n'empêchèrent d'ailleurs pas le Conseil de rendre l'arrêt projeté².

1. Archives départementales du Cher, *fonds de l'intendance*, C. 322.

2. *Histoire des corporations d'arts et confréries d'arts et métiers de Bourges*, par H. Boyer, in *Société historique du Cher*, 24^e vol. p. 97.

Dodart eut à rendre des ordonnances de confirmation de noblesse et dut faire des enquêtes pour répondre aux demandes de maintenue qui lui furent adressées. La municipalité de Bourges fit établir une liste annotée par l'intendant, mentionnant les familles de la ville qui avaient acquis la noblesse par mairies et échevinages sous le règne de Louis XIV; ces familles étaient d'ailleurs presque toutes éteintes ou sorties de la province. D'autre part, le contrôleur général rendit, en matière de confirmation de noblesse, un assez grand nombre de décisions qui furent notifiées en bloc au commissaire départi¹.

Dodart s'occupa de la suppression des tabellionnages². Il rendit une ordonnance modérant le dixième des charges de notaires et commissaires, en faveur de la communauté de Bourges, à 30 livres au lieu de 440 livres pour les années 1734 à 1736. La communauté des notaires de la ville de Bourges lui adressa une requête concernant l'exemption du logement des gens de guerre et la fourniture de l'ustensile. Par une autre ordonnance, Dodart déclara que les notaires n'étaient pas exempts de la corvée³. Les notaires de Bourges engagèrent par devant lui des procédures contre le directeur des contrôles, au sujet du droit de sceau et du droit de survivance, et contre le fermier des droits de contrôle, relativement aux répertoires à tenir et aux extraits à en fournir à ce fermier. A signaler une

1. Archives du Cher, C. 318.

2. Archives départementales du Cher, notaires de Bourges, E. 1033.

3. Archives départementales du Cher, notaires de Bourges, E. 1043.

autre ordonnance du commissaire départi, pour décharge du scel d'une contrainte de dix livres seize sous, pour droit de contrôle d'un contrat de mariage¹.

En ce qui concerne l'administration des finances, nous avons peu de chose à dire sur cet intendant. Sa correspondance avec le contrôleur général révèle que les recouvrements furent souvent en retard.

En mai 1761, il fit rendre un arrêt interdisant les assemblées générales qui, jusque là se tenaient chaque année à Bourges à l'hôtel de ville, avant l'assiette de la taille, et avaient pour mission d'ajouter ou de rayer sur le rôle les contribuables qui avaient quitté la ville ou s'y étaient établis².

Dodart reçut des lettres de commission pour la répartition de l'impôt du sel dans les paroisses³. En 1729, il fit emprisonner à Vierzon un garde sédentaire du grenier à sel⁴. A ce sujet, une affaire mérite d'être signalée. D'après la correspondance de l'intendant avec le contrôleur-général Orry, les commis ayant trouvé dans le domicile d'un sieur Bonnin, de la paroisse de Saint-Christophe, près de Lignières, une femme qui avait une poignée de sel dans sa poche, dressèrent procès-verbal sans faire mention que cette femme était une voisine. Bonnin fut condamné à 225 livres d'amende. Trop pauvre pour payer ou en appeler, il fut mis en prison, d'où l'intervention du curé put seule le tirer⁵.

1. Archives départementales du Cher, notaires de Bourges, E. 1044.

2. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. I, p. 347.

3. Archives départementales du Cher, C. 305.

4. Archives départementales du Cher, B. 3010.

5. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. VI, p. 232 à la note.

Dodart eut à rendre des ordonnances de confirmation de noblesse et dut faire des enquêtes pour répondre aux demandes de maintenue qui lui furent adressées. La municipalité de Bourges fit établir une liste annotée par l'intendant, mentionnant les familles de la ville qui avaient acquis la noblesse par mairies et échevinages sous le règne de Louis XIV; ces familles étaient d'ailleurs presque toutes éteintes ou sorties de la province. D'autre part, le contrôleur général rendit, en matière de confirmation de noblesse, un assez grand nombre de décisions qui furent notifiées en bloc au commissaire départi¹.

Dodart s'occupa de la suppression des tabellionnages². Il rendit une ordonnance modérant le dixième des charges de notaires et commissaires, en faveur de la communauté de Bourges, à 30 livres au lieu de 440 livres pour les années 1734 à 1736. La communauté des notaires de la ville de Bourges lui adressa une requête concernant l'exemption du logement des gens de guerre et la fourniture de l'ustensile. Par une autre ordonnance, Dodart déclara que les notaires n'étaient pas exempts de la corvée³. Les notaires de Bourges engagèrent par devant lui des procédures contre le directeur des contrôles, au sujet du droit de sceau et du droit de survivance, et contre le fermier des droits de contrôle, relativement aux répertoires à tenir et aux extraits à en fournir à ce fermier. A signaler une

1. Archives du Cher, C. 318.

2. Archives départementales du Cher, notaires de Bourges, E. 1033.

3. Archives départementales du Cher, notaires de Bourges, E. 1043.

autre ordonnance du commissaire départi, pour décharge du scel d'une contrainte de dix livres seize sous, pour droit de contrôle d'un contrat de mariage ¹.

En ce qui concerne l'administration des finances, nous avons peu de chose à dire sur cet intendant. Sa correspondance avec le contrôleur général révèle que les recouvrements furent souvent en retard.

En mai 1761, il fit rendre un arrêt interdisant les assemblées générales qui, jusque là se tenaient chaque année à Bourges à l'hôtel de ville, avant l'assiette de la taille, et avaient pour mission d'ajouter ou de rayer sur le rôle les contribuables qui avaient quitté la ville ou s'y étaient établis ².

Dodart reçut des lettres de commission pour la répartition de l'impôt du sel dans les paroisses ³. En 1729, il fit emprisonner à Vierzon un garde sédentaire du grenier à sel ⁴. A ce sujet, une affaire mérite d'être signalée. D'après la correspondance de l'intendant avec le contrôleur-général Orry, les commis ayant trouvé dans le domicile d'un sieur Bonnin, de la paroisse de Saint-Christophe, près de Lignières, une femme qui avait une poignée de sel dans sa poche, dressèrent procès-verbal sans faire mention que cette femme était une voisine. Bonnin fut condamné à 225 livres d'amende. Trop pauvre pour payer ou en appeler, il fut mis en prison, d'où l'intervention du curé put seule le tirer ⁵.

1. Archives départementales du Cher, notaires de Bourges, E. 1044.

2. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. I, p. 347.

3. Archives départementales du Cher, C. 305.

4. Archives départementales du Cher, B. 3010.

5. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. VI, p. 232 à la note.

Pendant sa longue administration de quarante années, Dodart eut le temps de visiter son département. Il se rendit à La Châtre en 1766, où on fit, pour le recevoir, les préparatifs d'usage¹. En 1752, 200 livres furent accordées par la municipalité de cette ville pour les mariages de deux filles, mariages faits par ordre de M. Dodart « en réjouissance de la naissance de Mgr le duc de Bourgogne ». » En septembre de la même année, par ordre de l'intendant, des feux de joie furent allumés et des réjouissances prescrites pour la convalescence de Mgr le Dauphin³.

En 1757, les officiers de la milice de La Châtre prièrent les échevins de se pourvoir devant l'intendant pour obtenir la permission d'acheter des drapeaux sur les deniers d'octroi, et de les réunir au corps de la milice. En 1766, l'intendant donna à la ville l'autorisation d'acheter trois drapeaux, lesquels seraient déposés chez le maire⁴.

Dodart réglementa les nominations d'échevins. Celles de La Châtre, faites irrégulièrement, furent annulées par le commissaire départi. L'échevin Péron « fit plusieurs fois sa démission », mais la majeure partie de la population et les ordres de l'intendant l'obligèrent à rester⁵.

1. Duguet, *Histoire d'une petite ville qui n'a pas d'histoire, La Châtre avant la Révolution*, p. 288.

2. *Ibid.* p. 287.

3. *Ibid.* p. 286.

4. *Ibid.* p. 276.

5. Duguet, *Histoire d'une petite ville qui n'a pas d'histoire*, p. 258, *La Châtre avant la Révolution*.

En 1764, Dodart rendit une ordonnance pour faire procéder à La Châtre au devis estimatif de plusieurs réparations pour le transport du poids du Roy¹. Nous voyons, par ces quelques exemples, combien les pouvoirs de l'intendant étaient étendus, puisqu'ils lui permettaient de s'immiscer dans une multitude de questions de détail concernant l'administration des villes de son département. Pour les moindres choses, celles-ci étaient obligées d'en référer au commissaire départi qui intervenait et réglait tout « sous son bon plaisir ».

Mentionnons qu'en août 1756, le Conseil d'Etat ayant décidé d'éteindre et de supprimer la Sainte-Chapelle de Bourges, Dodart fut chargé de procéder aux enquêtes².

Enfin, pendant le séjour de cet intendant, en 1753, le parlement de Paris fut exilé à Bourges, à la suite des troubles de la Bulle *Unigenitus*. Un parlementaire, Nicolas Dupré de Saint-Maur³, qui demeurait rue de La Cage Verte, fort ami du plaisir, eut plusieurs aventures, dont un duel fameux avec le vicomte de Gamaches, alors en garnison à Bourges, pour les beaux yeux d'une dame de la ville fort renommée pour ses galanteries. La rencontre eut lieu à la porte Saint-Sulpice, sur le mail et les deux adversaires, très novices en l'art de l'escrime, furent blessés tous

1. *Ibid.* p. 46.

2. Raynal : *Histoire du Berry*, tome IV, livre XII, chap. 1^{er}, p. 450.

3. Dupré de Saint-Maur remplaça Dodart à l'intendance de Bourges en 1767.

deux. Quelques années après, le roi rappela son parlement à Paris¹.

III

Ce fut précisément ce *Nicolas Dupré de Saint-Maur*, chevalier, seigneur de Brinon, Argent, Clémont, conseiller du roi en ses conseils et maître des requêtes ordinaire de son hôtel qui succéda à Dodart en 1767, après lui avoir été adjoint en 1764. Il resta à Bourges jusqu'au 22 juin 1776, et fut jusqu'en 1785 intendant de Bordeaux, où il soutint une lutte fameuse contre le parlement de cette ville. Sa famille, qui comptait plusieurs représentants dans la magistrature, établit en 1757, par documents authentiques, sa filiation noble depuis 1501².

Son père, Nicolas, François, officier du bureau des finances de Paris, plus tard maître des comptes, entra à l'Académie française en 1733. Il laissa deux ouvrages de valeur qui sont encore d'actualité : un essai sur les monnaies (1746) et une recherche sur la valeur des monnaies et sur le prix des grains avant et après le Concile de Francfort³. Il possédait le fief de Brinon, près d'Argent, où son fils, l'intendant, sur les restes de l'ancien château, en fit construire un

1. *Note sur la résidence des parlementaires à Bourges*, par P. de Goy, in *Antiq. du Centre*, 9^e vol., p. 314.

2. Ardascheff, *Intendants sous Louis XVI*, tome I, p. 27.

3. *Vierzon et ses environs, le XVIII^e siècle*, par Tausserat, in *Société historique du Cher*, 18^e vol., p. 17.

nouveau en 1765¹. Cet intendant mourut en 1792, après avoir institué son fils Nicolas² légataire universel, réduisant ses filles à leur légitime et son fils puiné à un apanage de 500.000 livres³.

Pendant son séjour de douze années en Berry, il rendit les plus grands services à la province. Convaincu de la nécessité de réformes urgentes, il tenta des innovations dans le fonctionnement de la corvée, la répartition de la taille et fit adopter un projet de création et d'amélioration des routes. La ville de Bourges lui en fut très reconnaissante. Elle voulut servir de marraine et donner son nom à l'un de ses fils né en 1769. Le baptême de Georges-Bourges Dupré de Saint-Maur fut l'occasion d'une fête à laquelle ne manquèrent ni les harangues, ni les poésies, ni les festins, ni les décharges d'artillerie⁴.

La corvée imposait aux redevables des sacrifices qui étaient loin d'être en rapport avec les résultats produits⁵. Dupré de Saint-Maur fit une tentative pour la réformer et la convertir en une cotisation en argent, moins onéreuse et plus productive⁶. Il exposa ses plans dans deux ouvrages consacrés à cette question : c'étaient les idées chères à Turgot, aux écono-

1. *Statistique monumentale du département du Cher*, par B. de Kersers, in *Revue du Centre*, 5^e volume, p. 86.

2. Qui fut maire de Vierzon sous la Restauration.

3. *Vierzon et ses environs, le XVIII^e siècle*, p. Tausserat in *Société historique du Cher*, 18^e vol., p. 17.

4. *Vierzon et ses environs, le XVIII^e siècle*, p. Tausserat in *Société historique du Cher*, 18^e vol., p. 18 à la note.

5. En 1779, l'Assemblée provinciale estimait que l'emploi de la corvée, bien dirigé, pouvait produire 28 ou 30 lieues par an, alors qu'elle ne donnait que 2 lieues 1/2 par années moyennes.

6. Raynal, *Histoire du Berry*, livre 12^e, chap. 1^{er}, p. 428.

mistes, et en général aux philosophes ¹. Dans son « Mémoire sur la corvée », il attaquait violemment le régime ancien de cette contribution où « les peuples semblent être sous le joug d'un despotisme arbitraire ². » Il voulait répartir plus équitablement les tâches, d'abord entre les paroisses, puis entre les corvéables d'une même paroisse. Pour cela, les syndics furent invités à lui faire connaître les forces corvéables de leurs paroisses. Connaissant les plans du service des ponts-et-chaussées, l'intendant pourrait faire lui-même la répartition entre les paroisses; les syndics n'auraient plus ensuite qu'à opérer la répartition dans leurs paroisses. Tel était le projet de 1766; il ne fut pas réalisé, en raison de « l'indolence des campagnards du Berri et de la crainte de toute nouveauté. » L'intendant prodigua en vain des encouragements. Il eut beau promettre de récompenser les tâches les mieux exécutées, annoncer la suppression de la prison pour les retardataires, prévenir qu'il ferait procéder, aux frais des défaillants, à l'adjudication des tâches négligées, rien n'y fit : le résultat fut négatif ³.

Pour la taille, il imagina un mode de répartition basé sur la division des contribuables de chaque paroisse en quatre classes : le journalier, l'artisan ou commerçant, le fermier ou métayer et le propriétaire de fonds qui fait valoir lui-même. L'évaluation

1. Aidascheff, *Intendants sous Louis XVI*, tome I, chap. I, p. 176

2. Girardot, *Essai sur les assemblées provinciales*, p. 385.

3. Lachaze, *Assemblée provinciale du Berry sous Louis XVI*, p. 304.

du revenu annuel de chaque classe était très inférieure à la réalité. La méthode de l'intendant fixait au 100^e de ce revenu la part incombant à chaque individu dans le premier brevet de la taille. Le travail des journaliers était évalué à 200 journées par an, à raison de sept sous et demi par jour. Le revenu des autres classes, plus variable, comportait des graduations. C'était en somme une taxation fixe, reposant sur une évaluation théorique des facultés supposées pour chaque classe. Le chiffre auquel on parvenait ainsi, était loin d'atteindre celui de la taille de chaque paroisse, et force était de combler le déficit. L'intendant y arrivait par un système consistant à répartir le surplus entre les biens-fonds et proportionnellement à leur valeur. L'opération devait être exécutée par le citoyen le plus éclairé de la communauté, en présence de tous les habitants. Ce personnage ferait la répartition par classes, taxerait les habitants suivant leurs professions, fixerait la part contributive de chacun, estimerait enfin le revenu annuel des biens-fonds pour répartir proportionnellement l'excédent ou moins-perçu. On voit combien délicates étaient ces opérations destinées à remédier à l'arbitraire, vice principal de la taille.

Dupré de Saint-Maur résolut de mettre ses idées en pratique et les fit expérimenter en 1767-1768 dans la paroisse de Givaudins. La tentative échoua; on se heurta à des discussions et à des contestations sans fin de la part des habitants, à propos de la répartition par classes et des évaluations. Reprise plus tard par

le subdélégué Desbeauxplains, devenu membre de l'Assemblée provinciale, la tentative ne réussit pas mieux, malgré deux mois de persévérants efforts¹. Des années auraient été nécessaires pour accomplir une pareille réforme dans la généralité, aussi ne fut-elle pas retenue par l'assemblée provinciale qui devait rechercher de plus promptes réalisations².

Le troisième point sur lequel portèrent les efforts de Dupré de Saint-Maur fut l'amélioration des chemins et la création d'un système routier nouveau et perfectionné. La province de Berry était à l'écart des voies de transit; les relations avec les pays voisins étaient entravées par le manque de routes suffisantes et par le mauvais état de celles existantes. En outre, et pour les mêmes raisons, à l'intérieur même de la généralité, les communications étaient difficiles. C'est ainsi qu'en 1771, le subdélégué de la Souterraine écrivait à l'intendant que les chemins non royaux, étaient dans le dernier état de dégradation. Une seule route, celle de Paris à Toulouse, permettait au Limousin de communiquer avec le Berry. Turgot était alors intendant de Limoges; il résolut de créer de nouvelles voies. Il correspondit avec son collègue de Bourges pour s'entendre avec lui. Ce dernier tarda un peu parce qu'il se trouvait dans l'impossibilité de préciser d'une manière certaine les limites de sa généralité³.

1. Girardot, *Assemblées provinciales*, chap. V, p. 115.

2. Lachaze, *Assemblée provinciale du Berry*, p. 243.

3. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. II, p. 352 : lettre du 29 novembre 1771.

Dupré de Saint-Maur conçut un plan grandiose qui aurait permis à la ville de Bourges de devenir un point central et un entrepôt important pour le commerce du royaume. Il s'agissait d'établir deux grandes routes traversant la capitale du Berry. L'une, par Châteauroux, Issoudun et La Charité, relierait l'Océan à la frontière d'Allemagne; l'autre, passant par Paris, Fontainebleau, Gien, Guéret et Toulouse, établirait une communication entre le Nord et le Midi de la France. Dupré de Saint-Maur fit adopter ce projet par de M. de Trudaine et le Conseil l'approuva¹.

En 1767, il commanda des corvées aux habitants d'Henrichemont pour leur faire faire le chemin d'Aubigny à Bourges. Ceux-ci hésitèrent un certain temps, puis finalement se décidèrent à obéir. C'était une des premières brèches aux anciens droits et franchises de leur ex-principauté souveraine², annexée à la Couronne l'année précédente. Pour prévenir la dégradation des travaux d'art et des digues, le commissaire départi rendit une ordonnance défendant de déposer quoi que ce soit sur les levées à moins de dix-huit pieds de leur arête³. En 1771, il s'opposa à une demande formée par une compagnie représentée par le baron de Marivetz, qui offrait de construire un canal de l'Allier à l'embouchure de l'Auron⁴. Il correspondit avec le contrôleur-général Terray pour la

1. Raynal, livre XII, chap. 1^{er}, p. 428 : *Histoire du Berry*.

2. *Histoire de la principauté souveraine de Boisbelle-Henrichemont*, par H. Boyer, in *Société historique du Cher*, 18^e volume, p. 94.

3. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. II, p. 363.

4. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. II, p. 379.

canalisation de l'Indre à la Loire¹, fournit en 1775 des mémoires à Turgot devenu ministre, sur le service des voitures dans sa généralité².

Les efforts de l'intendant pour améliorer et développer les voies de transport étaient d'autant plus utiles que la disette qui sévit dans la généralité, principalement vers 1770, fut rendue encore plus cruelle, parce qu'on avait des difficultés très sérieuses pour ravitailler les populations éprouvées, en raison du manque de communications.

Le commissaire départi réclama des décharges pour sa généralité. Il se rendit à La Châtre en 1770 pour y faire son département. On lui présenta, de la part de la ville, à son arrivée, un vin d'honneur qui coûta soixante livres. L'aubergiste Moussa qui l'avait fourni, fut réglé par le receveur des octrois. Ceci se passait en pleine disette³.

Dupré de Saint-Maur accorda des exemptions de taille. Ainsi, les archives du Cher portent qu'en 1774, il exempta un grenadier du régiment de Châteauroux, de la taille, tant individuelle que personnelle. Il était stipulé que ces exemptions dureraient un an après le congé accordé à ce militaire, que si ce dernier venait à se marier, il en profiterait deux années en plus pour ses biens personnels et ceux de sa femme, et, que s'il affermaient des biens, l'exemption leur serait étendue pendant une année⁴.

1. Archives départementales du Cher, C. 124.

2. Archives départementales du Cher, C. 44.

3. Duguet, *Histoire d'une petite ville qui n'a pas d'histoire*, p. 288 : *La Châtre avant la Révolution*.

4. Archives départementales du Cher, B. 3509.

On sait que sous l'ancien régime, certains impôts, comme la taille, et parfois la gabelle, étaient perçus par des collecteurs, gens choisis par et parmi les habitants, dont la liste ou colonne était établie et arrêtée par ces mêmes habitants. On cherchait par tous les moyens à se soustraire à ces fonctions de collecteurs. En 1771, un lieutenant de la justice de Châteaumeillant adressa une requête à l'intendant pour le supplier de le « conserver et maintenir dans la possession immémoriale où ses prédécesseurs et lui sont au nombre des privilégiés », ainsi qu'en fait foi « un acte public qui est au bas du procès-verbal de l'assemblée des habitants qui ont fait une colonne suivant les règlements royaux ». Dupré de Saint-Maur accueillit cette requête et ordonna « que la ditte colonne sera exécutée et que le sieur suppliant ne sera assujetté à faire fonctions de collecteur, tant qu'il sera lieutenant de la justice de Château-Meillant, avec faculté pour lui de faire signifier la présente (ordonnance) aux officiers de la ditte ville pour s'y conformer.¹ »

En 1773, un receveur du grenier à sel d'Henrichemont provoqua les plaintes des habitants qui s'adressèrent à l'intendant. Celui-ci fit une enquête et renvoya l'affaire devant la juridiction de la province, qui était alors le Conseil supérieur de Blois. Celui-ci laissa le soin de statuer au commissaire départi, qui nomma une commission présidée par le subdélégué d'Au-

1. *Notes archéologiques et historiques sur le Bas-Berry : la question de la collecte à Châteaumeillant en 1766*, par M. E. Chénon, in *Antiq. du Centre*, 24^e vol., p. 55.

bigny. On fit l'instruction de l'affaire et le receveur fut convaincu de malversations¹.

Dupré de Saint-Maur remplaça naturellement l'intendant Dodart dans les fonctions actives qu'il remplissait à la Société d'agriculture créée en 1762. Il fit ainsi établir, en juin 1767, quatre prix d'encouragement pour l'agriculture².

Il eut aussi à développer l'organisation du cours d'accouchements installé par son prédécesseur. Le gouvernement avait envoyé à Bourges une maîtresse-accoucheuse, Mme Ducoudray. Sur l'invitation de l'intendant, cette personne ouvrit des cours à Bourges en novembre 1767. Elle devait professer successivement à Bourges, à Issoudun, à Châteauroux, puis dans les principales villes de la généralité. A La Châtre, l'intendant ordonna en 1768 de marquer une maison convenable pour son logement. Son enseignement dura plusieurs années; les successeurs de Dupré de Saint-Maur, pénétrés de son excellence, l'encouragèrent. A cette époque, les écrits de Jean-Jacques Rousseau sur la maternité avaient une grande influence et les cours de Mme Ducoudray furent très en honneur. Cette théoricienne recevait un traitement du roi et était logée, la ville devait la chauffer et l'éclairer. En 1768, la municipalité voulut la priver de ces avantages, sous prétexte que ceux qu'elle recevait de la Cour lui suffisaient pour vivre, mais Dupré de Saint-Maur inter-

1. *Histoire de la principauté souveraine de Boisselle-Henrichemont*, par H. Boyer, in *Société historique du Cher*, 18^e vol., p. 110.

2. *Sociétés savantes du département du Cher : Société d'agriculture de 1762*, par B. de Kersers, in *Antiq. du Centre*, 8^e vol., p. 344.

vint, s'opposa à la mesure projetée, et Mme Ducoudray put continuer à jouir des mêmes faveurs¹.

Le commissaire départi songea à utiliser à Bourges la fontaine de Saint-Firmin, appelée fontaine de fer, dont les eaux étaient réputées. Il pria le sieur Dupérin qui devint plus tard doyen de la faculté de médecine de Bourges, de composer un mémoire relatant les usages et les propriétés de cette source².

Il se préoccupa de recruter des vétérinaires, dans le but de combattre efficacement les épizooties. En octobre 1769, il obligea la ville de La Châtre à fournir mille livres par an pour l'instruction d'un sujet capable de soigner et guérir les maladies des bestiaux³.

Enfin, comme ses prédécesseurs, Dupré de Saint-Maur fut pressenti pour la recherche de documents historiques. En juillet 1765, le ministre de la maison du Roi le pria de le renseigner sur certaines pièces dont on lui avait parlé et qui lui semblaient présenter quelque intérêt. « On m'a dit, lui écrivit-il, que des demoiselles Labbé, qui demeurent à Bourges, avaient chez elles la collection de chartes et de titres originaux qui avait été formée par M. de la Thaumassière, et qui lui a servi pour composer ses ouvrages sur le Berry. Comme parmi ces titres il peut y en avoir de précieux et à la conservation desquels il est utile de veiller, je serais fort aise que vous ayez la bonté de vous ins-

1. *Histoire des corporations d'arts et confréries d'arts et métiers de Bourges*, par H. Boyer, in *Société historique du Cher*, 24^e vol., p. 167.

2. Pallet, *Nouvelle histoire du Berry*, tome II, chap. V, p. 14 en note.

3. Duguet, *Histoire d'une petite ville qui n'a pas d'histoire*, p. 163 : *La Châtre avant la Révolution*.

truire par vous-même ou par quelqu'homme de confiance de la nature et de la quantité de ces pièces, et que vous m'envoyassiez ensuite un mémoire qui pût me mettre au fait de leur importance. Je crois que ces demoiselles qui, dit-on, sont âgées, ne peuvent s'alarmer des connoissances que vous prendrez de ce dépôt; puisqu'il ne peut être question de le leur enlever, mais bien de prendre de concert avec elles, les moyens qui peuvent et le conserver et le rendre plus utile... »

L'intendant répondit au ministre que les titres en question provenaient d'un sieur Gougnon, parent des demoiselles Labbé. Ce dernier, vers 1715, avait été nommé procureur général d'une commission établie pour la recherche des faux-nobles de la province du Berry, sans doute dans le but des poursuites à exercer contre les gens qui se soustrayaient au paiement des impositions à l'aide de faux titres de noblesse. Gougnon se fit donc remettre la plupart des titres de toutes les familles, et il en garda une grande partie. Les demoiselles Labbé peu fortunées, se débarrassaient de temps à autre de quelques-uns de ces titres, quand elles trouvaient l'occasion de les vendre. C'est ainsi que deux religieux bénédictins purent acquérir les plus précieux. Il ne devait donc pas rester un dépôt bien intéressant entre les mains des demoiselles Labbé. L'intendant put avec peine en établir un état exact qu'il adressa au ministre en novembre 1765. Par la suite, le roi fit l'acquisition de ces titres¹.

1. Note du baron de Ghardot, sur la noblesse du Berry, à la suite du mémoire de l'intendant de Séraucourt sur la généralité de Bourges, imprimé dans l'*Annuaire du Berry* de 1844.

Il est intéressant, à ce propos, de connaître le jugement que portait Dupré de Saint-Maur sur le privilège de noblesse des maires de Bourges. Son opinion se trouve exprimée précisément dans sa correspondance échangée avec le ministre¹ sur le sujet précédent. Ce privilège lui paraissait tout-à-fait abusif et préjudiciable à la province. Il le considérait comme étant la source de la mollesse et de l'inertie berrichonnes. Dès qu'un négociant s'était enrichi, il brigait les charges municipales et l'anoblissement, puis, même s'il était bon administrateur, il devait céder la place à d'autres, en quête du même privilège. Il en résultait que les notables renonçaient à poursuivre le développement de leur commerce ou de leur industrie à un moment où ils auraient pu facilement augmenter leurs capitaux et faire des avances à des entreprises nouvelles. Or on sait que les industries berruyères n'ont précisément pu prospérer en raison du manque de capitaux. En outre, le nombre des privilégiés s'accroissait sans cesse, et les charges, de plus en plus lourdes, pesaient sur le peuple, pauvre et misérable. Louis XI, il faut le reconnaître, avait fait un funeste présent à sa ville natale¹.

Un libelle de l'époque a porté ce jugement péjoratif sur Dupré de Saint-Maur, intendant de Bordeaux en 1780 : « Saint-Maur, à Bordeaux, homme nul et vraiment incapable, administre une province intéressante, une ville superbe, un parlement difficile à ma-

1. Note du Baron de Girardot, sur la noblesse du Berry, à la suite du mémoire de l'intendant de Séraucourt sur la généralité de Bourges, imprimé dans l'Annuaire du Berry pour 1844.

nier¹ ». Les Berrichons, beaucoup moins sévères, n'ont pas été ingrats et nous ne pouvons que reconnaître, avec un historien du pays, que cet intendant, pendant son administration de douze ans « mérita l'estime de tous les Berruyens² ». Administrateur de premier ordre, d'une activité débordante, il voulut, à l'exemple de Turgot à Limoges, combattre les causes de la décadence du régime, en luttant, par des innovations qui furent plus ou moins bien accueillies, contre les abus grandissants, au lieu de se résigner à les supporter. Le mal était trop ancré; lui et ses pareils ne purent en arrêter la marche. Et pourtant ! Les pouvoirs de l'intendant étaient considérables. Vice-roi dans sa province, à la manière dont parle Law, il pouvait opérer des réformes, modifier l'assiette de la corvée, répartir la taille avec plus de justice, donner une vive impulsion aux travaux publics, activer la vie économique du pays. Le temps manqua à Dupré de Saint-Maur, et, nous l'avons dit, il eût fallu bien des années de persévérants efforts, pour modifier progressivement tout un système qui devait, quelques années plus tard, être en un instant, radicalement détruit par la Révolution.

Ajoutons que Dupré de Saint-Maur personnifie d'une façon assez exacte l'intendant sous Louis XV. Enrichi et anobli, étranger à la province qu'on l'envoie administrer, il s'y implante, y acquiert de grands do-

1. *L'Espion dévalisé*, Londres, 1782.

2. Jacques Soyer, archiviste du Cher, notice manuscrite.

maines et par sa fortune et son crédit, consolide la haute situation officielle dont il est investi¹, est vraiment omnipotent.

1. Mourlot, *Un intendant de Caen au XVIII^e siècle*, p. 18.

CHAPITRE VI

L'assemblée provinciale du Berry sous Louis XVI (1778).— Les deux derniers intendants de Bourges : Feydeau de Brou (1776-1779) et Dufour de Ville-neuve (1780-1790).

Nous ne pouvons commencer ce chapitre sans mentionner tout d'abord un important événement qui aurait dû modifier profondément l'administration de la province si les idées initiales qui avaient présidé à l'essai d'une nouvelle organisation avaient été poursuivies : nous voulons parler de la création de l'assemblée provinciale du Berry de 1778.

Necker, ministre de Louis XVI, avait été frappé de l'état misérable des pays d'élections, par opposition aux pays d'Etats qui avaient des assemblées pour faire entendre leurs doléances et n'étaient pas régis par les intendants en ce qui concernait la répartition de

l'impôt. Le ministre nourrissait le projet de confier à une administration provinciale la levée des impôts et leur répartition, ainsi que l'entretien des routes, leur construction, et tout ce qui concernait l'agriculture et l'industrie. L'intendant n'aurait plus été chargé que de la police, de l'ordre public et de l'exécution des volontés du roi¹.

Necker offrit au roi de réaliser ces idées, mais à titre de simple essai, et les regards du gouvernement se portèrent sur le Berry. Cette province, malgré les moyens de prospérité dont elle disposait, n'arrivait pas à faire revivre l'industrie et l'agriculture qui avaient fait autrefois sa richesse. Elle souffrait de tous les maux inhérents à l'administration des pays d'élections : exactions des agents du fisc, abus de la corvée, de la taille et de la gabelle, absentéisme des grands propriétaires, insouciance de la petite noblesse et état d'âme de la haute bourgeoisie qui ne pensait qu'à abandonner le commerce et l'industrie pour arriver à la noblesse par le mairat et l'échevinage.

L'appréciation suivante sur le Berry, donnera une idée de la misère qui régnait dans ce pays : « Traversez le Bourbonnais pour aller à Bourges, la Sologne de Vatan à Sully ; c'est là que vous verrez la misère la plus triste, la plus dénuée : des hommes desséchés par le travail, des femmes vieilles à vingt-cinq ans, des enfants malsains et malpropres, et cette indifférence

1. Les détails qui vont suivre sont empruntés à l'ouvrage de Girardot sur les assemblées provinciales.

pour la vie qui accuse toujours le gouvernement ¹ » :

Necker proposa donc à Louis XVI de tenter un essai en Berry, et le 12 juillet 1778, par arrêt du Conseil du Roi, une assemblée provinciale fut établie dans cette province. Le but annoncé était de diminuer le poids des impositions, en les répartissant avec plus de justice, en les modifiant selon le caractère des habitants et de leur sol, et de s'enquérir des intérêts locaux. Cette assemblée devait être composée de membres du tiers-état propriétaires en nombre égal à ceux du clergé et de la noblesse réunis, sous la présidence de l'archevêque de Bourges, avec mission de s'occuper principalement de la répartition des impositions, de la construction des routes et de la réglementation des ateliers de charité.

Les séances auraient lieu tous les deux ans et ne devraient durer qu'un mois au plus. Dans l'intervalle des sessions, un bureau, ou commission intermédiaire, serait chargé d'assurer l'exécution des mesures prises par l'assemblée dans ses délibérations. Le rôle de l'intendant se trouvait donc très réduit, mais Necker eut le tort de maintenir le commissaire départi en face de la commission intermédiaire. Ces deux pouvoirs rivaux ne devaient pas manquer d'entrer en lutte ; c'est ce qui arriva, et dans tous les pays où furent instaurées les nouvelles administrations, les intendants finirent par presque annihiler le rôle des assemblées pro-

1. *Les quatre Etats de la France*, 1789, in 8° sans nom d'auteur cité par Girardot, p. 33.

vinciales et de leurs bureaux. Il eût été préférable, soit de ne pas créer de commissions intermédiaires, et alors de charger les commissaires départis d'exécuter les résolutions prises par les assemblées, soit d'établir les commissions intermédiaires et de supprimer les intendants.

La première assemblée, composée de seize membres nommés par le roi, se tint à Bourges sous la présidence de l'archevêque¹. Elle s'occupa de la vérification des pouvoirs des représentants; cette opération se déroula sans difficultés. L'intendant Feydeau de Brou, commissaire du roi, fit connaître aux députés l'objet de leur réunion.

La 2^e séance fut consacrée à l'élection des trente-deux députés qui avec les seize nommés par le roi devaient former l'assemblée provinciale du Berry. Il y eut une troisième séance et la session fut ouverte le 10 novembre 1778. Lecture fut faite de l'arrêt du Conseil du 12 juillet 1778 et d'un règlement du 1^{er} novembre de la même année.

Des protestations s'élevèrent contre la présidence donnée de droit à l'archevêque. Ajoutons que l'institution de la commission intermédiaire fut fortement critiquée car elle donnait prise à des accusations de despotisme ou de corruption. Bien des gens refusèrent en outre de voir dans l'assemblée autre chose qu'un organe de la puissance ministérielle, d'où le tort qu'eut le ministre, de ne pas lui donner, dès l'origine, le caractère d'une véritable représentation.

1. Georges, Louis-Phélippeaux de la Vrillière.

A la séance du jeudi 12 novembre 1778, il fut procédé au choix de procureurs syndics et à la division de l'assemblée en quatre bureaux : un pour les impositions, un pour les travaux publics, un pour l'agriculture et le commerce, et un pour l'élaboration du règlement. Ce dernier bureau fit le premier son rapport. Il proposa le renouvellement des membres de l'assemblée par tiers tous les trois ans et réglementa la représentation d'où furent exclus les curés. Les députés possédaient le droit d'initiative et le droit de pétition, grand avantage qui permettait aux populations de faire connaître les maux dont elles souffraient.

Les impositions furent l'objet des premiers travaux de l'assemblée : on se borna aux vingtièmes et à la taille, dont on constata le manque d'uniformité dans la répartition et le recouvrement. La question des collecteurs fut étudiée et on laissa de côté la capitation. L'assemblée discuta les systèmes qui lui étaient proposés. Celui de l'intendant Dupré de Saint-Maur, divisant les contribuables en quatre classes, ne fut pas retenu, pour les raisons que nous avons indiquées dans le précédent chapitre. La commission ne s'arrêta pas non plus à la proposition du Comte du Buat établissant trois sortes de revenus : foncier, mobilier et industriel. Elle examina le mémoire du sieur Coussin, avocat au parlement d'Aix, proposant l'imposition en fruits, mais se heurta à l'embarras de la perception dans un pareil système, à cause de l'incertitude du produit de l'impôt, de la crainte de vexations de la part des dîmeurs royaux, et enfin de l'injustice et de

l'inégalité résultant des qualités différentes des terrains riches ou pauvres. Le projet du Comte du Buat, remplaçant les collecteurs par des receveurs, fut adopté et on résolut de demander la fixation de chaque vingtième de la province par forme d'abonnement à la somme qui se lèverait la présente année, de proposer que les vingtièmes de chaque paroisse fussent fixés à la somme portée dans les derniers rôles, de charger les contribuables de répartir les vingtièmes dans chaque paroisse, enfin de conserver la répartition actuelle de la taille et de la capitation taillable.

En ce qui concerne les routes, on sait que le fonds des ponts et chaussées devait pourvoir à leur entretien et que les chemins étaient faits par la corvée. Le 27 novembre 1778, l'assemblée résolut de laisser l'entretien des routes à la corvée, en la distribuant par tâches aux communautés qui répartiraient elles-mêmes ces tâches entre les individus. Elle demanda au roi l'autorisation de prélever pour le soulagement des corvéables, 25.000 livres sur les 50.000 affectées aux bureaux de charité. Elle décida en outre que la prochaine session s'occuperait de la suppression de la corvée.

La question de la navigation fut renvoyée au bureau du commerce.

A l'avant-dernière séance, on écouta la lecture du rapport du bureau d'agriculture, relatif à l'état actuel de l'agriculture et de l'industrie en Berry, aux obstacles à vaincre, aux moyens de les surmonter et aux encouragements à donner. La session fut close le 2 décembre 1778.

Le 14 décembre suivant, le bureau intermédiaire se réunit sous la présidence de l'archevêque. Le 12 janvier 1779, la question de la division de la province en vingt-quatre arrondissements fut agitée. L'assemblée avait exprimé le désir que cette organisation fut substituée à celle des élections pour le partage de l'impôt, mais l'archevêque, pressenti par le gouvernement, conseilla d'y renoncer. Le bureau intermédiaire reçut du contrôleur-général le premier brevet de la taille pour 1780, avec mission d'en faire la répartition.

L'assemblée provinciale ne devait se réunir qu'en 1780, mais Necker, impatient de connaître le résultat de la nouvelle organisation, la fit convoquer le 16 août 1779. L'intendant Feydeau de Brou, commissaire du gouvernement, prononça le discours et annonça à l'assemblée que le roi lui laissait encore le choix de la méthode de répartition des vingtièmes. Le 17 août, l'assemblée se partagea en trois bureaux : celui de l'imposition, celui de l'agriculture et du commerce, et celui des travaux publics divisé en deux sections.

On résolut d'accepter l'abonnement des vingtièmes et de faire la répartition entre les paroisses sur les rôles de 1779, en laissant aux habitants le soin d'en faire la division entre eux. L'administration conservait la faculté de modifier la proportion de chaque paroisse. La répartition entre les contribuables était confiée à quatre propriétaires élus. Pour la taille et la capitation, il fut seulement décidé que deux membres de l'assemblée assisteraient aux opérations de répartition dans les élections. En ce qui concerne la

taille, on proposa de régler aux travailleurs la moitié du prix de leurs journées. Les fonds nécessaires seraient fournis par le moyen d'un emprunt dont on paierait les intérêts par l'établissement de droits d'octroi. Ce plan fut d'ailleurs abandonné à la session de 1780.

On décida de faire terminer les routes commencées et de construire celles dont l'urgence était reconnue. L'assemblée demanda au roi de lui accorder la libre disposition d'un fonds, ainsi que la direction des travaux et l'autorisation de venir en aide aux corveyeurs les plus pauvres au moyen d'un fonds de charité. La seconde commission des travaux publics s'occupa des routes à diriger vers la Loire et des voies à établir pour relier entre elles les différentes parties de la province. On admit que les citoyens devaient se partager le fardeau de la construction des routes proportionnellement à leurs moyens et facultés. Le rapport de cette commission conclut enfin au maintien provisoire de la corvée : les tâches seraient divisées entre les communes, en prenant pour base, non pas le brevet de la taille, mais le dénombrement des manœuvres et des charrues. L'assemblée résolut de s'en tenir à l'ancien usage et de réserver les fonds des ateliers de charité de préférence pour les chemins vicinaux. Le bureau d'agriculture et de commerce donna quelques conseils relatifs à la culture et à l'amélioration de la race ovine.

Après la séparation de l'assemblée, le bureau intermédiaire désigna ceux de ses membres qui seraient

chargés de procéder à la répartition de la taille, malgré la vive opposition des élections. L'abonnement des vingtièmes fut réalisé par un arrêt du Conseil d'Etat du 27 novembre 1779. Enfin le bureau fut chargé de régler les impositions locales par un arrêt du Conseil du 17 janvier 1780, ce qui mit fin à une contestation élevée à ce sujet par l'intendant. Il obtint une somme de 25.000 livres de moins-imposé à titre de remise pour sinistres et une autre de 50.000 livres pour les ateliers de charité. L'assemblée ayant maintenu provisoirement la corvée, la commission intermédiaire eut à en régler l'emploi. Le délai d'exécution fut augmenté et les syndics rendus responsables de la confection des tâches. On se heurta sur ce point au mauvais vouloir des ingénieurs. Un projet de création d'école nationale fut élaboré, mais il n'eut pas de suite.

La troisième session de l'assemblée fut ouverte le 22 octobre 1780 : elle s'occupa des impositions et notamment du brevet de la taille. Les bases de répartition de la taille ne furent pas modifiées. On invita seulement les receveurs des tailles à substituer des garnisaires aux huissiers, on exprima le vœu de donner aux communautés la faculté de nommer des préposés de leur choix à la place des collecteurs ordinaires et de désigner les assesseurs par élection. On décida en outre la publication des rôles de contrainte. L'abonnement des vingtièmes fut en général bien accueilli, mais on dut prolonger le terme fixé pour la confection des rôles.

L'assemblée s'occupa longuement des contribu-

tions indirectes sans pouvoir arriver à une solution. Elle se contenta de formuler des vœux pour l'amélioration des traites ou douanes. On discuta un projet de remplacement de la gabelle par un impôt de quatre livres par tête, levé par l'administration provinciale. Le bureau demanda l'abonnement du contrôle des actes et la diminution du tarif; l'abonnement à l'impôt de la marque des fers fut également sollicité, mais aucune suite ne fut donnée à cette délibération. L'assemblée réclama la régie des droits d'aides sur les boissons.

En ce qui concerne les travaux publics, on résolut de faire dresser un état de la contribution de chaque paroisse pour la confection des routes, de répartir les travaux publics par ateliers et dans chaque atelier par tâches représentant les contributions des paroisses rattachées à ces ateliers, de diviser les devis estimatifs des travaux par tâches, d'adjuger les ouvrages article par article, chaque paroisse pouvant faire ses offres pour la partie lui incombant, concurremment avec les adjudicataires généraux. Ces adjudicataires seraient payés par des mandements délivrés sur les paroisses dont ils auraient exécuté les travaux.

Pour la navigation, le rapporteur fut d'avis de n'entreprendre que les canaux dont l'utilité était évidente, de les construire en se basant sur les profits qu'on en pouvait attendre et aux dépens de ceux qui auraient à les utiliser. Enfin, un plan de canalisation fut proposé, notamment l'établissement d'un canal de jonction entre l'Allier et le Cher. Ces projets ne purent d'ailleurs être réalisés.

non exemptes de la gabelle. L'assemblée s'efforça ensuite de déterminer la nature des biens-fonds à raison desquels les contribuables seraient imposés et ne comprit pas les animaux de labour dans les objets taillables. Dans les campagnes, l'industrie fut taxée au chiffre maximum du vingtième de ses bénéfices connus. Les journaliers, ouvriers et artisans de ces campagnes ne seraient tenus de payer la taille que sur le chiffre excédant le minimum nécessaire à leur subsistance. Les fermiers exploitants eux-mêmes furent taxés sur le même pied que les colons, et ceux faisant valoir par intermédiaires furent imposés à deux deniers pour livre à raison des biens ainsi exploités. On exprima le vœu de baser la répartition du moins-imposé sur les avis des élus et des représentants de l'assemblée.

En ce qui concerne l'agriculture et l'industrie, on s'attacha à réprimer la vaine pâture, cause de l'abandon de la culture, en obligeant sous peine d'amende à faire paître les bestiaux dans les terrains non cultivés et enclos. Des mesures furent prises pour supprimer les louées et réduire le vagabondage. L'assemblée mit trois questions au concours, sur les moyens de diminuer les frais de moisson, d'encourager la bonneterie et d'accroître la population. Elle décida d'affecter une somme de 120.000 livres, produit d'une souscription volontaire de la noblesse et du clergé à réaliser différentes améliorations concernant les voies de communication, et à donner des encouragements à l'agriculture et aux filatures. On proposa enfin un emprunt de sept à huit millions pour l'ouverture d'un canal en Berry

Dès la clôture de la session, la commission intermédiaire se plaignit d'être obligée de correspondre avec le ministre par la voie de l'intendant. Le ministre imagina alors d'adresser la correspondance à la commission intermédiaire, mais par l'entremise du commissaire départi qui en prit lecture et en profita même pour conserver parfois le courrier pendant des semaines, d'où un retard très préjudiciable à la marche des affaires, mais on était résolu à restreindre de plus en plus le rôle de l'assemblée provinciale. Cependant, en mars 1785, le plan tracé par l'assemblée de 1783 pour la répartition de la taille fut approuvé par le ministre.

La cinquième session de l'assemblée provinciale, retardée d'un an elle aussi, fut ouverte le 23 octobre 1786. L'intendant adressa des compliments pour les travaux des routes et annonça l'établissement d'un canal qui, partant du Cher, à Vierzon, traverserait le Berry par Bourges et gagnerait la Haute-Loire. Un bureau fut formé pour ce canal.

Le rapporteur du bureau des impositions exposa la nécessité de donner à l'assemblée provinciale ou à sa commission intermédiaire la direction des opérations relatives aux vingtièmes et de conserver aux communautés le droit de répartir l'impôt. Des commissaires-vérificateurs nommés par le bureau intermédiaire et surveillés par lui opéreraient la répartition de ces vingtièmes; en cas de plainte, un autre commissaire serait chargé de procéder à une contre-vérification. En principe, les propriétaires feraient la répartition

entre eux, sauf à la commission intermédiaire à intervenir en cas de négligence.

Le bureau de l'agriculture et du commerce, pour remédier à la pénurie des domestiques agricoles, supprima l'exemption de la taille du célibat. Il fut reconnu que la population laborieuse était très mal répartie : dans des cantons il y avait plus de bras que de travail à faire et dans d'autres c'était le contraire. Pour remédier à cette situation, on proposa d'établir des écoles pour instruire des gens de la dernière classe, et d'universaliser les ateliers de charité où on n'emploierait que des gens qui n'avaient pas pu se procurer de travail ailleurs, mais en leur donnant un salaire moindre que dans le reste du pays. On obtiendrait les fonds nécessaires en obligeant le propriétaire d'une locature à payer le quart de la journée de son locataire, chaque fois que ce dernier serait employé à l'atelier de charité.

On encouragerait en outre les constructions nouvelles en les exemptant temporairement de la taille et des vingtièmes. On favoriserait la substitution des petites fermes aux métairies : par l'établissement d'un fonds des propriétaires, chacun pourrait trouver par le moyen de l'hypothèque l'argent nécessaire aux réparations. On conseillerait la pratique des baux à longs termes ou fiefs.

Telles furent, brièvement exposées, les mesures prises par l'administration provinciale du Berry. Nous n'avons pas cru devoir entrer dans de plus amples développements, car nous aurions dépassé le

cadre que nous nous sommes tracé pour l'étude des intendants, mais il ne nous était pas possible d'examiner l'œuvre des deux derniers intendants de Bourges sans nous occuper d'une tentative de réforme qui confiait à un nouvel organe la plupart des attributions dévolues jusque là aux commissaires départis.

Cet essai dura près de dix ans et fut extrêmement profitable à la province par les améliorations qu'il réalisa. Il l'aurait été bien davantage s'il avait été poursuivi loyalement et à fond. Il eut au début un succès tel, qu'il fut étendu à d'autres généralités, telles que celles de Montauban et de Moulins, mais dans cette dernière, l'intendant ne permit pas à l'assemblée de se réunir. Pour établir cette institution sur des bases durables, il eût fallu, nous l'avons dit, lui donner le caractère d'une véritable représentation et ne pas laisser subsister côte à côte, deux pouvoirs chargés des mêmes attributions et forcément rivaux : l'intendant et la commission intermédiaire. Dès la chute de Necker, les successeurs de ce ministre firent tout pour ruiner l'œuvre de leur prédécesseur et mettre fin à l'expérience tentée.

La première assemblée des notables, réunie en 1786, créa en 1787 des assemblées provinciales dans tous les pays d'élections, malgré l'opposition de plusieurs parlements. En octobre 1788, Necker rappelé au pouvoir, annonça que les assemblées ne seraient pas réunies cette année-là. Le 24 janvier 1789, les Etats généraux furent convoqués et sur la demande du

ministre, la commission intermédiaire de Berry fournit des renseignements sur l'état de la province et les améliorations à apporter. Elle exprima la nécessité de donner le caractère électif aux assemblées provinciales, en même temps que l'assemblée du corps de la noblesse, réunie à Châteauroux, priait le roi d'établir en Berry des états provinciaux analogues à ceux du Dauphiné, parce que « l'assemblée actuelle est purement ministérielle, qu'elle se régénère par elle-même et se perpétue, que ses membres ne sont pas les députés de la province, qualité qu'ils se donnent, qu'enfin ils ne tiennent d'elle aucune mission, aucuns pouvoirs. »

On sait que les Etats Généraux se réunirent le 5 mai 1789; 118 cahiers demandaient l'institution d'états provinciaux et la suppression des intendants. Le 23 juin 1789, le roi ordonna l'établissement d'états provinciaux composés de députés librement élus, mais, c'était trop tard, et la nouvelle administration n'eut pas à fonctionner.

Force nous a été d'anticiper sur les événements et d'interrompre notre étude sur les intendants par cette digression sur les assemblées provinciales. Nous aurons d'ailleurs à y revenir dans les pages qui vont suivre en examinant le rôle joué par les deux derniers intendants de Bourges.

II

Charles Henry de Feydeau de Brou remplaça Dupré de Saint-Maur à l'intendance de Bourges le 15 juil-

let 1776. Il devait administrer la province jusqu'au 25 décembre 1779; son séjour en Berry dura donc plus de trois ans. Intendant à vingt-deux ans, il descendait d'une famille noble dont la souche remontait au xiv^e siècle. Celle-ci appartenait à l'illustre famille de Lamoignon et donna toute une suite de conseillers à la Chambre des comptes et au parlement de Paris, des juges royaux à Bellac, des maîtres des requêtes, des conseillers d'Etat, un premier président du grand Conseil, un lieutenant-général de police, un garde des sceaux et six intendants, si bien que la charge d'intendant se maintint 114 ans dans cette famille de 1673 à 1787. Le commissaire départi était fils d'intendant, petit-fils d'un garde des sceaux ancien intendant, gendre du garde des sceaux Hue de Miromesnil et allié au contrôleur-général Lefèvre d'Ormesson. Une de ses sœurs avait épousé le fils du chancelier Maupeou¹. Feydeau fut intendant à Rouen, à Montauban, à Bourges de 1776 à 1779, à Dijon de 1780 à 1783, à Caen de 1783 à 1787 où il remplaça l'intendant Esmangart passé à Lille. Il faillit être premier président à la Cour des Aides de Paris.

D'Argenson, dans son journal, le maltraite quelque peu : « M. de Brou, dit-il, en juin 1757, âgé de vingt-deux ans, vient d'être déclaré intendant de Rouen. Lui et son père ont extorqué la réputation de capacité et de bon esprit : une espèce d'usage a fait leur mé-

1. Ardascheff, *Intendants sous Louis XVI*, chap. I, p. 57.

rite¹. » D'autre part, on peut lire sur un libelle de l'époque l'appréciation suivante : « De Brou, qui est à Dijon, n'a pas été six mois au Conseil. Richissime, beau-fils, petit-fils d'un garde des sceaux par intérim. Il méprise la place et l'Etat². » Il fut en tout cas regretté à son départ de Dijon, si l'on en croit une lettre particulière du 20 décembre 1783 dans laquelle se trouvent ces lignes : « M. de Brou, notre intendant, qui nous quitte, est fort regretté. Le 4 de ce mois, les Syndics généraux des trois ordres de Bresse, Bugey, Dombes et pays de Gex, lui ont adressé une lettre pour le prier de vouloir bien ne pas oublier, malgré sa transmigration, qu'il s'est engagé à laisser tenir par la province sur les fonts, l'enfant dont Mme de Brou est enceinte³. » Un fils naquit et on l'appela Bresse, Bugey, Henri, Victor. A peu près à la même époque, M. de Cassini écrivait au duc d'Harcourt, commandant en Normandie : « J'espère que l'abbé Buisson ne contrariera point votre nouvel intendant, qui a de l'esprit, du zèle et un grand amour du travail. Il est de plus grand géomètre; les contrariétés qu'il a éprouvées en Bourgogne, lui donneront une expérience dont la Normandie profitera.⁴ »

Pendant le séjour de cet intendant à Bourges,

1. *La France au milieu du XVIII^e siècle (1747-1757)*, d'après le journal du marquis d'Argenson, extraits publiés avec notice bibliographique par Armand Brette et précédés d'une introduction par Edmé Champion. Armand Colin, 1898, p. 300.

2. *L'Espion dévalisé*, Londres, 1782.

3. Ardascheff, *Intendants sous Louis XVI*, p. 142 : extrait des mémoires secrets, tome 24.

4. Hippeau, *Le gouvernement de Normandie*, 2^e partie, tome I, p. 225

l'événement le plus important fut l'établissement de l'assemblée provinciale. Il est intéressant de connaître à ce sujet les idées de Feydeau sur certaines questions que la nouvelle administration eut à étudier.

En juin 1776, M. de Clugny, successeur de Turgot, écrivit à l'intendant pour le pressentir sur les modifications à apporter au fonctionnement de la corvée. « L'arbitraire et peut-être l'insuffisance de l'impôt, lui disait-il, la difficulté de l'extension de l'édit¹ dans quelques provinces, toutes ces considérations qui ont été mises sous les yeux du Roi ont paru à Sa Majesté mériter la plus sérieuse attention. En conséquence, elle m'a chargé de vous consulter et de vous demander votre avis sur les avantages et les inconvénients qui peuvent résulter des opérations ordonnées par l'édit dont il s'agit, sur les moyens de parvenir à son exécution complète; s'il ne paraît pas susceptible de quelques modifications et enfin si vous pensez qu'il entraîne de trop grands inconvénients dans sa forme actuelle, quelle serait celle qui vous paraîtrait la plus convenable de lui substituer relativement à la situation et au local de votre généralité. Vous voudrez bien pour cet effet entrer dans les plus grands détails sur les usages qui y sont observés, les ressources dont elle peut être susceptible et la meilleure administration à y établir pour cette partie importante. Je demande les mêmes éclaircissements à

1. Edit pour la construction des travaux.

chacun de MM. les Intendants, et aussitôt que j'aurai réuni tous leurs avis, je les mettrai sous les yeux du roi pour prendre les ordres de Sa Majesté. »

Feydeau répondit au ministre qu'on pourrait à titre transitoire, offrir aux propriétaires d'acquitter leurs impositions en charrois en nature. Ceux-ci trouveraient certainement préférable de procéder ainsi, et de la sorte, la faible somme annoncée par le contrôleur-général serait suffisante pour payer les frais de cassage et d'entretien en réglant les manœuvres conformément à l'édit de février 1776¹.

Mais, par une déclaration du roi du 11 août suivant, l'ancien usage fut rétabli par provision et M. Taboureau écrivit en avril 1777 au commissaire départi : « Vous avez vu, par l'instruction provisoire que M. de Clugny vous a envoyée, que l'intention du roi était que vous missiez le plus de modération qu'il était possible dans la reprise des travaux. Cette modération était d'autant plus nécessaire que les peuples avaient été déshabitués de ces travaux par une interruption assez longue, et Sa Majesté a été principalement touchée du sort des plus pauvres des corvéables, au secours desquels elle vous recommande de venir par tous les moyens possibles en vous proportionnant à ce que vous reconnaîtrez de leurs facultés. C'est là, Monsieur, l'esprit de cette instruction ; mais l'intention du roi n'a pas été de dénaturer la corvée en elle-même ni de la convertir en imposition ; elle doit être suivie dans le même esprit et par

1 Archives du Cher fonds de l'Intendance.

les mêmes moyens qui avaient lieu avant l'édit de février 1776, en prenant seulement tous les tempéraments pour la rendre la moins onéreuse qu'il est possible à la partie du peuple la plus pauvre, aux simples journaliers. Vous ne devez pas perdre de vue ces principes qui sont consignés dans les instructions les plus anciennes et dans les lettres qui vous ont été écrites par mes prédécesseurs, sous le règne du feu roi. C'est là où vous trouverez les traces de l'usage observé avant l'édit de février 1776, auquel le roi s'est référé. »

C'était donc renoncer à toute innovation et à toute amélioration sur ce point. Feydeau ne modifia pas ce qu'avaient fait ses précédesseurs. Lui aussi tenta, mais en vain, d'obtenir des dénombrements exacts pour faire exécuter les ouvrages par la corvée. En septembre 1777, Necker questionna les intendants sur la corvée. Feydeau répondit que l'entretien des chemins de la généralité pouvait être estimé par an à 80.000 livres et qu'il fallait encore 445.000 livres pour terminer les routes commencées. Il conclut au maintien de la corvée en nature, parce que les communautés ne faisaient jamais librement l'option pour le travail en nature ou pour une contribution en argent, et que les laboureurs non propriétaires, mais imposés à la taille pour leur exploitation, étaient écrasés par la contribution en argent répartie au marc de la taille, tandis que le journalier, tout aussi malheureux, mais relativement moins imposé, n'en payait que quelques sous¹.

1. Girardot, *Assemblées provinciales*, 2^e partie. p. 145

En octobre 1778, Feydeau de Brou, en qualité de commissaire du roi, nous l'avons vu précédemment, installa l'assemblée provinciale du Berry. L'arrêt du 12 juillet 1778 l'autorisait à prendre connaissance des délibérations quand il le jugerait convenable. Le 5 octobre, au palais archiépiscopal, il notifia solennellement à l'assemblée les intentions du roi. Quatre députés vinrent le recevoir; les membres de l'assemblée se levèrent, l'intendant prit séance dans un fauteuil en face du président et fit connaître l'objet de la réunion. Puis on le reconduisit avec le même cérémonial et la séance fut levée. Le lendemain, le commissaire départi assista en habit de cérémonie dans la stalle qu'il occupait ordinairement à l'église Saint-Etienne à la messe solennelle du Saint-Esprit célébrée par l'archevêque¹.

L'année suivante, le 16 août 1779, il fit l'ouverture des séances de la deuxième session, par un discours dans lequel il rendit compte de la satisfaction du roi pour les travaux accomplis en 1778. Le gouvernement se déclarait favorable, en principe, au projet de règlement élaboré par l'assemblée, mais avant de prendre une décision définitive, il convenait d'attendre les résultats donnés par les administrations analogues établies dans d'autres provinces. « Sa Majesté, ajouta l'intendant, se prononcera lorsque le concours des différentes opinions l'auront mise à portée de déterminer en pleine connaissance de cause, la loi

1. Girardot, *Assemblées provinciales* p. 63.

qui pourrait donner à ces établissements la consistance la plus solide et la plus avantageuse pour les peuples. » Le commissaire départi annonça ensuite les favorables dispositions de Sa Majesté « relativement à la demande qui lui avait été faite en 1778, d'abonner le vingtième de la province. » L'assemblée se mit à l'œuvre et le 24 août suivant, l'intendant entra dans la salle des séances et remit les commissions des tailles pour les sept élections de la généralité.

A quelques jours de là, au mois de septembre, Feydeau assista à la distribution des prix dans la salle du collège de Bourges; une pastorale fut chantée; l'auteur en était un certain abbé Mouzon, qui en 1778 avait été agréé provisoirement comme régent de troisième. Invité à passer l'examen requis pour être titularisé dans ses fonctions, cet ecclésiastique se déroba. On l'accusa alors d'être insuffisant et on lui reprocha d'avoir, dans sa pastorale « essentiellement manqué à des personnes de la première distinction. » Il s'agissait de l'intendant, paraît-il. Mouzon écrivit à ce dernier qui se trouvait alors à Paris, pour se justifier, et il le supplia de le défendre. Feydeau s'adressa au recteur et lui rappela qu'il avait assisté à la distribution des prix et à l'audition de la pastorale dont il n'avait été nullement choqué, ajoutant que si c'était là le principal reproche qu'on pouvait invoquer contre l'abbé Mouzon pour le révoquer, il serait reconnaissant à l'Université de revenir sur sa décision, car il ne tenait pas du tout à ce que on pût lui attribuer la moindre cause de trouble dans l'adminis-

tration du collège ¹. Cette lettre n'eut pas l'effet désiré, car le recteur interdit bel et bien au pauvre régent l'accès de sa chaire, jusqu'à ce qu'un décret d'expulsion eût été lancé contre lui ².

L'intendant s'efforça de diminuer la mendicité et encouragea les tentatives faites à ce sujet dans sa province. Ses exhortations portèrent leurs fruits, notamment en 1777; le bureau de Charité de Châteauroux eut une célébrité marquée, et Feydeau ne manqua pas de complimenter les administrateurs et les habitants de la ville qui par leur zèle et leur entente firent prospérer l'établissement. Le commissaire départi provoqua et imposa même la création d'autres bureaux à Bourges, à Issoudun et à La Châtre, leur donnant comme modèle celui de Châteauroux ³.

III

Son successeur, *Jean Baptiste Claude Dufour de Villeneuve*, chevalier, seigneur de Villeneuve, Chalus, Laspoix, Boisemont et Courdimanche, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes honoraire de son hôtel en 1765, fut nommé en 1780 comme intendant de justice, police et finances de la généralité de Berry. L'ancêtre de sa famille était un trésorier de France qui vivait dans la seconde moitié

1. Archives départementales du Cher, *fonds du Collège*, D. 358.

2. *L'ancien théâtre à Bourges, le théâtre du Collège*, par H. Boyer, in *Société historique du Cher*, 8^e vol., p. 88.

3. *Un bureau de charité à la fin du XVIII^e siècle*, par G. Hardy in *Société historique du Cher* 25^e volume, p. 143.

du xvii^e siècle et qui vraisemblablement avait acquis la noblesse pour lui et ses descendants en achetant sa charge¹. Gendre d'un conseiller au parlement de Paris, le nouvel intendant était fils d'un lieutenant-général au présidial de Clermont-Ferrand plus tard conseiller d'Etat. Il fut envoyé à Bourges par Necker, parce que son père était membre du Conseil contentieux². « Necker, dit un libelle daté de 1780, vient d'envoyer Dufour à Bourges. Tout est à faire dans l'intendance de Bourges, et Dufour est un mangeur d'images, qui dit pourtant savoir l'office de la Vierge et les petites heures. Mais son père est l'un des trois du Comité Contentieux³. »

Le père de l'intendant fit quelque peu parler de lui et nous avons pu relever les appréciations suivantes portées sur lui en août 1771 : « M. Jean François Dufour de Villeneuve étoit lieutenant-général de la sénéchaussée de Clermont-en-Auvergne, sa patrie, et comme la médiocrité de sa fortune répondoit mal à l'immensité de ses désirs, il y suppléoit par de l'intrigue et des talens. Un de ceux qu'il possède le mieux, est l'art de cacher sa profonde ambition sous le voile d'une feinte modestie qu'il joue dans le degré de perfection le plus éminent. Ce fut en effet l'apparence de cette vertu qui séduisit M. le chancelier d'Aguesseau, par la protection duquel il obtint, en 1744, une charge de maître des requêtes. En 1760,

1. Ardascheff, *intendants sous Louis XVI*, tome 1, p. 34.

2. Conseil organisé au contrôle général.

3. *L'Espion dévalisé*, Londres, 1782, Bibliothèque nat., L. B. 39/317.

il remplaça M. Joli de Fleury de la Valette à l'Intendance de Bourgogne; mais une querelle particulière qu'il se fit avec M. le prince de Condé, gouverneur de cette Province, le força à quitter cette place après environ trois années d'exercice. Il s'étoit retiré en Auvergne, dans sa petite terre de Villeneuve, près d'Issoire, et réuni à son gendre le sieur de Féligonde, conseiller en la sénéchaussée de Clermont, décédé en 1767. M. Jean-François Dufour pratiquoit dans son humble retraite, et malgré lui, dans la plus parfaite obscurité, tous les actes d'une modestie complète, lorsqu'un nouveau champ, une carrière plus brillante se sont ouverts à ses désirs ambitieux. M. d'Argouges de Fleury avoit succédé à son père dans la place de lieutenant-civil, mais la délicatesse de son tempérament et une santé tout à fait délabrée lui rendoient impossible l'exercice de cette très pénible et très laborieuse place. M. Dufour a intrigué sourdement, et par le canal de M. Bertin, ministre qui le considéroit, il a obtenu non seulement l'agrément de cette charge, mais encore des facilités de tout genre pour son acquisition. On prétend que le prix de l'Office excède de plus de 200.000 livres le capital de sa fortune. Le sieur de Montdragon lui a prêté 100.000 livres et M. le duc de Fleury est aussi venu, dit-on, à son secours. Telle étoit sa position lors de la création du nouveau tribunal : à quoi il faut ajouter un fils unique, maître des requêtes, et une fille aussi unique, veuve restée chargée de cinq enfans. Depuis le moment critique sa Compagnie a tenu des Comités

à l'insçu de ce chef, qui lui en a fait des reproches. On s'est exécuté sur la connoissance qu'on avoit de sa situation, sur ce qu'on ne vouloit pas le compromettre d'avance. Il a fait alors les protestations les plus grandes et les promesses les plus solennelles de ne point se détacher d'eux et d'en suivre le sort, tel qu'en fût l'événement. Il paroissoit même encore bien disposé le jour de l'enregistrement forcé. Mais M. Bourgeois de Boynes et M. de la Michaudière, ses amis intimes, l'ont tellement intimidé qu'il a perdu en un instant une réputation bien établie, et qu'il est devenu l'opprobre de sa Compagnie, par l'hypocrisie qu'il a jointe à la lâcheté, en se retranchant sur sa conscience qui l'obligeoit de se conduire ainsi¹. »

Jugement peu flatteur, mais qui doit être complété par le suivant, daté de 1781 : « M. Dufour de Ville-neuve, conseiller d'Etat, vient de mourir. C'était, avec M. d'Argouges, la meilleure tête du Conseil. Il s'était également distingué dans toutes les places inférieures qu'il a occupées. On le regrette encore au Châtelet, où il a été lieutenant-civil avec la plus grande distinction. Son nom serait passé sans tache à la postérité, s'il n'avait eu la faiblesse de céder au chancelier (Maupeou) et d'abandonner son corps, qui malgré cette défection, l'aurait conservé à la rentrée, s'il ne s'était pressé de se punir lui-même, en donnant une démission prématurée². »

1. *Journal historique de la Révolution opérée dans la constitution de la monarchie françoise*, par M. de Maupeou, chancelier de France, tome 2^e, à Londres, 1776. Bibl. Nat. Lb 39 201, B. p. 69.

2. *Mémoires secrets*, tome XVIII, 11 novembre 1781, cités par Ardascheff, intendants sous Louis XVI, tome II, n^o 534, p. 493.

L'intendant Dufour ouvrit en 1780 la troisième session de l'assemblée provinciale en qualité de commissaire du roi, et le 22 octobre, à cinq heures du soir, il prononça le discours d'usage. Il salua les députés et leur annonça que le roi, désirant corriger les « disproportions existant entre contribuables et former la base d'une répartition plus juste », avait accordé à la province l'abonnement du vingtième. « La commission intermédiaire, ajouta-t-il, n'a rien négligé dans ses premiers essais pour répondre à la confiance du roi; elle s'est efforcée de se conformer aux dispositions de l'arrêt, et l'instruction qu'elle a publiée a obtenu l'approbation royale. » L'intendant transmit, de la part du roi, des conseils de prudence et de circonspection. « Le roi, dit-il, désire que vous vous fassiez rendre compte des travaux qui ont été faits et de ceux qui sont préparés pour l'avenir; vous devez en connaître les progrès et les difficultés, vous devez examiner, d'après une expérience que vous n'avez pas encore, si les moyens que vous avez indiqués, si ceux que Sa Majesté a approuvés, sont les seuls que l'on puisse employer pour parvenir à l'égalité et à la proportion si désirables, et qui, une fois établies, doivent délivrer les peuples des inquiétudes et des peines que leur donneraient de nouvelles opérations et de trop fréquentes recherches ».

Puis l'intendant entretint l'assemblée de la question des travaux publics. « Le maintien des corvées, déclara-t-il, serait bien difficile à concilier avec l'esprit d'une administration provinciale qui doit recher-

cher en tout le plus grand avantage des peuples ». Il fit connaître les intentions du roi sur « la manière d'établir la contribution à la confection des routes ».

Trois projets étaient envisagés. L'un consistait à établir une imposition accessoire à la taille, moyen que le roi trouvait injuste, parce que « les frais de confection et d'entretien des routes seraient tombés en entier sur les propriétaires seuls, tandis que toutes les autres classes de ses sujets auraient partagé avec eux les avantages qui en seraient résultés ». On pouvait avoir recours à un autre procédé et prendre la capitation pour base de la contribution, mais le roi estimait que cette façon de faire ne pouvait être adoptée dans les campagnes et qu'il convenait de la laisser de côté. On sait en effet que la capitation, étant personnelle, suivait la résidence du contribuable et s'attachait plus à la qualité de ce dernier qu'à sa fortune. Il était donc à craindre qu'une contribution accessoire de la capitation n'atteignît pas les propriétaires en raison de leurs propriétés.

Il restait à envisager le projet d'une imposition additionnelle à la taille. « La taille, expliqua l'intendant, affecte les propriétés et les personnes, de même que les chemins donnent plus de valeur aux biens et à l'industrie; elle est supportée directement par les simples citoyens et indirectement par les ecclésiastiques, les nobles et les exempts, qui la paient sous le nom de leurs fermiers, et contribuent ainsi actuellement aux travaux des chemins. » Par une imposition additionnelle à la taille, on aurait donc chance d'attein-

dre un grand nombre de contribuables à la campagne. Pour les villes franches, il n'y avait pas d'inconvénient à prendre la capitation comme base de la contribution aux chemins. Toutefois, comme les ecclésiastiques, les nobles et les exempts géraient eux-mêmes leurs propriétés, ils ne payaient pas indirectement la taille et échappaient en outre à la contribution aux chemins. « Mais, ajouta l'intendant, Sa Majesté ayant déjà manifesté son désir de diminuer le nombre des exempts dans toute l'étendue de son royaume, attendait du zèle connu du clergé et de la noblesse qu'ils consentissent à indemniser leurs concitoyens du tort que leur causait l'exercice de leurs privilèges, soit en ajoutant, dans les différents cantons qu'ils habitaient, des secours volontaires aux fonds que Sa Majesté destinait aux ateliers de charité, soit en se livrant aux autres objets d'utilité publique qui leur étaient indiqués par le besoin des peuples et l'état de la province ». Dufour termina ainsi son discours, et se retira, après avoir été remercié par le président de l'assemblée.

Quelques jours auparavant, le commissaire départi avait adressé à la commission intermédiaire le brevet arrêté au Conseil du Roi pour la levée et l'imposition de la taille, les impôts accessoires et la capitation pour l'année 1781. L'assemblée chargea sa commission de l'examiner.

A cette époque, les habitants de Saint-Amand se plaignirent au contrôleur général des finances de ce que les taxes publiques étaient réparties de façon abu-

sive. Ils lui signalèrent que le subdélégué Geoffrenet des Beauxplains était un des plus favorisés, parce que, possédant cinq à six mille livres de rente et sans presque aucune charge de famille, il ne supportait que dix-huit livres de taille¹.

Nous avons vu que la session de la 4^e assemblée provinciale fut ouverte en octobre 1783 et que de très graves atteintes furent portées à la nouvelle administration. Dufour en fit part dans son discours d'ouverture, tout en ayant bien soin de les dissimuler sous des phrases élogieuses. Il déclara d'abord « que le renouvellement par tiers n'aurait pas lieu et qu'il serait seulement pourvu par l'Assemblée au remplacement de ses membres décédés ou démissionnaires ». Il donna lecture du règlement du Conseil d'août 1783 qui, nous l'avons dit, enlevait à l'administration provinciale la plus grande partie de ses attributions pour les rendre à l'intendant. Dufour ne manqua pas de présenter cette mutilation comme « un nouveau témoignage du désir qu'avait le roi de faciliter le succès de l'assemblée ». — « Le Roi, ajouta-t-il, se montre satisfait des mesures prises pour la répartition des vingtièmes et pour les travaux des grandes routes; il recommande surtout à la sollicitude des députés les opérations propres à activer le plus possible la confection des nouveaux rôles des vingtièmes et la juste répartition de la taille ». Le commissaire départi proposa au bu-

1. Archives du Cher, C. 1142, citées par F. Dumonteil : une ville seigneuriale en 1789, Saint-Amand-Montrond, in *Société historique du Cher*, 3^e vol., p. 102.

reau d'établir à Bourges une filature de laine et l'assemblée accueillit cette offre avec empressement.

Nous savons que la Commission intermédiaire ne pouvait plus correspondre avec le ministre que par l'entremise de l'intendant. Nous ne pouvons mieux faire que citer à ce sujet l'extrait d'une lettre écrite de Bourges et datée du 14 février 1784 : « Notre administration provinciale, y est-il dit, subsiste toujours ; elle va même mieux qu'elle n'a jamais été... Les objets qui nous occupent spécialement aujourd'hui sont les ateliers de charité et les grands chemins... Notre intendant, homme sévère sur les principes, mais par son état opposé à notre administration qui diminue de beaucoup l'autorité de sa place, vient d'obtenir une faveur qui est un véritable échec pour le Bureau. C'est que toutes les demandes que nous ferons, passeront par son canal pour être adressées à la Cour, et c'est à lui que les réponses seront envoyées, sauf cependant certains cas, où le bureau trouverait expédient de ne pas se servir de cet intermédiaire. Vous sentez que si au lieu de M. de Villeneuve nous avions un commissaire départi aussi intrigant et d'aussi mauvaise foi que celui de Moulins¹, avec cette restriction, notre administration provinciale serait bientôt tellement dégoûtée qu'elle s'anéantirait d'elle-même. C'est ce qui doit arriver incessamment de celle de Montauban, absolument asservie à l'intendant, à moins qu'elle n'obtienne ce qu'elle demande, c'est-à-dire un rè-

1. L'abbé Terray, neveu de l'ancien contrôleur-général

glement conforme au nôtre sur cet objet. Nous devons craindre d'autant mieux les efforts des commissaires départis, que ces deux administrations provinciales sont les seules qui subsistent aujourd'hui et que vraisemblablement le nombre n'en augmentera pas »¹.

Ce droit de regard de l'intendant sur la correspondance de l'assemblée fut extrêmement préjudiciable aux travaux de cette administration. On en jugera en apprenant qu'en 1785, le commissaire départi attendit près de deux mois pour remettre à la commission intermédiaire une lettre ministérielle qui l'autorisait à répartir un secours à des incendiés². Il convient de dire à ce sujet, qu'en août 1785, l'intendant eut à se plaindre, comme un de ses prédécesseurs, que les lettres n'arrivaient pas exactement dans son département, et il en informa les administrateurs de la poste³.

Le 23 octobre 1786, Dufour ouvrit la cinquième et dernière session de l'assemblée provinciale par un discours où il fit les compliments et donna les conseils d'usage. Il annonça l'approbation par le Conseil d'un projet de canal dont nous avons déjà parlé et qui devait traverser la province par Vierzon et Bourges. Il fit connaître en outre que le Conseil avait examiné avec la plus grande attention le rapport qui lui avait été transmis sur les causes de la langueur du Berry et les remèdes préconisés. Quant à la régénération de

1. *Mémoires secrets*, tome 25, 18 février 1784, cités par Ardascheff : intendants sous Louis XVI, tome II, n° 129, p. 218.

2. Lachaze, *l'Assemblée provinciale du Berri sous Louis XVI*, p. 534.

3. *Institutions sous l'ancien régime, intendants*, par G. Vallois, in *Antiq. du Centre*, 16^e vol., p. 216.

l'assemblée, le roi ne s'étant pas encore prononcé, on se contenterait, pour le moment, de remplacer les membres décédés ou démissionnaires. D'ailleurs, le rôle de l'administration provinciale était maintenant d'une importance très réduite. Les fonctions de sa commission intermédiaire avaient été étroitement limitées; après la chute de Necker, l'intendant avait repris la plupart de ses attributions dont il avait été momentanément privé en 1778, et il les conserva jusqu'à la Révolution.

Comme son prédécesseur, Dufour suivit de près le développement des bureaux de charité dans la province et encouragea la fondation de nouveaux établissements de ce genre. C'est ainsi que sur ses instances, la ville de Dun-le Roi installa son bureau en 1784. Des tentatives furent faites à Sancerre, mais le subdélégué Grangier échoua. En 1783, l'intendant de Paris, Bertier de Sauvigny, qui avait entendu parler du bureau de charité de Châteauroux, écrivit à Dufour pour lui demander des renseignements sur cette institution qu'il désirait organiser dans sa généralité. « J'ai eu très peu de part, Monsieur et cher confrère, lui répondit Dufour, à l'établissement des bureaux de charité de mon département; je crois même ne devoir porter les yeux sur leurs opérations qu'avec beaucoup de ménagement et de réserve; je me suis borné à exciter les officiers municipaux dans certaines villes, dans d'autres, comme à Bourges, les principaux habitants à concourir à la formation de ces bureaux; je leur ai communiqué quelquefois mes idées sur la manière de les rendre

utiles; j'ai demandé aussi à ceux qui sont préposés à queques-uns de ces établissements, des détails sur leur régime, mais en leur laissant toute liberté de me les refuser. Vous savez, Monsieur, combien en général on cherche à se défendre de l'inspection du gouvernement; en voulant l'étendre à ces sociétés, on leur nuirait; elles ne peuvent subsister que par la plus grande liberté; aussi je me suis peu mêlé et je connais peu les détails de leurs travaux, presque toutes d'ailleurs sont nouvelles, et n'ont pas de plan bien certain; lors qu'elles auront plus de consistance, je pourrai alors les mieux connaître et j'aurai l'honneur de répondre aux questions sur lesquelles vous désirez des éclaircissements ¹ ».

En juillet 1783, quatre petits bergers furent mordus par un chien. On les traita par la nouvelle méthode contre la rage, dite de « l'alkali volatil fluor », et ils guérirent. Les administrateurs du bureau de charité de Châteauroux firent un rapport sur ce fait, mais en marge, Dufour crut pouvoir mentionner que rien ne prouvait que le chien ait été enragé, et que d'autre part la morsure d'un animal ne communiquait pas toujours la rage ².

Ce bureau de charité réalisa des buts multiples. Il procura notamment du travail aux chômeurs. Il prit en mains la draperie du château du Parc à Châteauroux, qui avait fait faillite, et reçut de l'intendant un

1. Girardot, *assemblées provinciales*, 2^e partie, chap. VII, p. 421.

2. *Un bureau de charité à la fin du XVIII^e siècle*, par G. Hardy, in *Société historique du Cher*, 25^e vol., p. 143.

premier secours de 300 livres pour le ouvriers, puis un second de 6.000 livres pour la manufacture elle-même, ce qui permit de lutter contre la misère menaçant le personnel de la fabrique. Aidé par Dufour, le bureau installa une école de charité pour les filles, avec quarante fileuses. En 1787, une des employées eut un enfant qui mourut trois jours après sa naissance; on ne manqua pas de l'accuser d'avoir « criminellement supprimé le triste fruit de son inconduite » et le bureau pour faire un exemple, demanda à l'intendant l'autorisation de la faire enfermer sans jugement au dépôt de la ville de Bourges. Dufour s'étonna d'une telle sévérité, surtout quand il apprit par le subdélégué de Châteauroux que la pauvre créature « d'une figure ingrate et presque aveugle avait péché plutôt par faiblesse que par libertinage¹ ». Les administrateurs du bureau cédèrent alors aux conseils de l'intendant, expulsèrent leur employée, mais lui allouèrent un secours.

L'intendant, applaudissant au zèle des administrateurs du bureau de charité de Châteauroux, ne cessa de le donner en exemple aux autres localités de la province. D'autres bureaux furent installés, si bien qu'en décembre 1784, Dufour pouvait dresser un tableau des villes qui en possédaient, et sur lequel il mentionnait Bourges, Issoudun, Le Blanc, La Charité, La Châtre, Buzançais, Dun-Le Roy, Argenton et Vierzon. D'autres étaient projetés à Selles et à Sancerre. Même des villages voulurent avoir leur bureau, et l'in-

1. Arch. du Cher, C. 37 : citées par G. Hardy : un bureau de charité à la fin du XVIII^e siècle, in *Société historique du Cher*, 25^e vol., p. 143

tendant dut les modérer; c'est ainsi qu'en 1783 le curé de Guilly, de l'élection d'Issoudun, soumit un plan à l'intendant qui lui répondit : « Ne serait-il pas possible de vous concerter avec MM. les curés des paroisses qui vous environnent, pour les engager à inspirer à leurs paroissiens, le désir d'augmenter, non pas leurs charités, mais de les mieux appliquer en convenant de quelques personnes prises dans chacune de ces paroisses à qui les aumônes, soit en pain, soit en grains, soit en argent seraient confiées¹ ». Ajoutons qu'en 1785, Dufour chargea le bureau de Châteauroux de « la répartition du moins-imposé », attribution tout-à-fait étrangère à celles qui lui étaient normalement dévolues¹.

Les cours d'accouchement, dont nous avons parlé au chapitre précédent, avaient toujours un réel succès. En 1781, l'intendant écrivit à la municipalité de La Châtre, pour l'engager à choisir une femme mariée de 25 à 35 ans, afin de l'envoyer à Issoudun ou à Châteauroux suivre les cours d'accouchement que devait y donner incessamment Mme Ducoudray, maîtresse sage-femme brevetée et appointée par le roi. « Il y aurait avantage, ajoutait l'intendant, à établir un cours semblable, chaque année, dans toutes les principales villes de la généralité. Qu'on choisisse donc un chirurgien, le plus instruit de la ville ou du canton, pour se charger de faire tous les ans le cours d'accou-

1. Arch. du Cher, C. 37, lettre du 23 mars 1783, citée par G. Hardy : un bureau de charité à la fin du xviii^e siècle, in *Société historique du Cher*, 25^e vol., p. 143.

chement à l'aide de la machine imaginée par Mme Ducoudray, lequel, pour apprendre à s'en servir irait à Bourges où Mme Ducoudray doit passer quinze jours ¹ ».

En 1786, Dufour fit faire un dénombrement de toutes les paroisses de sa généralité.

En 1788, des difficultés se produisirent à Saint-Amand à propos de la Collecte du Vieux-Château, et l'intendant dut intervenir. Les officiers municipaux de la ville avaient réuni treize contribuables pour leur soumettre une réclamation formée par un taillable contre le taux de son imposition. Dix habitants s'esquivèrent et les trois autres refusèrent de donner leur avis. La réunion fut donc sans résultat et le procureur du roi en informa l'intendant qui rendit une ordonnance enjoignant aux habitants d'assister désormais aux assemblées de leur collecte, sous peine de dix livres d'amende ².

Dans cette même ville, Dufour eut à réglementer l'organisation et le service de la milice. Le capitaine de la milice bourgeoise, marchand de drap et soie, n'avait rien trouvé de mieux que de convoquer continuellement deux de ses confrères ; il avait même fait emprisonner l'un d'eux qui, ayant reçu un ordre de service, ne s'était pas présenté. Ces deux négociants se plaignirent à l'intendant des brimades dont ils étaient

1. Duguet, *La Châtre avant la Révolution*, p. 162.

2. Arch. du Cher, C. 28, citées par F. Dumonteil, une ville seigneuriale en 1789, Saint-Amand-Montrond, in *Société historique du Cher*, 3^e vol., p. 109.

victimes et le commissaire départi les dispensa du service de la milice ¹. Cependant, en 1782, le corps municipal de Saint-Amand dut se préoccuper de mettre un terme à l'indiscipline des officiers de la milice bourgeoise. Il rédigea un projet de règlement conférant à la municipalité le droit de nommer les officiers et lui attribuant la haute direction du service de la milice. Ce projet fut soumis au commissaire départi qui l'approuva ².

Dufour fut le dernier intendant de la généralité de Berry, avant la Révolution. Il resta dans la province jusqu'au 1^{er} juillet 1790. Son administration dura donc dix ans. Il gouverna de loin, car il résidait ordinairement à Paris. Il adressait ses lettres tous les dimanches à son premier secrétaire à Bourges, M. Lessourd. Ce dernier expédiait la correspondance pour le service de l'intendance et les lettres étaient cachetées d'azur à un chevron accompagné de deux étoiles et d'un croissant ³.

1. Arch. du Cher, C. 10, *ibid.* p. 118.

2. Archives du Cher, C. 10, citées par F. Dumonteil, une ville seigneuriale en 1789, St-Amand-Montrond, in *Société historique du Cher*, 3^e vol., p. 120.

3. Les armes de l'intendant Dufour de Villeneuve étaient : d'azur, au chevron d'or, accompagné de trois étoiles de même.

CONCLUSION

L'œuvre des Intendants de la Généralité de Berry.

Après avoir passé en revue les différents intendants qui ont administré le Berry, il est utile de jeter un coup d'œil sur le travail accompli par ces hauts fonctionnaires et de se demander s'ils ont vraiment fait œuvre utile dans la province.

I

L'envoi des premiers commissaires départis répondait au besoin évident qu'avait le pouvoir royal de se renseigner sur l'état des différentes parties du royaume, de rétablir l'ordre et de coordonner l'administration générale du pays. Ce fut le but des chevauchées des maîtres des requêtes ; ces magistrats voyageurs, dont parle M. G. Hanotaux¹, avaient, non pas à administrer les provinces, mais à rendre compte de ce qui

1. G. Hanotaux, *Origines de l'institution des intendants des provinces*.

s'y passait et de ce qu'ils voyaient. Peu à peu, l'institution se fixa. La durée des commissions des intendants fut de trois ans, puis Colbert la rendit illimitée. Séjournant alors dans les provinces, les commissaires administrèrent et supplantèrent peu à peu les gouverneurs qui ne gardèrent plus qu'un titre honorifique.

Le gouvernement n'aimait pas les laisser longtemps dans les mêmes postes, il les changeait fréquemment, car il voulait éviter que par un long séjour et un contact assidu ils n'embrassent trop vivement les intérêts de la localité¹. De 1623 à 1674, le Berry vit se succéder dix-neuf intendants. On peut dire que c'est au moment où ces fonctionnaires commençaient à connaître leur province qu'ils étaient obligés de la quitter. Il leur était donc difficile de faire exécuter des travaux de longue durée, de poursuivre des entreprises pour lesquelles l'esprit de suite et la continuité des vues étaient indispensables.

Cela changea d'ailleurs, et les séjours se prolongèrent : nous avons vu que Dodart était resté trente neuf ans en Berry. Mais alors le caractère de la fonction se modifia. Les intendants avaient vu leurs pouvoirs s'accroître démesurément; ils s'implantèrent dans les provinces et s'y installèrent en maîtres tout-puissants, régissant avec omnipotence et arbitraire, de sorte que les populations opprimées aspirèrent de plus en plus à être délivrées de pareils potentats. Ceux-ci d'ailleurs, à la fin de l'ancien régime, ne résidaient

1. Raynal, *Histoire du Berry*, tome IV, livre 11^e, chap. III, p. 394.

même plus dans leurs généralités. C'est que l'institution, déformée, corrompue, en était arrivée à ne plus répondre, en aucune façon, au but qui avait présidé à sa création.

Tout compte fait, sur une trentaine d'intendants qui ont administré le Berry, la plupart sont restés ignorés, peu d'entre eux ayant rendu les services éminents qu'on aurait pu attendre de l'accomplissement de leurs importantes fonctions. On est surpris du manque d'initiative de beaucoup de ces personnages qui en général se contentent d'attendre que le gouvernement les questionne et les pousse dans la voie des améliorations. Ils constatent l'état misérable du pays, l'indolence des habitants, mais se découragent avant tout effort et s'imaginent qu'il n'est point utile d'ententer. Puisqu'ils avaient à administrer, ils auraient dû, semble-t-il, étudier des moyens, présenter des solutions, faire part de leurs idées, au lieu de se borner seulement à exécuter les ordres avec passivité. En Berry, à ce point de vue, nous ne voyons guère de personnalités marquantes.

Toutefois, s'il est permis de critiquer l'œuvre des commissaires départis, il serait cependant injuste de prétendre que celle-ci fut inutile et nous devons reconnaître qu'ils ont rendu d'éminents services à la province.

II

Ayant la haute main sur la justice, ils usèrent de leur juridiction propre se rattachant au maintien de l'ordre public et des finances et de leur droit de surveillance sur les magistrats. C'est ainsi que de Pome-reu fit des remontrances au présidial de Bourges, réprima les émeutes du 18 mai 1664 et fit juger les mutins. De Séraucourt remédia à de nombreux abus et s'attacha à recommander aux juges l'impartialité. De Montgeron poursuivit les exactions et les malversations des employés des fermes.

III

En matière de police, les intendants n'eurent pas seulement à organiser et à maintenir l'ordre; leur rôle fut beaucoup plus large. Ils réglementèrent la levée des troupes et des milices, encouragèrent l'industrie, l'agriculture et le commerce. Lambert d'Herbigny, Tubeuf et le susceptible Poncet suivirent les indications de Colbert, mais le ministre dut, il est vrai, les pousser sans cesse dans la voie qu'il préconisait, pour obtenir des résultats auxquels seuls ils n'eussent dans doute pas été capables de parvenir. De Montgeron fit de louables efforts pour organiser les arts et métiers. Dodart, qui passa à Bourges près de quarante années, y fut regretté, semble-t-il. Il lutta avec courage contre les difficultés entravant le dévelop-

pement de l'industrie. Nous ne pouvons oublier la part qu'il prit à l'établissement de la Société d'agriculture de 1762 et les innovations qu'il tenta d'introduire dans la culture. Les intendants rendirent d'appréciables services en matière de travaux publics et il convient de rappeler que le réseau routier du Berry est en partie leur œuvre. Dupré de Saint-Maur souffrit de voir sa province ne pas profiter de sa situation au centre du royaume et rester à l'écart des voies de communication, aussi parvint-il à faire adopter un plan bien conçu qui aurait pu ramener en Berry le commerce qui se détournait de ce pays. Grâce à lui, les voies intérieures de la province furent remises en état et augmentées.

Rappelons que Dodart et ses successeurs organisèrent et développèrent les fameux cours d'accouchements de Mme Ducoudray qui furent longtemps en honneur dans le Berry.

Les commissaires départis durent réprimer le brigandage qui sévissait dans les campagnes, et, — ce ne fut pas là une mince partie de leur besogne —, nous avons vu qu'ils s'employèrent à assurer la sécurité, en faisant poursuivre, arrêter et juger les malfaiteurs, les pillards, les faux-sauniers et les faux-poudriers qui pullulaient en Berry. De Séraucourt s'occupa sérieusement d'améliorer le sort du menu peuple, de ravitailler les habitants et de donner du travail aux ouvriers pauvres, par l'établissement d'ateliers de charité. Dupré de Saint-Maur eut des idées heureuses qu'il tenta d'appliquer, mais il n'eut pas le temps

matériel suffisant pour assurer lui-même l'exécution de ses projets de réforme de la corvée.

IV

On sait qu'après Necker, l'édit de juin 1787 établit dans chaque généralité une assemblée provinciale qui avait une session annuelle de deux mois ; dans l'intervalle une commission la représentait. Cette idée fut reprise pour les Conseils généraux en 1871. On ne peut s'empêcher de rapprocher le système inauguré par Louis XVI à la fin de son règne, du système actuel. L'analogie est réellement frappante et l'intendant peut se comparer au préfet, le subdélégué au sous-préfet, avec cette différence toutefois que le subdélégué était sous les ordres de l'intendant et que le sous-préfet relève de nos jours du pouvoir central. Enfin, dans l'assemblée provinciale, nous pouvons voir l'image du Conseil général, dans l'assemblée d'élection celle du Conseil d'arrondissement et dans l'assemblée municipale celle du Conseil municipal.

Les conquêtes de la Révolution nous ont donc permis de conserver en partie les idées heureuses de l'ancien régime.

Liste des Intendants de la Généralité de Berry

Jean Belot	(1569-1570)
Caumartin	1596
De la Grange-Courtin	1599
Jacques Turgot , sieur de Saint- Clair	1623
René de Voyer d'Argenson	1632
Mangot d'Orgere	
Mangot , sieur de Villarceau	1635
Charles Pinon , sieur de Quincy et de Boisbouzon, (première fois)	28 mai 1637
{ Denis de Hère	1638
{ Dechaire	1638-juin 1639)
De Bezon	
Jacques Barrin , sieur de Rézé et de la Galissonnière	(1642-1648)
Vineuil	(sept. 1651)
<i>(établi par Condé)</i>	
De Balthazard	(oct. 1651)
Tillier	(juin 1652)
Charles Pinon , sieur de Quincy et de Boisbouzon, (deuxième fois)	1655
Jacques Jubert , sieur de Bouville	1656
Galiot Gallard , sieur de Poinville	1658
Bernard de Fortia , sieur du Plessis et de Clereau,	(1659-déc. 1663)
<i>(avec Orléans en 1661)</i>	

Auguste Robert de Pomereu , sieur de La Bretesche	(1664-12 déc. 1665)
(avec <i>Moulins</i>)	
Henri Lambert , sieur de Herbigny	(1666-1668)
(avec <i>Moulins</i>)	
Charles Tubeuf , Baron de Vert et de Blanzat	(1668-mars 1674)
Anne, Louis, Jules de Maslon , sieur de Bercy	(mars-août 1674)
Mathias Poncet , comte d'Ablys, sieur de La Rivière	(août 1674-1682)
(avec <i>Tours en 1679-1680</i>)	
Louis François Dey , sieur de Sé- raucourt	(oct. 1682-déc. 1699)
Nicolas Etienne Roujault , sieur de Villemain	(nov. 1699-oct. 1705)
Guy, Carré de Montgeron	(oct. 1705-août 1708)
Etienne Hyacinthe Fouillé , sei- gneur de Martangis	(oct. 1708-avr. 1720)
Michel Barberie de Courteille (6 févr. 1720-10 déc. 1728)	
Denys Dodart	(1728-1767)
Nicolas Dupré de Saint-Maur	(1767-22 juin 1776)
(adjoint à <i>Dodart en 1764</i>)	
Feydeau de Brou	(15 juil. 1776-25 déc. 1779)
Dufour de Villeneuve	(avr. 1780-1 ^{er} juil. 1790)

Pièces Justificatives

Rapport adressé au contrôleur général, en 1706, par M. de Montgeron, intendant en Berry, pour rendre compte de l'arrestation d'une bande de faux-sauniers.

« Tous ces faux-sauniers, qui étoient d'abord au nombre de dix-huit, sont une partie de Lorraine, quelques-uns du voisinage des Ardennes, et le reste des bourgs et villages près de Luxembourg. Il y avoit, entre eux, trois hommes qui commandoient leur troupe, qui étoient mieux vêtus que les autres, et qui montoient quelquefois à cheval. Ils avoient chacun plusieurs noms et en changeoient selon les occasions. Le premier s'appeloit Saint-Germain, et a été tué dans l'action; il paroissoit âgé de quarante ans. On nommoit le second la Roche, et quelquefois la Rose; il peut avoir trente cinq ou trente-six ans, et s'est sauvé. Le troisième, qui fut blessé en se défendant lors de la capture, et qui est mort depuis, avoit quatre noms: tantôt on l'appeloit la Plaine, dans quelques occasions Saint-Etienne ou la Prairie, et le plus souvent Haut-de-Pied. Ces trois faux-sauniers partirent des environs de Jametz, en Lorraine, il y a deux mois, avec quatre charrettes, attelées de quatre chevaux chacune, et sept hommes, qui prétendent n'être que des valets et avoir été loués sur le pied de quinze et vingt sols par jour outre leur nourriture. Trois des charrettes étoient chargées de quelques ballots de marchandises que l'on n'a pu leur faire désigner, et la quatrième de fusils et de pistolets, qui étoient cachés. Avant que d'entrer en Champagne, ils furent joints en différents endroits par six autres hommes, qui disent s'être engagés sur le pied de valets. Cette troupe traversa la Champagne et la Bourgogne, où leur marchandise fut vendue à des marchands de quelques villes, que les trois premiers faux-

sauniers alloient avertir et qui se rendoient dans les villages et les hameaux où ces faux-sauniers logeoient toujours. Ce débit ne se faisoit qu'à l'entrée de la nuit. En passant dans deux villages qu'on ne nomme point, ils achetèrent deux charrettes et huit chevaux pour y atteler : en sorte qu'ils avoient six charrettes, qui n'étoient plus chargées que de leurs armes quand ils arrivèrent aux bords de la Loire. Ils passèrent cette rivière à Châtillon, et, ayant traversé une partie de la Sologne et du Berry, ils entrèrent en Poitou, où ils passèrent la Creuse à la Roche-Posay. Puis, s'étant rendus à Poitiers et de là à Niort, ils y chargèrent leurs charrettes de huit ou dix sacs de sel chacune. Cependant, les brigades des gardes de gabelles de Berry ayant eu avis de cette marche, on détacha deux gardes, qui suivirent ces faux-sauniers jusqu'à Niort, où ayant vu charger le sel, un des gardes les observa, tandis que l'autre vint avertir les officiers des gardes des gabelles; lesquels ayant assemblé leurs gardes, ils joignirent les faux-sauniers le 13 juin dernier, sur les trois heures après-midi, dans un petit bois près de Pouligny, à une lieue du Blanc. Les faux-sauniers, se voyant surpris, se retranchèrent derrière leurs charrettes, après les avoir rangées autour d'eux. Les gardes les attaquèrent vigoureusement; mais les faux-sauniers firent une résistance de quatre heures, pendant laquelle ils firent un grand feu. Enfin, Saint-Germain, leur chef principal, étant mort, et un autre blessé considérablement, ils se rendirent au nombre de quatorze, dont trois étoient blessés. On leur trouva cent dix boisseaux de sel, de soixante-quatre livres chaque boisseau, 230 livres d'argent et plusieurs peaux. Ils avoient trente-cinq chevaux et un mulet, dont treize furent tués pendant l'action. Du côté de la gabelle, il y a eu trois gardes blessés. Il s'est sauvé deux de ces faux-sauniers pendant la résistance qu'ils ont faite : la Roche, ou la Rose, dont j'ai parlé ci-devant, en est un. Les gardes avoient pris le matin un de ces faux-sauniers, qu'ils trouvèrent seul dans leur chemin, armé d'un fusil, et qui, selon toutes les apparences, alloit à la découverte pour assurer les chemins ».

L'intendant parle ensuite de l'instruction du procès, des interrogatoires et des dépositions des prisonniers.

« Cinq d'entre eux seulement sont demeurés fermes et ont toujours nié; les autres ont tout avoué. Ce qui résulte des interrogatoires des derniers, c'est que les villages de Mont-faucon, Cuisy, Septsarges, Neuville et Varennes, qui sont voisins, sur la frontière de Champagne, et près des lieux de Saint-Jean et Han au duché de Luxembourg, où l'on vend le sel librement, sont remplis de faux-sauniers; que ces habitants

s'attroupent souvent pour aller chercher du sel sur des charrettes ou sur des bêtes de somme à Saint-Jean ou à Han, et qu'ils les vont vendre de cette manière, et armés, dans les provinces de Champagne et Bourgogne, le plus souvent à des marchands qui les revendent en détail; que quelques-uns d'entre eux ont attaqué d'autres faux-sauniers, avec lesquels ils se sont battus pour s'emparer de leurs sels, et qu'en un de ces combats il y a eu un homme de tué, qui est le frère d'un des accusés qui sont ici ¹ ».

Le procès se termina conformément aux instructions du contrôleur-général, inscrites de sa main en marge de la lettre du 16 juillet : « Les juger à la rigueur; faire mourir le plus coupable, et les autres aux galères »,

II

Lettre datée du 2 octobre 1707, écrite au contrôleur-général par M. de Montgeron, intendant en Berry, pour se plaindre du fonctionnement de la poste.

« Depuis que le Roi est à Fontainebleau, je m'aperçois d'un retardement considérable des lettres que je reçois de la Cour; elles devraient m'être rendues plus promptement que quand elles partent de Versailles, parce que, Fontainebleau étant sur la route de Lyon, et à quatorze lieues en-deçà de Paris, les ordinaires devraient être avancés. Cependant ils sont reculés de deux jours, et souvent de trois; j'en ai parlé au commis de la poste établi en cette ville, qui m'a dit que les courriers qui partent de Paris pour Lyon n'arrêtent point à Fontainebleau et n'y ouvrent point leur malle; qu'au lieu d'y prendre les lettres de la Cour qui s'adressent à Lyon et sur la route, on les envoie de Fontainebleau à Paris, où ils s'en chargent, en sorte que nous ne les recevons plus en droiture; et qu'à l'égard de celles qui sont écrites de cette ville et des autres endroits de la route de Lyon pour Fontainebleau, le courrier les porte à Paris, d'où elles sont renvoyées à la Cour... Je reçus par l'ordinaire d'hier une lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 24 du mois dernier, par laquelle vous m'ordonnez de faire publier la prorogation du prix de la monnoie jusques au 1^{er} novembre prochain. Si elle m'avoit

1. Boislisle, tome II, n° 1058 : lettres des 30 juin, 4, 10, 16, 23 et 31 juillet 1706.

été rendue le 27 ou le 28 septembre, comme cela est ordinaire quand la Cour est à Versailles, cette prorogation auroit été publiée le 1^{er} de ce mois dans toutes les villes de cette généralité; mais, votre lettre n'étant arrivée que le 1^{er} octobre, la prorogation ne sera sue dans les endroits éloignés de Bourges que le 3 : ce qui fait un préjudice considérable dans les marchés et dans les foires de cette province, où l'on ne veut point recevoir les espèces que sur le pied de la diminution. Cet inconvénient, et beaucoup d'autres qui peuvent arriver par le retardement de vos ordres seroient prévenus, si l'on obligeoit les courriers qui courent de Paris à Lyon et de Lyon à Paris de s'arrêter à Fontainebleau, où ils délivreroient les paquets qui s'y adressent, et y prendroient ceux qui doivent être remis dans les provinces de la route de Lyon ¹ ».

III

Du 5 juin 1720, Commission au sieur de Courteille, intendant de Bourges, pour faire le procès à des coupables.

Louis XV à notre amé et féal, conseiller en nos Conseils, maître des requêtes ordinaire de notre hôtel, commissaire départhy pour l'exécution de nos ordres dans la généralité de Bourges, le sieur de Courteille, salut. Par arrest ce jour d'huy rendu en notre Conseil d'Etat, nous y étant, nous avons ordonné que le procès seroit fait et parfait aux coupables, leurs auteurs et complices mentionnés aux procès-verbaux des commis des aydes du 13 may 1719 et par Cour jugé en dernier ressort avec le nombre de juges ou gradués requis par les ordonnances.

Et voulant que ledit arrest cy attaché sous le contrôle de notre chancellerie soit exécuté selon sa forme et teneur, nous de l'avis de tous avons commis et commettons par ces présentes signées de notre main pour faire et parfaire le procès ausdits coupables, leurs auteurs et complices, et de les juger en dernier ressort avec le nombre de juges ou gradués requis par nos ordonnances, vous attribuant à cet effet toute Cour et juridiction, avec pouvoir de subdéléguer telle personne que vous jugerés et proposer pour la suite de l'instruction du dit procès. Et pour faire les fonctions de notre

1. Boislisle, tome II, n° 1319.

procureur, mandons notre huissier ou sergent sur ce requis de faire pour l'exécution des présentes tous exploits et assignations de ce faire luy donnons pouvoir.

Car tel est..., ¹.

IV

Lettre de M. Dupré de Saint-Maur, intendant, à M. Pajonnet, prieur d'Alichamps.

A Bourges, le 29 mars 1766.

Je serai effectivement fort aise, Monsieur, de voir les morceaux antiques que vous avés découvert soit dans la paroisse d'Alicamp ou dans les environs. Sans être à beaucoup près aussi connoisseur que feu M. le comte de Cailus je me suis souvent fait un plaisir de ce qui étoit pour lui une étude. Je serois fâché toutefois que vous vous donnassiez la peine de rien transporter à Bourges. D'abord vous ne seriez pas sûr de m'y trouver, parce que ma maison étant pleine d'ouvriers ce qui la rend peu logeable; je serai obligé de passer la meilleure partie de l'année dans mes terres et je ne ferai que des apparitions ici. D'ailleurs je compte aussi aller de temps en temps passer quelques jours à Châteauneuf chés M. le marquis de L'Hôpital. Je serai moiennant cela plus près de vous et à portée d'aller voir moi-même vos richesses, ce qui est bien plus naturel que de vous donner la peine de me les apporter. Je suis sincèrement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur ² ».

V

Lettre de Tubeuf, intendant de Bourges, à Colbert.

Bourges, 27 aoust 1672.

Il y a sur les confins de cette généralité et de celles de Limoges et de Poitiers une bande de quelques gentilshommes notés et mal famés, qui vont avec attroupement et port d'armes de

1. Archives nationales : O ¹-64, p. 156.

2. Correspondance de M. Pajonnet prieur d'Alichamps avec divers savants (xviii^e siècle). Lettres recueillies par M. le baron de Girardot; in *Antiq du Centre*, 6^e volume, p. 304.

18 ou 20 hommes. Les principaux sont Demoras, sieur de Chamboran, Perajon, Sourolles, du Mont, Montrauge et Clavières, tous du costé d'Argenton, du Limousin ou de la Marche.

J'ay reçu plainte contre le premier d'une violence qu'il a faite en s'emparant d'un chasteau où il a mis garnison. J'avois ordonné au lieutenant de la Mareschaussée, en la résidence dudit Argenton, de s'y transporter; mais il a rencontré le dit attroupement et n'estoit pas assez fort pour le dissiper.

Perajon, après une infinité de condamnations rendues contre luy et qui n'ont pu estre exécutées, en dernier lieu et depuis quinze jours a assassiné et tué un ecclésiastique des lieux, pourvu d'un prieuré qui estoit auparavant à un frère de Perajon.

Tous ensemble sont accusés de faire violence sur les grands chemins. J'ay décrété contre eux et ordonné au prévost de monter à cheval et d'assister le lieutenant de la mareschaussée de telle sorte qu'il puisse dissiper ledit attroupement, et que les chemins soyent libres pour la seureté du commerce ¹.

I. Bibli. Nat. Manuscrits, *Mélanges Clairambault*, vol. 466, fol. 695

Vu

Vu :

Le Doyen :

Le Président de la thèse

F. LARNAUDE

E. CHÉNON

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL.

SOURCES

I

Archives nationales : G. ?; 124, 126, 127; O¹ 64, p. 35; O¹, 64, p. 156.

Archives départementales du Cher, Série B, n^{os} 2417, 3010, 3509; Série C, n^{os}, 10, 28, 37, 44, 124, 138, 227, 300, 301, 302, 305, 318, 322, 1030, 1142; Série D, n^o 358. Série E, n^{os} 1016, 1033, 1043, 1044, 1836, 1837, 1887, 1945, 2122, 2138, 2201.

Archives de la ville de Bourges, section A, liasse 22, registre des délibérations de la ville, 1680.

Archives des Ponts et Chaussées, dépêches concernant les ponts-et-chaussées, 1679 et 1680, fol. 141.

Archives de la Marine, Dépêches concernant le commerce, 1670, t. 11, fol. 553.

A. M. de Boislisle.— Correspondance des contrôleurs-généraux des finances avec les intendants des provinces : t. 1^{er} 1683 à 1699; t. 2^e, 1699 à 1708; t. 3^e, 1708 à 1715, Paris, 1874-1897, 3 vol, in-4.

P. Clément.— Lettres, instructions et mémoires de Colbert : 8 tomes en 9 vol. in-4.

Depping.— Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV, 3 vol. in-4, documents inédits.

Lettres du Cardinal de Mazarin pendant son ministère, recueillies et publiées par Chéruel et d'Avenel, 9 volumes (inédit).

Dépôt des fortifications, manuscrit 205, 1671, fol. 53.

Bibliothèque nationale, Mélanges Clairambault, vol. 432, 433, 466.

Mémoires secrets, t. 18, 11 novembre 1781; t. 25, 18 février 1784.

Manuscrit Bibliothèque de l'Université, H. I. 8, fol. 205.

II

Bibliothèque nationale, fonds français, n° 10.985, 29 mars 1680.

Portrait des maîtres des requestes et tableau du parlement de Paris, manuscrit de la Bibliothèque nationale, S. F. n° 525.

Mémoire concernant MM. les Intendants, départis dans les différentes provinces et généralités du royaume, fait par M. d'Aube, maître des requestes, en l'année 1738, Manuscrit Bibl. nat. fonds français, n° 21.812.

Généralités du royaume : généralités de Berry et de Bourbonnois, manuscrit Bibl. nat., fonds français, n° 8.135.

Mémoire sur la généralité de Bourges, dressé par ordre du duc de Bourgogne, en 1697, par M. Louis François Dey de Séraucourt, intendant de la province du Berry; imprimé sous la direction du Baron de Girardot, conseiller de préfecture du Cher. A Bourges, chez Vermeil, libraire-éditeur, correspondant du comptoir central de la librairie, Au grand Bourdaloue, 1844, Bibl. nat., L² K. 288.

Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une société de gens de lettres., t. XV, 1765, à Neufchâstel, chez Samuel Faulche et C^{ie}.

Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson et extraits des mémoires d'André Lefèvre d'Ormesson, publiés par Chéruel, 1860, 2 vol. in-4, documents inédits.

L'Espion dévalisé, Londres, 1782, Bibl. nat., L. b³⁹, 317.

La France au milieu du XVIII^e siècle (1747-1757), d'après le journal du marquis d'Argenson, extraits publiés avec notice bibliographique par Armand Brette et précédés d'une introduction par Edme Champion, Armand-Colin, 1898

Journal historique de la Révolution opérée dans la constitution de la Monarchie française, par M. de Maupeou, chancelier de France, tome second, Londres 1776; Bibl. nat., L. b³⁹ 201-B.

Comte de Boulainvilliers. — Extrait des mémoires dressés par les intendants par ordre du roi Louis XIV, à la sollicitation de Mgr le duc de Bourgogne, père de Louis XV. Londres, 1727-1728, 3 vol., in-folio.

Mémoires du duc de Saint-Simon sur le siècle de Louis XIV et la Régence, collationnés sur le manuscrit original par M. Chéruel et précédés d'une notice par M. Sainte-Beuve

de l'Académie française, Paris Hachette, 1856, 20 volumes.

Gaspard Thaumas de la Thaumassière. Histoire de Berry, Bourges, 1689, 1 vol. in-folio.

Catherinot, avocat du Roy, opuscules.

Nouvelle histoire du Berry, par M. Pallet, Avocat en Parlement, Paris, 1783, 5 vol. Bibl. nat., L. k². 289.

Chroniques berrichonnes du XVII^e siècle. Journal des Le Large (1621-1694), publié par Henry Jongleux. Bourges, Pigelet, 1881.

Mémoires de Robert Hodeau, ancien maire de Bourges, par P. Riffé, in *Antiquaires du Centre*, 8^e vol.

Journal de Mathieu Perrot, chanoine prébendé de la cathédrale de Bourges, 1662-1703, publié par H. Ponroy, in *Antiquaires du Centre*, 20^e vol.

Mémoires d'Etienne Gassot, sieur de Priou, 1691 à 1715, par le vicomte Alph. de La Guère, in *Antiquaires du Centre*, 9^e vol.

III

P. Clément. — Histoire de Colbert et de son administration, 2 vol. in-8.

P. Clément. — Le gouvernement de Louis XIV ou la Cour, l'administration, les finances et le commerce, de 1683 à 1689.

P. Clément. — Histoire de la vie et de l'administration de Colbert, contrôleur-général des finances.

A. Chéruel. — Histoire de l'administration monarchique en France, depuis l'avènement de Philippe-Auguste jusqu'à la mort de Louis XIV, Paris, 2 vol, in-8.

Chéruel. — Histoire de France, sous le ministère de Mazarin (1651-1661), Paris, 1882, 3 vol. in-8.

Tocqueville. — Histoire philosophique du règne de Louis XV, 2^e édition, Paris, Amyot, éditeur, rue de la Paix, 2 volumes.

Tocqueville. — L'ancien régime et la Révolution.

D'Avenel. — Richelieu et la monarchie absolue, 2^e édition.

Picot. — Histoire des Etats généraux.

R. Dareste. — Etudes sur les origines du Contentieux administratif en France.

I. Les intendants et commissaires départis, 1 fascicule.

La Chénaye-Desbois. — Dictionnaire de la noblesse, édition 1866, t. VIII.

Ch. Gomel. — Les causes financières de la Révolution française. Les ministères de Turgot et de Necker. Les derniers contrôleurs-généraux, 2 vol. in-8.

Hippeau. — Le gouvernement de Normandie.

Gabriel Hanotaux. — Origines de l'institution des intendants des provinces, Paris, 1884, 1 vol. in-8.

P. Ardascheff. — Les intendants de province sous Louis XVI, Paris, 1902, 2 vol. in-8.

Ch. Godard. — Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV, particulièrement dans les pays d'élections, 1661-1715, Paris, 1901, 2 vol. in-8.

De Boyer de Sainte-Suzanne. — Les intendants de la généralité d'Amiens, Paris, P. Dupont, 1865.

M. Mourlot. — Un intendant de Caen au xviii^e siècle : l'Intendant Fontette (1752-1775), Paris, 1905.

P. Dubuc. — L'intendance de Soissons sous Louis XIV, 1643-1715, 1 vol. in-8.

IV

Louis Raynal. — Histoire du Berry, Bourges, 1845-1846. 4 tomes en 6 volumes, in-8.

Baron de Girardot. — Essai sur les assemblées provinciales et en particulier sur celle du Berry, 1778-1790, Bourges, 1845, 1 vol. in-8.

Annuaire du Cher pour 1845.

Duguet. — Histoire d'une petite ville qui n'a pas d'histoire : La Châtre avant la Révolution (xviii^e siècle), La Châtre, Montu, 1896.

L. Lachaze. — L'assemblée provinciale du Berri sous Louis XVI, Thèse pour le doctorat, Paris, Rousseau, 1909.

H. de Mazières. — Le régime municipal en Berri, des origines à 1789, Thèse, 1903.

Institutions sous l'ancien régime, par G. Vallois, in *Antiquaires du Centre*, 16^e volume.

Aides royales et impositions municipales de la ville de Bourges, par Toubeau de Maisonneuve, in *Antiquaires du Centre*, 6^e volume.

Le droit du treizième sur le vin vendu en détail à Bourges, par Toubeau de Maisonneuve, in *Antiquaires du Centre* 4^e volume.

Sociétés savantes du département du Cher : Société d'agriculture de 1762, par A. Buhot de Kersers, in *Antiquaires du Centre*, 8^e volume.

Histoire de l'industrie et du Commerce à Bourges, par H. Boyer in *Société historique du Cher*, 1^{er} volume,

Histoire des corporations d'arts et confréries d'arts et métiers de Bourges, par H. Boyer, in *Société historique du Cher*, 24^e volume.

Un bureau de Charité à la fin du XVIII^e siècle, par G. Hardy, in *Société historique du Cher*, 25^e vol.

Une ville seigneuriale en 1789, Saint-Amand-Montrond, par F. Dumonteil, in *Société historique du Cher*, 3^e volume

Le faux-saunage et la misère en Bas-Berry, par H. Chrétien, in *Revue du Centre*, t. IX.

La misère en Bas-Berry, par E. Hubert, in *Revue du Centre*, t. VII.

Etude sur les communautés d'habitants dans la province du Berry, par Maurice Clément, in *Revue du Centre*, t. XIII.

Une mission de la ville de Bourges à la Cour en 1667, par de Robillard de Beaurepaire, in *Antiquaires du Centre*, 1^{er} volume.

Etat des personnes sous l'ancien régime, par G. Vallois, in *Antiquaires du Centre*, 18^e volume.

Correspondance de M. Pajonnet prieur d'Alichamps avec divers savants (XVIII^e siècle). Lettres recueillies par M. le baron de Girardot; in *Antiquaires du Centre*, 6^e volume.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Les Intendants de la Généralité de Berry	
Introduction. — Ce qu'étaient les Intendants de Justice, Police et Finances sous l'ancien Régime	7
CHAPITRE PREMIER. — Les premiers Intendants de Bourges. — Pinon et Barrin de la Galissonnière	17
CHAPITRE II. — Les intendants de Bourges sous Louis XIV. — Fortia, Pomereu, Lambert d'Herbigny, Tubeuf, Poncet	30
CHAPITRE III. — L'intendant de Séraucourt (1682-1699). — Son mémoire sur la Généralité de Bourges (1697)	72
CHAPITRE IV. — Fin du règne de Louis XIV : Les intendants Roujault de Villemain (1699-1705), Carré de Montgeron (1705-1708) et Foullé de Martangis (1708-1715)	138
CHAPITRE V. — Règne de Louis XV : Les intendants Doudart (1728-1767) et Dupré de Saint-Maur (1767-1776)	178
CHAPITRE VI. — L'assemblée provinciale du Berry sous Louis XVI (1778). — Les deux derniers intendants de Bourges : Feydeau de Brou (1776-1779) et Dufour de Villeneuve (1780-1790)	212
Conclusion. — L'œuvre des Intendants de la Généralité de Berry	252
Liste des Intendants de la Généralité de Berry	258
Pièces justificatives : Rapport adressé au contrôleur général, en 1706, par M. de Montgeron, intendant en Berry, pour rendre compte de l'arrestation d'une bande de faux-sauniers	260

Lettre datée du 2 octobre 1707, écrite au contrôleur général par M. de Montgeron, intendant en Berry, pour se plaindre du fonctionnement de la poste	262
Du 5 juin 1720, commission au sieur de Courteille, intendant de Bourges, pour faire le procès à des coupables	263
Lettre de M. Dupré de Saint-Maur, intendant, à M. Pajonnet, prieur d'Alichamps	264
Lettre de Tubeuf, intendant de Bourges à Colbert	264
Sources	266

